

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2820

[2011/205540]

2 SEPTEMBRE 2011. — Arrêté ministériel définissant les modalités de reconnaissance de cahiers des charges au titre de la qualité différenciée dans le secteur de la production de volailles

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, l'article 3, 2^o et 3^o modifiés par la loi du 29 décembre 1990, et 6^o modifié par la loi du 29 décembre 1990 et par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, notamment l'article 1^{er}, 28^o, sixième tiret;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 février 2011;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale en date du 12 mai 2011;

Vu l'avis n^o 49.304/4/AG du Conseil d'Etat, donné le 28 mars et le 5 avril 2011 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant les avis de la Commission consultative scientifique pour les produits agroalimentaires, donnés le 19 juin 2008 et le 11 mars 2010,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Champ d'application et définitions*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent arrêté définit les modalités de reconnaissance de cahiers des charges au titre de la qualité différenciée dans le secteur de la production de volailles au sens de l'article 1^{er}, 28^o, dernier tiret, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 pour les investissements dans le secteur agricole, ainsi que les modalités de contrôle et de certification du respect de ces cahiers des charges.

§ 2. Cet arrêté couvre les volailles de rente associées à la production de poulets, de poulettes, de poules pondeuses, de poulardes, de canards à foie gras et d'oies, ainsi que les volailles de multiplication et les œufs à couver destinés à la production de volailles d'utilisation de type chair.

Art. 2. Les définitions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008 s'appliquent au besoin. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « filière » : l'ensemble des opérateurs couvrant les étapes d'élaboration d'un produit agricole ou agroalimentaire entre deux étapes déterminées, unis autour d'un même cahier des charges, organisés afin d'assurer un approvisionnement régulier d'un marché, et coordonnés par une association ou un opérateur agissant comme promoteur de la filière;

2^o « promoteur du cahier des charges » : la personne physique ou morale à la base de la création d'un cahier des charges et qui, directement ou par personne interposée, en assure le cas échéant la mise en œuvre, la gestion et la mise en valeur;

3^o « unité de production de volailles » : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les stocks d'aliments et de fertilisants, les animaux d'élevage et les terres, qui sont nécessaires à l'agriculteur et à son usage exclusif en vue de pratiquer la production de volailles; l'unité de production de volailles correspond à un site géographique précis, fixe et identifiable par l'adresse du troupeau ou l'adresse du responsable sanitaire ou l'adresse de facturation;

4^o « couvoir » : l'unité de production de volailles dont l'activité consiste en la mise en incubation et l'éclosion d'œufs à couver et la production de poussins d'un jour;

5^o « unité de multiplication » : l'unité de production de volailles dont l'activité consiste en la production d'œufs à couver destinés à la production de volailles d'utilisation;

6^o « nouveau bâtiment » : l'installation pour la production de volailles dont le permis unique a été délivré postérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;

7^o « troupeau » : l'ensemble des bandes de production élevées dans une même exploitation avicole à un moment déterminé;

8^o « lot ou bande » : l'ensemble des volailles d'un même troupeau ayant le même statut sanitaire et immunitaire, élevés en général dans un même local ou dans un même enclos, et ayant notamment les caractéristiques suivantes en commun : l'espèce, la catégorie, le type, le stade et la qualification sanitaire;

9^o « espèce » : l'ensemble de populations naturelles interfécondes isolé sur le plan reproductif d'autres ensembles équivalents;

10^o « race » : le groupe de volailles :

a) dont l'aspect extérieur (le phénotype morphologique) est conforme aux caractéristiques définies par une organisation ou association d'éleveurs, reconnue officiellement selon les dispositions de l'arrêté royal du 2 juin 1998 relatif aux conditions zootechniques et généalogiques régissant l'amélioration et la conservation des races avicoles et cunicoles, ou reconnue officiellement par l'Etat membre dans lequel cette organisation ou association d'éleveurs s'est constituée, conformément à la Directive n^o 91/174/CE de la Commission du 25 mars 1991, relative aux conditions zootechniques et généalogiques régissant la commercialisation d'animaux de race et modifiant les Directives 77/504/CE et 90/425/CE;

b) dont l'identification et le contrôle des caractéristiques sont gérés par l'organisation ou association d'éleveurs mentionnée au point a), ou qui sont consignées dans le registre ou inscrites dans le livre généalogique tenu par ladite organisation ou association;

11^o « souche » : la population homogène issue d'un croisement, ancien ou récent; synonyme de rameau ou lignée;

12^o « croisement » : le produit de l'accouplement de deux animaux de la même espèce issu de races ou de souches différentes;

13^o « canard mulard » : le produit infécond issu du croisement des deux espèces suivantes : canard mâle de Barbarie (*Cairina moschata*) et canard femelle Pékin (*Anas platyrhynchos*);

14° « catégorie » : la distinction entre d'une part volailles de sélection ou reproduction ou multiplication et d'autre part volailles d'utilisation ou de rente;

15° « type » : la spécialisation opérée par le processus de sélection : chair (production de viande), ponte (production d'œufs de consommation), foie gras;

16° « stade » : la distinction entre œufs à couvrir, et selon l'âge, poussins ou canetons d'un jour et volailles d'utilisation, et à l'intérieur des volailles d'utilisation, selon (le type et) la maturité, volailles démarrées et poulettes;

17° « volaille de multiplication » : la volaille âgée de 72 heures et plus, destinée à la production d'œufs à couvrir dédiés à la production de volailles d'utilisation de type chair;

18° « phase d'élevage » : pour les volailles de multiplication, la période comprise entre 0 et 20 semaines;

19° « phase de reproduction » : pour les volailles de multiplication, la période comprise à partir de la 21^e semaine et jusqu'à la fin de la ponte;

20° « œuf à couvrir » : l'œuf de volaille destiné à être incubé pour la production d'un poussin d'un jour;

21° « poussin ou caneton d'un jour » : la volaille âgée de moins de 72 heures;

22° « volaille d'utilisation ou de rente » : la volaille âgée de plus de 72 heures destinée à la production de viande et/ou d'œufs de consommation et/ou de foie gras;

23° « volaille démarrée » : la volaille d'utilisation de type chair âgée d'au maximum 6 semaines;

24° « poulette » : la volaille d'utilisation de type ponte, femelle de l'espèce *Gallus gallus*, n'ayant pas encore atteint la maturité sexuelle;

25° « poularde » : la femelle de l'espèce *Gallus gallus* de type chair de plus d'un kilo n'ayant pas atteint sa maturité sexuelle;

26° « canard prêt à gaver » : le canard à foie gras avant son entrée en gavage, ayant fait l'objet d'un pré-gavage;

27° « substance aromatique et apéritive » : le produit naturel et son dérivé synthétique qui, ajouté à un aliment pour volailles, en augmente l'odeur ou la palatabilité;

28° « Ministre » : le Ministre de l'Agriculture;

29° « Commission » : la Commission consultative scientifique pour les produits agroalimentaires instituée par le décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des Règlements (CE) n° 2081/92 et n° 2082/92;

30° DGARNE : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

31° « Service » : la Direction de la Qualité de la DGARNE.

CHAPITRE II. — Critères minimaux

Art. 3. § 1^{er}. Hormis les éléments positifs de différenciation visés au § 2, les articles 4 à 28 du présent arrêté constituent les critères minimaux (cahier des charges minimal) qui, implémentés dans un cahier des charges, lui confèrent le fondement de son caractère différencié.

§ 2. Les éléments positifs de différenciation sont des critères facultatifs parmi lesquels le promoteur effectue un choix pour en intégrer au minimum :

1° 2 dans son cahier des charges, si ce dernier porte sur la production de volailles de multiplication ou de poulettes;

2° 4, si le cahier des charges porte sur la production de volailles de type chair ou de type ponte (poulets, poules pondeuses, poulardes, oies);

3° 4, dont un est propre au canard à foie gras, si le cahier des charges porte sur la production de foie gras de canard.

Les éléments positifs de différenciation s'adressant à tous les types de volailles sont :

1° la réduction des émissions atmosphériques provenant de l'élevage (article 8., § 3);

2° l'obtention d'un bilan énergétique positif au niveau des bâtiments d'élevage/engraissement (article 10);

3° l'amélioration de la gestion des effluents et des nuisances (article 12.);

4° l'utilisation d'une race régionale pure ou en croisement (article 13, § 7);

5° l'utilisation de la lumière naturelle dans les bâtiments d'élevage (article 15, § 6);

6° la réduction des rejets azotés et phosphorés (article 18, § 3);

7° la réalisation d'un approvisionnement de proximité pour certaines matières premières intervenant dans l'alimentation des animaux (article 18, § 4);

8° la mise en place d'une stratégie de lutte contre les pathogènes au niveau de la filière (article 19, § 4);

9° l'amélioration du bien-être animal (article 21);

10° le renforcement de la traçabilité au sein de la filière (article 24, § 2);

11° l'obtention de qualités nutritionnelle et organoleptique particulières au niveau du produit fini (article 25).

Les éléments positifs de différenciation propres au canard à foie gras sont :

1° la limitation de la durée du jeûne avant l'abattage (article 22, § 2);

2° l'éviscération à chaud du foie (article 22, § 7).

§ 3. Tout promoteur d'un cahier des charges peut prévoir des points supplémentaires au cahier des charges minimal, permettant une différenciation spécifique de son produit.

Art. 4. § 1^{er}. A l'exception des produits du canard à foie gras et de l'oie, les produits (carcasses entières et produits de découpe de volailles, plats préparés comprenant de la viande de volaille, œufs) émanant du cahier des charges sont issus d'une organisation en filière réunissant plusieurs opérateurs économiques liés entre eux. Une filière idéale complète assure la multiplication, l'accoupage, l'alimentation, l'élevage, l'engraissement ou la production d'œufs ou le gavage, le transport, l'abattage des volailles, la transformation et la distribution de viande et des produits de volailles.

§ 2. Pour les produits du canard à foie gras et de l'oie, le cahier des charges peut être porté individuellement par un producteur ou être proposé par un groupement de producteurs pour être mis à la disposition de producteurs non organisés en filière.

§ 3. Tout cahier des charges portant sur l'élevage de poulettes ou de volailles de multiplication est porté par le promoteur d'une filière déjà reconnue au titre de la qualité différenciée au sens de l'article 1^{er}, 28^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008. Les productions issues de ces cahiers des charges sont destinées à concurrence d'au moins 50 % de leurs volumes aux filières de production, en aval reconnues au titre de la qualité différenciée au sens de l'arrêté précité.

§ 4. Tout cahier des charges portant sur la production de poussins d'un jour est porté par le promoteur d'une filière déjà reconnue au titre de la qualité différenciée au sens de l'article 1^{er}, 28^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008. Les œufs à couver alimentant les couvoirs dont les productions s'inscrivent dans ces cahiers des charges sont issus, à concurrence d'au moins 25 % de leurs volumes d'approvisionnement, d'unités de multiplication dont les productions émergent à la qualité différenciée au sens de l'arrêté précité. Les poussins d'un jour issus de ces couvoirs sont destinés, à concurrence d'au moins 25 % des volumes de production desdits couvoirs, aux filières de production en aval reconnues au titre de la qualité différenciée au sens de l'arrêté précité.

§ 5. Les producteurs des maillons d'une filière pour lesquels un guide sectoriel, au sens de l'arrêté royal du 14 novembre 2003 relatif à l'autocontrôle, la notification obligatoire et la traçabilité dans la chaîne alimentaire, validé existe mettent en place leur système d'autocontrôle sur base de ce guide et le font certifier de la même manière par un organisme certificateur indépendant ou le font valider par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire.

Art. 5. § 1^{er}. Les exploitations promues par le cahier des charges présentent un caractère familial. Au sens du présent arrêté, une exploitation de type familial se définit comme une structure agricole dans laquelle, en ce qui concerne la production de volailles, le chef d'exploitation et sa famille sont indépendants économiquement, prennent les décisions, contrôlent la gestion et fournissent l'essentiel du capital et du travail par l'utilisation d'une main d'œuvre assimilée au chef d'exploitation et à ses parents aux premier et deuxième degrés.

§ 2. Pour prétendre au caractère familial de l'exploitation, l'agriculteur est propriétaire des volailles qu'il détient, à l'exception des volailles de multiplication pour lesquelles le couvoir peut en être le propriétaire.

§ 3. Les exploitations sont constituées d'unités de production de volailles répondant aux critères urbanistiques, environnementaux et de taille mentionnés aux articles 8, 9, 16 et 17.

Art. 6. § 1^{er}. Tout cahier des charges ne porte que sur la production d'une espèce, d'un type et d'une catégorie à la fois. A l'intérieur des volailles d'utilisation, la production de poulettes et poules pondeuses font l'objet de cahiers des charges distincts.

§ 2. A l'exclusion des cahiers des charges liés à l'élevage de volailles de multiplication ou de poulettes ou à la production de poussins d'un jour, tout cahier des charges respecte la structure suivante :

1^o Chapitre 1^{er} : « Identification du promoteur » et description de la filière (organigramme, relation de la filière avec les agriculteurs) (sauf pour les produits du canard à foie gras et de l'oie si pas d'organisation en filière);

2^o Chapitre 2 : « Nom(s) du (des) produit(s) », du cahier des charges, de la filière et, le cas échéant, explicitation du lien entre le(s) nom(s) et l'orientation du cahier des charges;

3^o Chapitre 3 : « Méthode de production » (voir article 7);

4^o Chapitre 4 : « Traçabilité »;

5^o Chapitre 5 : « Procédures de contrôle »;

6^o Chapitre 6 : « Différenciation » comprenant :

« caractère différencié du mode de production » : critères environnementaux, éthiques (plus-value attendue au niveau des agriculteurs, sociétaux (relations avec les riverains), bien-être animal;

« caractère différencié du produit », le cas échéant : caractéristiques physiques, chimiques, biologiques et/ou organoleptiques du produit qui en déterminent la qualité supérieure, par rapport au produit standard ou produit de masse servant de référence sur le marché, sur le plan organoleptique et/ou nutritionnel et/ou sanitaire et/ou technologique;

7^o Annexes : plan de contrôle, convention bipartite (conformément aux articles 26, § 3, et 27, §§ 2, 3 et 4).

§ 3. Les cahiers des charges portant sur l'élevage de volailles de multiplication ou de poulettes ou la production de poussins d'un jour respectent la structure suivante :

1^o Chapitre 1^{er} : « Identification du promoteur », nom du cahier des charges, nom et description de la filière (organigramme, relation de la filière avec les agriculteurs);

2^o Chapitre 2 : « Méthode de production » (voir article 7);

3^o Chapitre 3 : « Traçabilité »;

4^o Chapitre 4 : « Procédures de contrôle »;

5^o Annexes : plan de contrôle, convention bipartite (conformément aux articles 26, § 3, et 27, §§ 2, 3 et 4).

§ 4. Dans un souci d'information, le texte du chapitre 6 « Différenciation » mentionné au paragraphe 2 du présent article comprend des arguments pertinents et susceptibles de toucher le grand public.

§ 5. Pour les produits du canard à foie gras et de l'oie, si le cahier des charges est proposé par un groupement de producteurs pour être mis à la disposition de producteurs non organisés en filière, le(s) nom(s) du (des) produits et/ou le nom de la filière peu(ven)t ne pas être précisé(s); si le cahier des charges est porté individuellement par un producteur, le(s) nom(s) du (des) produit(s) est (sont), quant à lui (eux), précisé(s).

Art. 7. § 1^{er}. Les diverses étapes de production sont décrites intégralement dans le cahier des charges.

§ 2. Chaque stade susceptible de correspondre à lui seul à une unité de production est distingué. La méthode de production associée à chacun de ces stades est décrite de manière exhaustive.

§ 3. La méthode de production intègre les aspects suivants :

1^o modèle de développement (catégories, types et stades présents sur l'exploitation, type et taille des exploitations);

- 2° infrastructure des exploitations (type de poulailler, superficie par volaille, présence d'un parcours extérieur, caractéristiques environnementales et citoyennes (relations avec les riverains));
- 3° souche de volailles utilisée et/ou identification du croisement;
- 4° origine des œufs à couvrir, poussins/canetons d'unjour/oisons/poulettes/volailles de multiplication au stade élevage et au stade reproduction;
- 5° alimentation;
- 6° soins vétérinaires;
- 7° bien-être animal;
- 8° transport des animaux;
- 9° abattage;
- 10° traitement des carcasses et leur éventuelle découpe, transformation, traitement du foie gras, conditionnement des produits, emballage, étiquetage;
- 11° commercialisation, distribution.

Les cahiers des charges portant sur l'élevage de poulettes ou de volailles de multiplication ne sont pas concernés par les deux aspects présentés aux deux derniers tirets ci-dessus. Les cahiers des charges portant sur la production de poussins d'un jour ne sont pas concernés par les aspects présentés aux cinquième et trois derniers tirets ci-dessus.

Art. 8. § 1^{er}. Le cahier des charges inclut des critères garantissant la bonne conduite des lots d'animaux, de l'hygiène et l'entretien des bâtiments.

Ces critères préviennent les nuisances olfactives, ainsi que la prolifération des insectes et autres nuisibles. Les alentours immédiats du ou des poulailler(s) font l'objet d'une attention particulière en matière de rangement et de propreté.

§ 2. En cas de présence d'un parcours extérieur, celui-ci est herbeux, ombragé, clôturé et aménagé de manière à favoriser la répartition uniforme des animaux sur celui-ci.

Un système de gestion du parcours est établi pour prévenir la dégradation de celui-ci.

§ 3. En référence à la Directive 96/61/CE du Conseil relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles et d'une ou de plusieurs techniques préconisées dans le document de référence (BREF ou BAT (*best available techniques*) REFErence) sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BAT) en matière d'élevage intensif de volailles et de porcins (édité et géré par le Bureau européen IPPC (EIPPCB - *European IPPC Bureau*)), permettant de limiter significativement les nuisances olfactives ainsi que les émissions d'ammoniac, constitue un élément positif de différenciation.

Art. 9. § 1^{er}. Le cahier des charges précise les mesures à prendre pour réaliser ou maintenir l'intégration dans le paysage des unités de production de volailles soumises au cahier des charges.

§ 2. Les nouveaux bâtiments sont intégrés dans le paysage selon les recommandations reprises dans la dernière version du document « Intégration Paysage Agriculture - Conseils pour l'intégration paysagère des bâtiments agricoles » édité par le Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Agriculture et Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, ou avec le concours d'un architecte paysagiste.

Toute modification apportée à un ancien bâtiment soumis au cahier des charges se fonde également sur ce document.

Art. 10. L'installation et la bonne gestion d'un système garantissant un bilan énergétique positif des bâtiments de toutes les unités de production de volailles de l'exploitation affectées à la qualité différenciée sont un élément positif de différenciation.

Art. 11. § 1^{er}. Le cahier des charges inclut des critères garantissant la bonne gestion des effluents, tant en ce qui concerne leur stockage que leur épandage.

§ 2. L'éleveur gère l'épandage de façon à réduire la gêne provoquée par les odeurs en mettant en œuvre les mesures suivantes :

- 1° ne pas épandre les dimanches et les jours fériés;
- 2° pour les élevages de canard à foie gras, ne pas épandre le lisier avec un épandeur rotatif (avec un bec disperseur) ou un système d'irrigation (canon d'arrosage ou rampe d'arrosage);
- 3° incorporer les effluents dans les 24 heures après l'épandage sur une terre de culture.

Lors de ces opérations, l'éleveur veille à prévenir les nuisances olfactives et la prolifération des insectes et autres nuisibles.

Art. 12. Un document engageant l'agriculteur à localiser les terres concernées par les épandages, à tenir un registre d'épandage reprenant, parcelle par parcelle, tous les épandages organiques, et les dates de manipulation des effluents, ainsi que l'instauration, au niveau local, d'un dialogue avec les riverains, dont les modalités sont précisées dans le cahier des charges, constituent un élément positif de différenciation.

Art. 13. § 1^{er}. La litière dans le bâtiment d'élevage est non croûteuse et non poussiéreuse.

§ 2. La ventilation du bâtiment d'élevage est conçue de manière à maintenir un taux de NH₃ moyen dans l'air inférieur ou égal à 20 ppm mesuré à hauteur des animaux.

§ 3. Que ce soit en poules pondeuses, en poulets, en canards ou en oies, l'éclairage se rapproche au maximum des conditions naturelles.

§ 4. Pour les volailles de multiplication en phase de reproduction et les poules pondeuses, l'éclairage équivaut à l'éclairage naturel complété par un éclairage artificiel suivant un programme qui dépend de la saison et de la souche; ce programme est décrit dans une annexe au cahier des charges.

§ 5. Pour les poulets, l'éclairage équivaut à l'éclairage naturel complété au besoin d'une manière continue par un éclairage artificiel en fonction de la saison. La durée totale de l'éclairage ne peut dépasser 16,5 heures à partir de l'âge de 25 jours. Le programme d'éclairage est décrit dans le cahier des charges.

§ 6. L'utilisation de la lumière naturelle, selon les indications visées aux §§ 4 et 5 de l'article 13, est considérée comme un élément positif de différenciation.

§ 7. Quelle que soit la durée d'éclairage, la luminosité est d'au moins 25 lux en tout point du bâtiment pendant les périodes de luminosité et lors du passage de l'agriculteur dans le bâtiment, selon une mesure prise au niveau de l'œil de l'oiseau.

§ 8. Les jardins d'hiver sont des aires extérieures aux poulaillers, à la fois :

- 1° couvertes au moins d'une bâche ou d'un auvent de protection;
- 2° attenantes au poulailler;
- 3° couvrant une surface d'au moins 20 % de la surface interne;
- 4° d'accès facile et illimité pour les animaux;
- 5° caractérisées par un sol ferme, couvert d'une litière;
- 6° équipées d'ouvertures de passage vers le parcours extérieur;
- 7° ventilées naturellement;
- 8° soumises à un éclairage naturel;
- 9° fermées au moins par un treillis évitant le passage des oiseaux sauvages.

§ 9. Dans les cahiers des charges couvrant la production de poussins d'un jour, les éléments permettant d'assurer le bien-être des poussins sont précisés et mis en évidence, notamment en ce qui concerne le séjour dans l'éclosoir, la manutention, le tri, l'euthanasie, les parcs lors des temps d'attente, les transferts, le chargement et le transport de ceux-ci.

§ 10. Par catégorie et type de production, hormis la production de poussins d'un jour, on distingue un mode de production spécifique, dont les critères minimaux sont repris aux articles 16 et 17.

Art. 14. § 1^{er}. Dans le cas où, en ce qui concerne la production de volailles, une partie de l'exploitation n'est pas affectée à la production de qualité différenciée, la production se référant au cahier des charges fait l'objet d'un ou de plusieurs poulaillers distincts et bien identifiés. Un système de traçabilité adapté à cette contrainte supplémentaire est par ailleurs mis en œuvre et détaillé dans le cahier des charges.

§ 2. Dans un même poulailler, il n'est pas autorisé de mélanger des espèces, races, souches, croisements, types différents.

Art. 15. § 1^{er}. En poulet, sont admises les souches répondant aux critères suivants :

- 1° animaux à croissance lente : poids vif moyen de 2,3 kg atteint au plus tôt à 81 jours;
- 2° animaux à croissance intermédiaire : poids vif moyen de 2,3 kg atteint au plus tôt à 70 jours.

Ces critères sont fixés tous sexes confondus, ainsi qu'en fonction des recommandations alimentaires du sélectionneur.

En outre, les souches sont colorées ou sont au moins caractérisées par un signe distinctif les différenciant d'une souche blanche à croissance rapide; notamment, plumes noires sur plumage blanc, plumage gris cendré, plumage noir, pattes bleues, doigts supplémentaires. Le croisement dont est issue la souche ne peut faire appel à un coq et une poule non colorés ou ne possédant pas de signe distinctif.

§ 2. Pour les volailles de multiplication, les poules au moins sont colorées ou sont au moins caractérisées par un signe distinctif les différenciant d'une souche blanche à croissance rapide.

§ 3. Pour les poulettes et les poules pondeuses, le choix de races ou de souches adaptées aux conditions d'élevage pratiquées est requis. Les critères retenus, à partir des références techniques du sélectionneur, portent notamment sur une plus faible agressivité des poules entre elles, une résistance accrue aux maladies et un risque moins élevé d'étouffement dans les nids.

§ 4. L'élevage de poularde peut mener à la reconnaissance au titre de qualité différenciée s'il est au moins tenu compte des deux critères suivants :

- 1° utilisation d'animaux à croissance lente;
- 2° mise en œuvre de lots de maximum 2 400 animaux.

§ 5. Pour le canard à foie gras, l'utilisation du canard de Barbarie (*Cairina moschata*) ou du canard mulard est requise.

§ 6. Pour l'oie, les critères suivants sont appliqués :

- 1° utilisation d'animaux à croissance lente;
- 2° mise en œuvre de lots de maximum 2 000 oies.

§ 7. Toute filière utilisant une race régionale ou un croisement faisant appel en ligne directe à une race régionale fait preuve d'un élément positif de différenciation.

Art. 16. § 1^{er}. Pour les volailles de rente, les modes de production suivants, regroupés par type, sont admis au titre de la qualité différenciée pour autant qu'ils respectent les dispositions reprises dans les articles 8 à 15. Ils répondent en outre aux exigences particulières qui leur sont associées.

1° Poulet de chair :

Les exploitations sont constituées d'unités de production de volailles répondant aux classe 2 et classe 3 correspondant aux rubriques 01.24.01.01.01, 01.24.01.01.02, 01.24.01.02.01 et 01.24.01.02.02 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, modifié en dernier par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009. Au sein de celles-ci, la capacité maximale de production de poulets de qualité différenciée est fixée à 25 000 animaux.

a) Poulet élevé en claustration :

— la densité dans les bâtiments n'excède pas, par mètre carré, à partir de l'âge de 5 semaines, 15 volailles d'un poids global maximal de 35 kg de poids vif; avant cet âge, le démarrage localisé est admis, s'il est justifié, notamment pour des raisons énergétiques; la production de volailles démarrées destinées à la vente hors de la filière est également autorisée, pour autant que les volailles commercialisées sous cette forme soient dûment consignées dans un registre de sortie mentionnant la destination (l'acheteur) des animaux;

— les volailles sont abattues aux âges suivants : poulets : 70 jours ou plus; jeunes coqs : 90 jours ou plus;

— la formule d'aliment administrée au stade de l'engraissement contient au moins 70 % de céréales, produits et co-produits.

b) Poulet ayant accès à un parcours extérieur :

— la densité dans les bâtiments par mètre carré n'excède pas, pour les poulets et jeunes coqs, 15 volailles d'un poids global maximal de 35 kg de poids vif; avant cet âge, le démarrage localisé est admis, s'il est justifié, notamment pour des raisons énergétiques; la production de volailles démarrées destinées à la vente hors de la filière est également autorisée, pour autant que les volailles commercialisées sous cette forme soient dûment consignées dans un registre de sortie mentionnant la destination (l'acheteur) des animaux;

— les volailles sont abattues aux âges suivants : poulets : 70 jours ou plus; jeunes coqs : 90 jours ou plus;

— les volailles ont eu, pendant la moitié de leur vie, accès en permanence pendant la journée à un parcours extérieur recouvert en majeure partie de végétation et représentant au moins 1 m² par poulet;

— la formule d'aliment administrée au stade de l'engraissement contient au moins 70 % de céréales, produits et co-produits;

— le bâtiment est muni de trappes de sortie d'une longueur combinée d'au moins 4 m par 100 m² de surface du bâtiment.

2° Poularde :

a) les exploitations sont constituées d'unités de production de volailles répondant aux classe 2 et classe 3 correspondant aux rubriques 01.24.02.01.01, 01.24.02.01.02, 01.24.02.02.01 et 01.24.02.02.02 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002. Au sein de celles-ci, la capacité maximale de production de poulardes de qualité différenciée est fixée à 7 200 animaux;

b) les lots de poulardes sont de petite taille (400 m² maximum de bâtiment);

c) l'élevage a lieu dans des bâtiments éclairés en lumière naturelle;

d) la densité dans les bâtiments n'excède pas 6 sujets par m²;

e) les animaux ont accès, une fois emplumé, à un parcours extérieur herbeux et ombragé, de 4 m² minimum par sujet;

f) l'engraissement final peut se dérouler à l'intérieur durant les 4 dernières semaines au maximum; l'alimentation au cours de cette phase est à base de céréales et/ou de produits laitiers;

g) l'alimentation contient une proportion de céréales (produits et co-produits), équivalent au moins à :

— 50 %, les 28 premiers jours;

— 75 %, durant la période au-delà de 28 jours;

— 85 % au moins pendant les 2 dernières semaines de finition;

h) l'âge minimal d'abattage est d'au moins 120 jours.

3° Poulette :

a) les exploitations sont constituées d'unités de production de volailles répondant aux classe 2 et classe 3 correspondant aux rubriques 01.24.01.01.01, 01.24.01.01.02, 01.24.01.02.01 et 01.24.01.02.02 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002. Au sein de celles-ci, la capacité maximale de production de poulettes de qualité différenciée est fixée à 25 000 animaux;

b) l'élevage de poulettes prêtes à pondre est effectué en bâtiment obscur;

c) l'élevage se pratique au sol ou sur 3 étages maximum;

d) à partir de 56 jours, la densité n'excède pas 17 poulettes par m² de surface utilisable en cas d'élevage au sol et 12 poulettes par m² de surface utilisable en cas d'élevage sur plusieurs étages;

e) le débecquage des poulettes est admis, en se référant scrupuleusement à la législation en cours (arrêté royal du 17 mai 2001 relatif aux interventions autorisées sur les vertébrés pour l'exploitation utilitaire de l'animal ou pour limiter la reproduction de l'espèce). Le choix de souches adaptées, associées à un comportement moins grégaire, est encouragé pour éviter au maximum le débecquage;

f) le transfert en bâtiment de ponte a lieu obligatoirement 2 à 3 semaines avant l'entrée en ponte.

4° Poule pondeuse :

a) les exploitations sont constituées d'unités de production de volailles répondant aux classe 2 et classe 3 correspondant aux rubriques 01.24.01.01.01, 01.24.01.01.02, 01.24.01.02.01 et 01.24.01.02.02 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002. Au sein de celles-ci, la capacité maximale de production de poules pondeuses de qualité différenciée est fixée à 25 000 animaux;

b) les cahiers des charges démontrent que le mode de production repose au moins sur les exigences fixées pour les « œufs de poules élevées en plein air » ou les « œufs de poules élevées au sol » au sens du Règlement (CE) n° 589/2008 de la Commission du 23 juin 2008, modifié par le Règlement (CE) n° 598/2008 de la Commission du 24 juin 2008, portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation applicables aux oeufs;

c) l'élevage se pratique au sol ou sur 3 étages maximum; dans ce second cas, la densité n'excède pas 6 animaux par m² de surface utilisable;

d) le cahier des charges prévoit la réception des poulettes qui ne sont pas encore au stade de ponte;

e) le choix de races ou de souches adaptées aux conditions d'élevage pratiquées est requis.

5° Canard à foie gras :

Les exploitations sont constituées d'unités de production de volailles répondant aux classe 2 et classe 3 correspondant aux rubriques 01.24.02.01.01, 01.24.02.01.02, 01.24.02.02.01 et 01.24.02.02.02 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002. Au sein de celles-ci, la capacité maximale de production de canards à foie gras de qualité différenciée est fixée à 14 000 animaux pour l'élevage et 2 400 pour le gavage.

Outre le respect des dispositions de l'arrêté royal du 25 avril 1994 portant exécution de l'article 36, 10°, de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien être des animaux, le poids minimum du canard prêt à gaver est fixé à 3,5 kg et l'âge minimum, à 11 semaines.

6° Oie :

a) les exploitations sont constituées d'unités de production de volailles répondant aux classe 2 et classe 3 correspondant aux rubriques 01.24.02.01.01, 01.24.02.01.02, 01.24.02.02.01 et 01.24.02.02.02 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002. Au sein de celles-ci, la capacité maximale de production d'oies de qualité différenciée est fixée à 8 000 animaux;

b) les lots d'oies sont de petite taille (400 m² maximum de bâtiment);

- c) la surface maximale de l'unité de production de volailles s'élève à 1 600 m²;
- d) l'élevage a lieu dans des bâtiments éclairés en lumière naturelle;
- e) la densité dans les bâtiments n'excède pas 5 sujets par m². Les 6 premières semaines de vie des animaux, les densités peuvent être plus élevées, avec un maximum de 10 sujets par m²;
- f) les animaux ont accès, à partir de 8 semaines, à un parcours extérieur recouvert en majeure partie de végétation et ombragé, de 10 m² minimum par sujet;
- g) la formule d'aliment administrée à partir de 6 semaines contient au moins 70 % de céréales, produits et co-produits;
- h) le bâtiment est muni de trappes de sortie d'une longueur combinée d'au moins 4 m par 100 m² de surface du bâtiment et d'au moins 1 m pour 125 oisons;
- i) l'âge minimal d'abattage est d'au moins 140 jours.

§ 2. Quelque soit le mode de production, au cas où un jardin d'hiver est mis en oeuvre, il répond aux spécifications du § 8, de l'article 15.

Art. 17. § 1^{er}. Pour les volailles de multiplication, outre le respect des dispositions reprises dans les articles 8 à 15, les exploitations sont constituées d'unités de production de volailles répondant aux classe 2 et classe 3 correspondant aux rubriques 01.24.01.01.01, 01.24.01.01.02, 01.24.01.02.01 et 01.24.01.02.02 de l'annexe 1^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2005. Au sein de celles-ci, la capacité maximale de production de poulets de qualité différenciée est fixée à 25 000 animaux.

§ 2. Les exigences suivantes sont en outre associées à la catégorie précitée :

1^o Phase d'élevage :

- a) l'élevage est effectué en bâtiment obscur;
- b) la densité dans les bâtiments n'excède pas 10 poules par m² (poules naines) et 6 coqs par m²;
- c) les mâles sont transférés en bâtiment de reproduction 3 à 5 jours avant les femelles;
- d) les femelles sont transférées en bâtiment de reproduction 2 à 3 semaines avant l'entrée en ponte;
- e) le désertogage, ainsi que l'ablation de la première phalange des coqs sont admis, en se référant scrupuleusement à la législation en vigueur (arrêté royal du 17 mai 2001 relatif aux interventions autorisées sur les vertébrés pour l'exploitation utilitaire de l'animal ou pour limiter la reproduction de l'espèce);
- f) l'époinçage des femelles, ainsi qu'un léger débecquage, sont admis, en se référant scrupuleusement à l'arrêté précité.

2^o Phase de reproduction :

- a) la reproduction est effectuée en bâtiment clair;
- b) les poules ont au moins accès à 10 cm de mangeoire par poule;
- c) les poules ont accès à des pondoirs installés en suffisance; ceux-ci possèdent une longueur minimale de 2,3 mètres; un pondoir comprend 4 cellules de ponte de 60 poules maximum; une cellule de ponte mesure au moins 1,15 mètres;
- d) la densité dans les bâtiments n'excède pas 8 volailles par m² (les poules sont naines);
- e) le rationnement est autorisé, conformément au potentiel de croissance plus faible des reproductrices; l'incorporation de fibres dans les rations alimentaires est par ailleurs encouragée;
- f) la pratique d'une mue fait l'objet d'une demande motivée auprès de l'organisme certificateur; elle ne fait pas partie des pratiques courantes d'élevage.

Art. 18. § 1^{er}. A l'exclusion des poulettes et des volailles de multiplication, toute volaille destinée à une filière de qualité différenciée reçoit une alimentation respectant la liste positive des matières premières figurant dans le tableau repris ci-après.

Cette liste s'applique à tous les stades couverts par le cahier des charges, sur toute la durée se rapportant à ces stades.

Numéro	Noms
	Matières premières
1	Froment
2	Orge
3	Triticale
4	Seigle
5	Avoine
6	Epeautre
7	Sarrasin
8	Maïs (y compris grains humides ou inertés)
9	Graines de colza traitées *
10	Graines de lin traitées *
11	Graines de tournesol traitées *
12	Graines de soja traitées *
13	Féveroles
14	Pois
15	Lupins

Numéro	Noms
16	Luzerne
17	Lait et poudre de lait
	Co-produits
18	Co-produits des céréales
19	Tourteau de colza (le tourteau de colza ne peut être utilisé en poules pondeuses à œufs bruns (en raison de la présence de sinapine, dont le métabolisme digestif chez la poule à œufs bruns communique à ceux-ci le goût de poisson))
20	Tourteau de lin
21	Tourteau de tournesol
22	Tourteau de soja
23	Huile de colza
24	Huile de lin
25	Huile de tournesol
26	Huile de maïs
27	Huile de soja
28	Lécithine de colza
29	Lécithine de soja
	Minéraux **
30	Craie alimentaire
31	Phosphore alimentaire (utilisation de sources de phosphates dont les valeurs de disponibilité sont supérieures à 90 %)
32	Sel alimentaire (NaCl)
33	Bicarbonate de sodium
34	Oxyde de magnésium
35	Coquilles d'huîtres broyées
36	<i>Grit</i> , cailloux
	Additifs ***
37	Liant : mélasse de betterave
38	Antioxydants naturels
39	Compléments minéraux, oligoéléments et vitamines
40	Acides aminés (lysine, méthionine, thréonine, tryptophane)
41	Acides organiques (citrique, fumarique, lactique, propionique, formique, acétique, sorbique, butyrique, benzoïque, phosphorique, tartrique, malique, orthophosphorique) et leurs sels
42	Enzymes **** (phytases, amylases, xylanases, glucanases, galactosidases, protéases)
43	Prébiotiques
44	Probiotiques
45	Microorganismes
46	Substances aromatiques et apéritives
*	Graines traitées : se réfèrent à des traitements mécaniques, thermiques ou des graines germées
**	Les éléments tels que les minéraux majeurs (calcium, sodium, phosphore, magnésium) peuvent être inclus dans le complément minéral vitaminé
***	Liste applicable sans préjudice des dispositions de l'arrêté royal du 8 février 1999 relatif au commerce et à l'utilisation des substances destinées à l'alimentation des animaux, mis en application par l'arrêté ministériel du 12 février 1999 relatif au commerce et à l'utilisation des substances destinées à l'alimentation animale
****	Sans préjudice des dispositions de l'arrêté ministériel du 18 avril 1994 relatif à la commercialisation et à l'utilisation des enzymes, des micro-organismes et à leurs préparations destinées à l'alimentation animale modifié par l'arrêté royal du 8 février 1999 relatif au commerce et à l'utilisation des substances destinées à l'alimentation des animaux

§ 2. Seuls sont acceptables les aliments qui ne doivent pas être étiquetés OGM, au sens de l'article 24 du Règlement (CE) n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés. Sont donc seuls autorisés, les aliments renfermant un matériel contenant des OGM, consistant en de tels organismes ou produit à partir de tels organismes dans une proportion n'excédant pas 0,9 % de l'aliment et de chacun de ses composants, pour autant que cette présence soit fortuite ou techniquement inévitable.

§ 3. Toute ration alimentaire permettant de réduire les rejets azotés et phosphorés par les animaux est considérée comme un élément positif de différenciation.

§ 4. L'utilisation majoritaire à plus de 90 % des taux de la ration de céréales, et/ou de protéagineux et/ou d'oléoprotéagineux cultivés dans un rayon de 250 km autour du siège social du promoteur du cahier des charges, constitue un élément positif de différenciation. Une preuve infaillible de leur origine et de leur traçabilité est néanmoins exigée afin de s'assurer de la proximité de cet approvisionnement.

Art. 19. § 1^{er}. Tout traitement préventif ou systématique à usage médicamenteux est interdit à l'exception des vaccins autorisés pour l'espèce considérée. Une attention particulière est apportée à ce point dans les cahiers des charges portant sur la production de poussins d'un jour. Tout traitement vermifuge est soumis à l'avis du vétérinaire d'exploitation.

§ 2. Un plan de prophylaxie au niveau de l'exploitation figure dans le cahier des charges. Des mesures sont prises pour prévenir l'antibiorésistance. Ce dernier point est développé dans les cahiers des charges portant sur la production de poussins d'un jour.

§ 3. Dans tous les cas de figure, les agriculteurs détenteurs de moins de 5 000 volailles intègrent la qualification sanitaire la plus élevée liée à la catégorie ou au type ou à l'espèce, selon les cas prévus par la législation qui les concerne.

§ 4. Tout système mis en place au niveau de la filière pour prévenir la dissémination des microorganismes pathogènes pour l'animal ou pour l'homme allant au-delà des exigences réglementaires en vigueur, est considéré comme un élément positif de différenciation.

Art. 20. § 1^{er}. Lorsque l'eau d'abreuvement ne provient pas du réseau de distribution, un contrôle de la qualité microbiologique et physico-chimique de l'eau est opéré en bout de ligne d'eau, au moins une fois par an. Les paramètres à contrôler et les normes à respecter figurent en annexe 1^{re} du présent arrêté.

Lorsque l'eau d'abreuvement provient du réseau de distribution, seul un contrôle de la qualité microbiologique de l'eau, réalisé dans les mêmes conditions que ci-dessus, est requis. Si plusieurs poulaillers sont présents sur l'exploitation, le contrôle a lieu sur les lignes d'eau d'un seul poulailler, à partir du moment où l'agriculteur utilise la même méthodologie de nettoyage et de désinfection sur l'ensemble des poulaillers.

§ 2. L'utilisation d'eau de pluie pour abreuver les volailles est interdite.

§ 3. Un autocontrôle permettant de réduire le risque de présence de mycotoxines dans les céréales est mis en oeuvre quand l'agriculteur utilise des céréales ne transitant pas par un négociant ou par gestionnaire de stocks. Cet autocontrôle prend la forme d'une liste de contrôle remplie par l'agriculteur producteur ou gestionnaire de stocks. Cette liste, dont le modèle figure en annexe 2 du présent arrêté, définit les mesures de gestion à mettre en oeuvre pour limiter l'apparition de mycotoxines dans les céréales.

Art. 21. Le bien-être animal est considéré comme un élément positif de différenciation à condition que l'amélioration consentie par l'agriculteur ou la filière soit démontrée scientifiquement et ne soit pas prévue par la législation.

Art. 22. § 1^{er}. L'annexe 3 du présent arrêté précise les critères minimaux à respecter, à la fois pour les poulets, les poules pondeuses de réforme, les volailles de multiplication de réforme, les canards à foie gras et les oies en matière de conditions de chargement, de transport, de déchargement, d'attente et de soins aux animaux dans l'abattoir par espèce animale.

§ 2. Concernant le canard à foie gras, une durée maximale de jeûne de 15 heures avant l'abattage est autorisée avec un temps d'attente à l'abattoir ne dépassant pas 5 heures. Un délai de jeûne inférieur à 13 heures est considéré comme un élément positif de différenciation.

Dans tous les cas de figure, le délai minimal de jeûne avant chargement est fixé à 6 heures et ne peut dépasser 10 heures.

§ 3. Pour le poulet, la poule pondeuse de réforme, les volailles de multiplication de réforme et l'oie, le délai entre la mise à jeun et le chargement est d'au moins 8 heures. Dans tous les cas de figure, le délai minimal de jeûne avant chargement est fixé à 8 heures et ne peut dépasser 10 heures.

§ 4. Si le transport n'est pas effectué par l'agriculteur lui-même dans un rayon de 50 km ou dans le cadre de la gestion interne de son exploitation, le transporteur dispose d'une autorisation de transporteur auprès de l'AFSCA. Chacun des véhicules de transport dispose d'un certificat d'agrément sauf les véhicules appartenant à l'agriculteur ou d'un poids inférieur à 750 kg. Tous les documents de transport requis accompagnent les animaux durant le transport.

§ 5. Le transport des poules pondeuses se réfère à la fois aux poulettes transportées vers les sites de ponte et aux poules pondeuses et volailles reproductrices destinées à l'abattoir.

§ 6. Le transport des canards à foie gras se réfère à la fois aux animaux prêts à gaver transportés vers les ateliers de gavage et aux animaux destinés à l'abattoir.

§ 7. Pour le canard à foie gras, l'éviscération à chaud du foie gras constitue un élément positif de différenciation.

Art. 23. § 1^{er}. La viande et produits de volailles peuvent être commercialisés sous différents conditionnements.

§ 2. Le foie gras issu du canard ne peut subir de stérilisation pour être reconnu de qualité différenciée.

§ 3. Sans préjudice des dispositions du Règlement (CE) n° 543/2008 de la Commission du 16 juin 2008 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation pour la viande de volaille, seules les dénominations figurant à l'annexe 4 du présent arrêté sont autorisées pour la production du foie gras et les produits de découpe du canard à foie gras.

§ 4. Les oies commercialisées en entier sont présentées éviscérées, sans abats et d'un poids minimal de 2,5 kg.

Art. 24. § 1^{er}. Toutes les formes et tous les conditionnements sous lesquels la viande est commercialisée en faisant référence au nom du produit sont soumis à la certification. Les différentes étapes et notamment la découpe, la transformation et la préparation y afférentes sont décrites exhaustivement dans le cahier des charges et sont prévues dans le plan de contrôle minimal mentionné à l'article 25.

§ 2. Tout système de traçabilité mis en oeuvre au sein d'une filière, allant au-delà de la législation en vigueur, est considéré comme un élément positif de différenciation, pour autant qu'il conduise à une sécurité alimentaire accrue de manière significative par rapport à ce qui résulte de la mise en application de la législation ou qu'il présente un intérêt pour le consommateur.

Art. 25. L'obtention d'un produit présentant une différence nutritionnelle ou organoleptique significative par rapport au produit standard ou produit de masse servant de référence sur le marché constitue un élément positif de différenciation.

La différence nutritionnelle ou organoleptique est objectivée dans le cahier des charges au moyen de critères contrôlables.

Art. 26. § 1^{er}. La conformité du produit aux exigences du cahier des charges est certifiée par un ou plusieurs organismes indépendants désignés par la filière en marge du cahier des charges, dans un document joint à celui-ci en vue de l'évaluation par la Commission mentionnée à l'article 29.

§ 2. Le cahier des charges prévoit que le ou les organismes certificateurs désignés se réservent le droit d'effectuer des contrôles inopinés en présence de l'agriculteur. De même, il est stipulé que le promoteur de la filière choisit l'organisme certificateur qu'il désire voir œuvrer chez les opérateurs de la filière.

§ 3. Un plan minimal de contrôle est annexé au cahier des charges et se base sur un plan minimal de contrôle fixé par le Service après avis de la Commission, et publié sur le site Internet Portail de l'Agriculture wallonne (<http://www.agriculture.wallonie.be>). Le plan minimal de contrôle annexé au cahier des charges est, préalablement à l'introduction de la demande de reconnaissance du cahier des charges, validé et approuvé par le ou les organismes certificateurs désignés par le promoteur du cahier des charges.

§ 4. La certification peut s'appuyer sur un système d'assurance qualité de type autocontrôle mis en place en interne sous la responsabilité et le contrôle de l'organisme certificateur. Au sens du présent arrêté, la notion d'autocontrôle est comprise comme la mise en place d'un système qualité dans une filière ou un groupement d'agriculteurs.

§ 5. Le cahier des charges peut prévoir que, dans l'impossibilité de satisfaire à une obligation du cahier des charges, une dérogation provisoire puisse être demandée par la filière auprès du Service.

Art. 27. § 1^{er}. Pour toute organisation en filière, le promoteur de la filière garantit à l'agriculteur une plus-value financière, par rapport à la production standard ou de masse servant de référence sur le marché, qui figure dans le cahier des charges. Le promoteur définit un mode de calcul permettant de chiffrer la plus-value.

§ 2. Une convention est établie entre l'agriculteur et le promoteur de la filière de qualité différenciée pour laquelle l'éleveur désire produire. Le cahier des charges ainsi que la procédure de sanction établie par l'organisme certificateur pour le non-respect des dispositions de la convention sont annexés à l'exemplaire conservé par l'agriculteur.

§ 3. La convention, dont un canevas est annexé au cahier des charges, définit les droits et devoirs des parties contractantes et comporte au minimum les éléments suivants :

- 1° les coordonnées du promoteur de la filière;
- 2° l'identification de l'agriculteur et des unités de production concernées par l'application du cahier des charges;
- 3° l'engagement de l'agriculteur à produire et livrer les volailles à la filière conformément au cahier des charges et à autoriser l'organisme certificateur à réaliser en sa présence tous les contrôles nécessaires, tels que prévus dans le plan minimal de contrôle annexé au cahier des charges, et à vérifier la conformité du produit;
- 4° l'engagement de l'agriculteur à fournir les données concernant les aliments distribués aux volailles destinées à la filière;
- 5° la déclaration de prise de connaissance par l'agriculteur de la procédure de sanction annexée à la convention et;
- 6° l'engagement du promoteur de la filière à accepter, sauf raison exceptionnelle justifiée par écrit à l'agriculteur, les volailles inscrites dans la filière et répondant au cahier des charges, au prix incluant la plus-value garantie dans le cahier des charges.

§ 4. Le canevas de convention annexé au cahier des charges se base sur un canevas de convention minimale validé par le Service après avis de la Commission, et publié sur le site Internet précité.

Art. 28. § 1^{er}. Pour toute organisation en filière, la perspective d'une ouverture du marché à la qualité différenciée est documentée dans une « motivation marketing », dont un canevas est établi par le Service et figure sur le site Internet visé à l'article 26, § 3. Ce document est joint au cahier des charges en vue de l'évaluation par la Commission mentionnée à l'article 29.

§ 2. Pour les cahiers des charges menant à la production de volailles de multiplication, de poulettes et de poussins d'un jour, la motivation marketing se limite à la preuve de la satisfaction de la seconde exigence mentionnée à l'article 4, §§ 3 et 4.

Art. 29. § 1^{er}. Toute demande de reconnaissance d'un cahier des charges au titre de la qualité différenciée, au sens de l'article 1^{er}, 28°, dernier tiret, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008, dans le secteur de la production de volailles est soumise à l'avis de la Commission.

§ 2. Le dossier de demande comprend le cahier des charges, ses annexes, la désignation du ou des organismes certificateurs mentionnée à l'article 26 et la motivation marketing mentionnée à l'article 28. Tout élément utile à l'objectivation du caractère différencié du mode de production ou du produit est joint au dossier.

§ 3. La Commission évalue notamment :

- 1° la conformité du cahier des charges aux exigences reprises dans les critères minimaux;
- 2° la pertinence et le niveau de différenciation de chaque élément positif de différenciation intégré dans le cahier des charges;
- 3° la pertinence du plan minimal de contrôle annexé au cahier des charges;
- 4° le cas échéant, l'orientation et le caractère de différenciation du cahier des charges sur base, notamment, de l'importance de la différence obtenue par rapport au produit standard ou produit de masse servant de référence sur le marché, et de sa portée pour le consommateur;
- 5° le cas échéant, l'existence de débouchés commerciaux pour les produits découlant du cahier des charges, ou la perspective de ceux-ci, via l'examen de la motivation marketing.

§ 4. Au plus tard dans les quatre mois qui suivent la réception du dossier par le secrétariat de la Commission, celle-ci soumet au Ministre une proposition motivée concernant la conformité du cahier des charges aux exigences fixées dans le présent arrêté.

Namur, le 2 septembre 2011.

ANNEXE 1^{re}
Analyse de l'eau de boisson

Paramètres	Maximum acceptable
Paramètres microbiologiques :	
Germes totaux à 22 °C (par ml)	100 000
Coliformes totaux (par 100 ml)	100
E. coli (dans 100 ml)	Absence
Entérocoques intestinaux (dans 100 ml)	Absence
Paramètres physico-chimiques :	
pH	4-9
Fer (mg/l)	2,5
Dureté (°D/°F)	maximum 20/35,6
Nitrites (mg/l)	1

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 2 septembre 2011 définissant les modalités de reconnaissance de cahiers des charges au titre de la qualité différenciée dans le secteur de la production de volailles.

Namur, le 2 septembre 2011.

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ANNEXE 2

Mesures de gestion dans le cadre des mycotoxines

Les mycotoxines sont des toxines produites entre autres lors de l'attaque des grains par des *Fusarium* sur le champ ou lors du développement de moisissures durant le stockage. Au champ, ce sont principalement les conditions météorologiques humides qui stimulent le développement des moisissures et donc celui des toxines d'origine fongique. La mise en œuvre d'un certain nombre de mesures de gestion/prévention peut cependant limiter l'apparition des mycotoxines.

L'agriculteur indique quelles sont les mesures suivies ou non et quelles sont celles qui seront éventuellement prises dans l'avenir.

Mesure de gestion	Non appliquée	Appliquée	Sera appliquée à partir de
Au champ			
<i>Mesures prioritaires</i>			
Semis de variétés moins sensibles à la fusariose de l'épi			
Rotation étendue des cultures et exclusion du maïs (non labouré) comme culture précédant une autre céréale			
Réalisation d'un labour (si possible avec broyage des résidus) pour incorporer complètement la paille et les restes de chaumes des céréales et du maïs			
Mise en place d'une lutte raisonnée contre la fusariose de l'épi au moyen de fongicides adaptés et agréés			
<i>Mesures complémentaires</i>			
Utilisation de semences calibrées dans lesquelles les petites graines sont écartées (utilisation de semences certifiées ou tri adéquat, par exemple)			
Application d'une densité de semis optimale et d'une fertilisation adaptée			
Au stockage			
Séchage adéquat des grains destinés au stockage (taux d'humidité inférieur à 15,5 %), refroidissement rapide après le séchage et prévention de l'échauffement par une bonne ventilation			

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 2 septembre 2011 définissant les modalités de reconnaissance de cahiers des charges au titre de la qualité différenciée dans le secteur de la production de volailles.

Namur, le 2 septembre 2011.

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

ANNEXE 3

Conditions de chargement, de transport, de déchargement,
d'attente et de soins aux animaux dans l'abattoir par espèce animale

Poulet, oie, volailles de multiplication de réforme et poule pondeuse de réforme :

— l'utilisation de lampes bleues ou la réalisation du ramassage des animaux dans la pénombre est nécessaire. Cette étape est réalisée dans le calme, par une équipe formée au préalable. Les poulets, les poules pondeuses de réforme et les volailles de multiplication de réforme sont capturés par les pattes;

— une attention particulière est apportée à ces opérations d'enlèvement pour les animaux de réforme. Ces actions sont menées dans le calme, par des personnes expérimentées et formées, de manière à éviter ailes, os et membres endommagés;

— les densités de chargement dans les caisses sont respectées conformément à la législation;

— les conditions d'attente à l'abattoir suivent les recommandations suivantes : local spécifique, absence d'éclairage (ou utilisation de la lumière bleue), conditions optimales d'attente (éviter les courants d'air, le gel, les températures trop élevées et les temps d'attente supérieurs à une heure et inférieurs à 3 heures);

— l'accrochage sur la chaîne d'abattage fait l'objet d'une attention particulière : manipulation de manière très précautionneuse des caisses par une équipe de deux personnes minimum formée au préalable, éviter que les poulets/poules/oies placés dans les caisses ne voient leurs congénères être accrochés sur la chaîne, un poulet/poule/oie placé(e) par crochet;

— au niveau de l'électronarcose (abattage), le réglage des paramètres permet d'assurer un étourdissement optimal et éviter les pré-chocs électriques à l'entrée du bac d'électronarcose;

— au niveau de l'électronarcose (abattage), le réglage de la fréquence et de l'intensité est calibré selon la souche de poulet/poule/oie abattue;

— pour assurer une saignée optimale, le transport de l'animal entre les postes de saignée et d'échaudage est soumis à une durée telle que définie dans le cadre de bonnes pratiques d'abattage;

— au niveau de l'échaudage, un réglage fin et minutieux de la température est assuré afin d'éviter tout risque d'effleurage, à l'origine d'une mauvaise présentation de la carcasse et d'un risque accru de contaminations bactériennes;

— la plumaison fait l'objet d'un réglage optimal des doigts de la plumeuse, avec changement régulier de ceux-ci, de manière à laisser un minimum de plumes sur la carcasse;

— le bridage est réalisé de manière à assurer une présentation optimale de la carcasse.

Canard à foie gras :

— les densités de chargement dans les caisses sont respectées conformément à la législation. Le chargement se réfère à la fois aux animaux prêts à gaver transportés vers les ateliers de gavage et aux animaux gavés destinés à l'abattoir;

— les conditions d'attente à l'abattoir suivent les recommandations suivantes : local spécifique, les animaux sont placés de manière à leur assurer une ventilation optimale. Mise en place d'un système de brumisation ou d'arrosage en cas de chaleur;

— l'accrochage sur la chaîne d'abattage fait l'objet d'une attention particulière : manipulation de manière très précautionneuse des caisses par une équipe de deux personnes minimum formée au préalable. Attention particulière apportée à la manipulation de l'animal, de sorte d'éviter les coups et les chocs au niveau de l'animal dans son ensemble. Une attention plus particulière est apportée au niveau du foie gras;

— au niveau de l'électronarcose (abattage), le réglage des paramètres permet d'assurer un étourdissement optimal et éviter les pré-chocs électriques à l'entrée du bac d'électronarcose;

— pour assurer une saignée optimale, le transport de l'animal entre les postes de saignée et d'échaudage est soumis à une durée telle que définie dans le cadre de bonnes pratiques d'abattage. Pour le palmipède plus spécifiquement, une intervention la plus rapide possible après l'électronarcose est prévue;

— au niveau de l'échaudage, un réglage fin et minutieux de la température est réalisé afin d'assurer une plumaison optimale en évitant tout risque d'effleurage;

— la finition de la plumaison fait appel à une manipulation manuelle des animaux, en évitant les chocs sur l'abdomen, au moyen d'une plumeuse équipée de doigts souples;

— pour l'éviscération à froid, un délai de 24 heures maximum avant éviscération est respecté.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 2 septembre 2011 définissant les modalités de reconnaissance de cahiers des charges au titre de la qualité différenciée dans le secteur de la production de volailles.

Namur, le 2 septembre 2011.

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

ANNEXE 4

Dénominations de vente autorisées pour les produits du foie gras
et pour les pièces de découpe du canard à foie gras

(sans préjudice des dispositions du Règlement (CE) n° 543/2008 de la Commission du 16 juin 2008 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1234/2007 du Conseil en ce qui concerne les normes de commercialisation pour la viande de volaille)

Produits du foie gras :

— « foie gras entier » : préparations composées uniquement d'un foie gras entier ou d'un ou de plusieurs lobes de foie gras et d'un assaisonnement;

— « foie gras » : préparations composées de morceaux de lobes de foie gras agglomérés et d'un assaisonnement;

— « bloc de foie gras » : préparations composées de foie gras reconstitué et d'un assaisonnement. La reconstitution s'effectue avec des moyens mécaniques : émulsion d'un mélange de foie et d'eau. La quantité d'eau et l'assaisonnement ne peuvent dépasser 10 % de la masse de préparation;

— « bloc de foie gras avec morceaux » : identique à « bloc de foie gras » mais les morceaux représentent au moins 30 % de la masse du produit;

— les préparations à base de foie gras : incorporation d'autres matières que le foie gras. La mention « foie gras » n'entre plus dans la dénomination de vente. Elle peut cependant la compléter, mais avec l'indication du pourcentage de foie gras mis en œuvre :

— préparations contenant plus de 50 % de foie gras :

— « parfaits de foie de canard » : contiennent au moins 75 % de foie gras traité par des moyens mécaniques auquel est ajouté du foie maigre de canard et un assaisonnement;

— « médaillons ou pâtés de foie de canard » : contiennent au moins 50 % de foie gras ou de bloc de foie gras, présenté en noyau entouré d'une farce et assaisonnés;

— « galantines de foie de canard » : contiennent au moins 50 % de foie gras ou de bloc de foie gras, mêlé à une farce et assaisonnées;

— « mousses de foie de canard » : contiennent au moins 50 % de foie gras, mêlé à une farce de façon à donner au produit la texture caractéristique de la dénomination et assaisonnées;

— préparations contenant entre 20 et 50 % de foie gras : pour ces produits, la dénomination de vente est complétée par les termes « au foie de canard ». (ex. : « pâtés au foie de canard »);

— la dénomination de vente ne peut faire référence à la présence de truffes que s'il s'agit de *Tuber melanosporum* et que si le taux de truffes garanti est au minimum de 3 % . Pour les médaillons, galantines, mousses et produits de charcuterie, la dénomination est complétée par mention « truffé à X % ». Le pourcentage est calculé par rapport à la masse de la préparation débarrassée de la graisse, de la barde ou de la gelée de couverture. L'utilisation des brisures ou de pelures de truffe n'est pas autorisée.

Morceaux de découpe :

— « aiguillette » : muscle pectoral profond sans peau;

— « cuisse » : la définition de l'article 1^{er}, § 2, e) du Règlement (CE) n° 543/2008 s'applique;

— « magret » : la définition de l'article 1^{er}, § 2, m) du Règlement (CE) n° 543/2008 s'applique;

— « manchon » : humérus recouvert de ses muscles, de sa graisse et de sa peau.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 2 septembre 2011 définissant les modalités de reconnaissance de cahiers des charges au titre de la qualité différenciée dans le secteur de la production de volailles.

Namur, le 2 septembre 2011.

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 2820

[2011/205540]

2. SEPTEMBER 2011 — Ministerialerlass zur Bestimmung der Modalitäten für die Anerkennung der Lastenhefte im Rahmen der differenzierten Qualität im Bereich der Geflügelproduktion

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere der Artikel 3 2° und 3°, abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990, und 6° abgeändert durch das Gesetz vom 29. Dezember 1990 sowie durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor, insbesondere des Artikels 1 28°, sechster Gedankenstrich;

Aufgrund des am 21. Februar 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde vom 12. Mai 2011;

Aufgrund des am 23. März und am 5. April 2011 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 49.304/4/AG des Staatsrats;

In Erwägung der am 19. Juni 2008 und am 11. März 2010 abgegebenen Gutachten des wissenschaftlichen Beratungsausschusses für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel,

Beschließt:

KAPITEL I — Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen

Artikel 1 - § 1 - Der vorliegende Erlass bestimmt die Modalitäten für die Anerkennung der Lastenhefte im Rahmen der differenzierten Qualität im Bereich der Geflügelproduktion im Sinne von Artikel 1, 28°, letzter Gedankenstrich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 über die Investitionen im Agrarsektor, sowie die Modalitäten für die Kontrolle und die Zertifizierung der Beachtung dieser Lastenhefte.

§ 2 - Der vorliegende Erlass betrifft das Nutzgeflügel im Zusammenhang mit der Mast von Hähnchen, Junghennen, Legehennen, Masthähnchen, mit der Haltung von Stopfenten und Gänsen sowie das Vermehrungsgeflügel und die Bruteier für die Erzeugung von Gebrauchsgeflügel für die Schlacht.

Art. 2 - Die Begriffsbestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 finden falls notwendig Anwendung. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Sparte": die gesamten Operatoren, die mit den Stufen der Erzeugung eines Agrarproduktes oder eines landwirtschaftlichen Nahrungsprodukts zwischen zwei bestimmten Phasen beschäftigt sind, die durch ein und dasselbe Lastenheft vereinigt sind, die organisiert sind, um für eine regelmäßige und ständige Versorgung eines Marktes zu sorgen, und durch eine Vereinigung oder einen Operator, die bzw. der als Initiator der Sparte handelt, koordiniert sind;

2° "Initiator des Lastenhefts": die natürliche oder juristische Person, auf die die Ausarbeitung eines Lastenheftes zurückgeht und die direkt oder indirekt die Umsetzung, die Verwaltung und die Aufwertung dieses Lastenhefts gewährleistet;

3° "Produktionseinheit für Geflügel": alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, der Lagereinrichtungen, der Futter- und Düngemittelvorräte, der Zuchttiere und der landwirtschaftlichen Flächen, die der Landwirt für seinen ausschließlichen Nutzen benötigt, Geflügel zu erzeugen; Die Produktionseinheit für Geflügel entspricht einem genauen, festen und durch eine Anschrift des Bestands, die Anschrift des Hygienebeauftragten oder die Rechnungsanschrift identifizierbaren geographischen Standort;

4° "Brütereier": Produktionseinheit für Geflügel, dessen Tätigkeit im Einlegen von Bruteiern, dem Schlupf von Bruteiern und in der Erzeugung von Eintagsküken besteht;

5° "Vermehrungseinheit": Produktionseinheit für Geflügel, dessen Tätigkeit in der Erzeugung von Bruteiern zur Erzeugung von Gebrauchsgeflügel besteht;

6° "Neues Gebäude": Die Einrichtung für die Erzeugung von Geflügel, für die eine Globalgenehmigung nach dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses erteilt wurde;

7° "Bestand": alle im Rein-Raus-Verfahren gehaltenen Tiere, die sich zu einem bestimmten Zeitpunkt in ein und demselben Geflügelzuchtbetrieb befinden;

8° "Partie oder Belegung": alle Tiere ein und derselben Geflügelherde, die denselben Gesundheits- und Immunstatus besitzen, die allgemein in demselben Raum oder demselben Gehege gehalten werden und insbesondere dieselben gemeinsamen Eigenschaften besitzen: die Art, die Kategorie, der Typ, die Stufe und die gesundheitliche Einstufung;

9° "Art": eine Gruppe natürlicher Populationen, die sich untereinander kreuzen können und von anderen gleichwertigen Gruppen reproduktiv isoliert sind;

10° "Rasse": die Gruppe Geflügel:

a) deren äußeres Erscheinungsbild (morphologischer Phänotyp) die Merkmale besitzt, die von einer Züchterorganisation- oder vereinigung definiert worden sind, die nach den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 1998 zur Regelung der tierzüchterischen und genealogischen Bedingungen für die Verbesserung und die Erhaltung der Geflügel- und Kaninchenrassen amtlich anerkannt worden ist, oder die durch den Mitgliedstaat, in dem diese Züchterorganisation- oder vereinigung gegründet wurde, amtlich anerkannt worden ist nach den Bestimmungen der Richtlinie Nr. 91/174/EG der Kommission vom 25. März 1991 über züchterische und genealogische Bedingungen für die Vermarktung reinrassiger Tiere und zur Änderung der Richtlinien 77/504/EWG und 90/425/EWG;

b) deren Identifizierung und Prüfung der Eigenschaften durch die in Punkt a) angeführte Züchterorganisation- oder vereinigung verwaltet wird oder die in einem Register verzeichnet oder in einem Zuchtbuch eingetragen sind, das von der genannten Züchterorganisation- oder vereinigung geführt wird;

11° "Zuchtstamm": die aus einer älteren oder einer jüngeren Kreuzung hervorgegangene einheitliche Population; Synonym für Linie;

12° "Kreuzung": das Ergebnis der geschlechtlichen Fortpflanzung von zwei Tieren derselben Art, die von unterschiedlichen Rassen oder Stämmen abstammen;

13° "Mulard-Ente": die nicht fortpflanzungsfähige Kreuzung der beiden folgenden Arten: männliche Barbarie-Ente (*Cairina moschata*) und weibliche Stockente;

14° "Kategorie": der Unterschied zwischen Zucht- oder Vermehrungsgeflügel einerseits und Nutzgeflügel andererseits;

15° "Typ": die durch Auswahlverfahren erzielte Spezialisierung: Mast (Fleischproduktion), Lege (Produktion von Konsumeiern), Stopfleber;

16° "Stadium": die Unterscheidung zwischen Bruteiern und je nach Alter Eintagsküken von Hühnern und Enten und Nutzgeflügel und innerhalb des Nutzgeflügels je nach (Typ und) Reife legereife Hühner und Junghennen;

17° "Vermehrungsgeflügel": Geflügel in einem Alter von 72 Stunden oder mehr, das für die Erzeugung von Bruteiern für die Produktion von Gebrauchsgeflügel für die Mast gehalten wird;

18° "Aufzuchtphase": für das Vermehrungsgeflügel der Zeitraum zwischen 0 und 20 Wochen;

19° "Reproduktionsphase": für das Vermehrungsgeflügel der Zeitraum ab der 21. Woche bis zum Ende der Legephase;

20° "Bruteier": das Geflügelei, das dazu bestimmt ist, zur Erzeugung eines Eintagsküken in einen Brutschrank eingelegt zu werden;

21° "Eintagsküken von Hühnern und Enten": Geflügel in einem Alter von weniger als 72 Stunden;

22° "Nutzgeflügel": Geflügel in einem Alter von 72 Stunden oder mehr, das für die Erzeugung von Fleisch und/oder Konsumeiern und/oder Stopfleber bestimmt ist;

23° "Legereifes Geflügel": das Nutzgeflügel für die Fleischerzeugung in einem Alter von wenigstens 6 Wochen;

24° "Junghenne": das Nutzgeflügel für die Eierzeugung, ein weibliches Tier der Art Gallus gallus, das noch nicht geschlechtsreif ist;

25° "Masthähnchen": das weibliche Tier der Art Gallus gallus vom Typ Masthähnchen mit einem Gewicht von mehr als einem Kilo, das noch nicht geschlechtsreif ist;

26° "Ente, die für das Stopfen bereit ist": die zur Herstellung von Stopfleber bestimmte Ente vor Beginn des Stopfens, die Gegenstand eines Vorstopfens war;

27° "aromatischer und appetitanregender Stoff": das natürliche Erzeugnis oder sein synthetisches Derivat, die dem Geflügelfutter beigemischt werden und dessen Geruch oder Schmackhaftigkeit erhöhen;

28° "Minister": der Minister der Landwirtschaft;

29° "Ausschuss": der wissenschaftliche Beratungsausschuss für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel, eingerichtet durch das Dekret vom 7. September 1989 über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region;

30° DGARNE: die operative Generaldirektion der Landwirtschaft, der Naturschätze und der Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

31° "Dienststelle": Direktion der Qualität der DGARNE.

KAPITEL II — Mindestkriterien

Art. 3 - § 1 - Mit Ausnahme der in § 2 angeführten positiven Unterscheidungsmerkmale bilden die Artikel 4 bis 28 des vorliegenden Erlasses die Mindestkriterien (Lastenheft mit Mindestanforderungen), die im Rahmen eines Lastenheftes umgesetzt werden und somit die Grundlage für die Differenzierung der Produktion bilden.

§ 2 - Bei den positiven Unterscheidungsmerkmalen handelt es sich um fakultative Kriterien, unter denen der Initiator auswählt, um deren wenigstens:

1° 2 in sein Lastenheft aufzunehmen, falls dieses Lastenheft die Erzeugung von Vermehrungsgeflügel oder Junghennen betrifft;

2° 4 in sein Lastenheft aufzunehmen, falls dieses Lastenheft die Erzeugung von Mastgeflügel oder Legegeflügel betrifft (Hähnchen, Legehennen, Masthähnchen, Gänse);

3° 4 in sein Lastenheft aufzunehmen, von denen wenigstens sich spezifisch auf Stopfenten bezieht, falls dieses Lastenheft die Erzeugung von Entenstopfleber betrifft.

Bei den positiven Unterscheidungsmerkmalen die alle Arten von Geflügel betreffen, handelt es sich um:

1° die Verringerung der bei der Zucht entstehenden Emissionen in die Atmosphäre (Art. 8 § 3);

2° das Erzielen einer positiven Energiebilanz der Zucht- oder Mastgebäude (Art. 10);

3° die Verbesserung der Verwaltung der Tierzucht abwässer und der Belästigungen (Art. 12);

4° die Haltung einer reinen oder gekreuzten regionalen Rasse (Art. 13 § 7);

5° die Nutzung natürlicher Lichtquellen in den Zuchtgebäuden (Art. 15 § 6);

6° die Verringerung stickstoff- und phosphorhaltiger Ausstöße (Art. 18, § 3);

7° die Gewährleistung einer Nahversorgung für manche Rohstoffe, die für die Ernährung der Tiere verwendet werden (Art. 18 § 4);

8° die Einführung einer Strategie zur Bekämpfung von Krankheitserregern auf Ebene der Sparte (Art. 19 § 4);

9° das Wohlergehen der Tiere (Art. 21);

10° die verstärkte Rückverfolgbarkeit innerhalb der Sparte (Art. 24 § 2);

11° das Erzielen von spezifischen ernährungstechnischen und organoleptischen Eigenschaften des fertigen Erzeugnisses (Art. 25).

Bei den positiven Unterscheidungsmerkmalen die Stopfenten betreffen, handelt es sich um:

1° die Einschränkung der Nüchternungszeit vor dem Schlachten (Art. 22 § 2);

2° das Herausnehmen der noch warmen Leber (Art. 22 § 7).

§ 3 - Jeder Initiator eines Lastenheftes kann das Lastenheft mit Mindestanforderungen um weitere Punkte, die eine spezifische Differenzierung seines Produktes ermöglichen, ergänzen.

Art. 4 - § 1 - Mit Ausnahme der Erzeugnisse der Stopfente und der Gans werden die Erzeugnisse (ganze Schlachtkörper und zerlegtes Geflügel, Zubereitungen, die Geflügelfleisch beinhalten, Eier), für die ein Lastenheft vorliegt, in Sparten organisiert, die mehrere Marktteilnehmer umfassen, die im Verhältnis zueinander stehen. Eine ideale vollständige Sparte gewährleistet die Vermehrung, die Bebrütung, die Ernährung, die Aufzucht, die Mast, die Eierproduktion oder das Stopfen, den Transport und das Schlachten des Geflügels, die Verarbeitung und den Vertrieb des Fleisches und der Geflügelerzeugnisse.

§ 2 - Für die Erzeugnisse der Stopfente und der Gans kann das Lastenheft individuell durch einen Erzeuger vorgebracht werden, oder durch eine Erzeugergemeinschaft vorgeschlagen werden, um so den Erzeugern, die nicht innerhalb einer Sparte organisiert sind, zur Verfügung gestellt zu werden.

§ 3 - Jedes Lastenheft, das die Erzeugung von Vermehrungsgeflügel oder Junghennen betrifft, wird durch einen Initiator einer Sparte vorgebracht, die bereits als differenzierte Qualitätsproduktion im Sinne von Artikel 1 28° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 anerkannt wird. Die auf der Grundlage dieses Lastenheftes erzeugten Produkte sind zu mindestens 50% des Produktionsvolumens für die nachgelagerten Produktionssparten bestimmt, die bereits als differenzierte Qualitätsproduktion im Sinne des vorerwähnten Erlasses anerkannt werden.

§ 4 - Jedes Lastenheft, das die Erzeugung von Eintagsküken betrifft, wird durch einen Initiator einer Sparte vorgebracht, die bereits als differenzierte Qualitätsproduktion im Sinne von Artikel 1 28° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 anerkannt wird. Die in den Brütereien eingelegten Bruteier, die auf der Grundlage dieses Lastenheftes erzeugt werden, gehen zu mindestens 25% des Liefervolumens aus Vermehrungseinheiten hervor, die bereits als differenzierte Qualitätsproduktion im Sinne des vorerwähnten Erlasses anerkannt werden. Die aus diesen Brütereien hervorgegangenen Eintagsküken sind zu mindestens 25% des Produktionsvolumens dieser Brütereien für die nachgelagerten Produktionssparten bestimmt, die bereits als differenzierte Qualitätsproduktion im Sinne des vorerwähnten Erlasses anerkannt werden.

§ 5 - Die Erzeuger der Stufe einer Sparte, für die ein gültiger Leitfaden im Sinne des Königlichen Erlasses vom 14. November 2003 über die Eigenkontrolle, die Meldepflicht und die Rückverfolgbarkeit in der Nahrungsmittelkette vorliegt, führen ihr System der Eigenkontrolle auf der Grundlage dieses Leitfadens ein und lassen es gleichermaßen durch eine unabhängige bescheinigende Stelle zertifizieren oder durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette validieren.

Art. 5 - § 1 - Die in dem Lastenheft geförderten Betriebe weisen einen familiären Charakter auf. Im Sinne des vorliegenden Erlasses wird ein Familienbetrieb als eine landwirtschaftliche Struktur definiert, in der der Betriebsinhaber und seine Familie in Bezug auf die Geflügelproduktion wirtschaftlich unabhängig sind, die Entscheidungen fassen, die Betriebsführung kontrollieren und den Großteil des Kapitals und der Arbeit durch den Einsatz von Arbeitskräften liefern, die dem Betriebsinhaber und seinen Verwandten des ersten und zweiten Grades entsprechen.

§ 2 - Um den familiären Charakter beanspruchen zu können, ist der Landwirt Eigentümer des gehaltenen Geflügels, mit Ausnahme des Vermehrungsgeflügels, dessen Eigentümer die Brüterei sein kann.

§ 3 - Die Betriebe werden durch Geflügelproduktionseinheiten gebildet, die die in den Artikeln 8, 9, 16 und 17 angeführten Bedingungen hinsichtlich des Städtebaus, der Umwelt sowie der Größe erfüllen.

Art. 6 - § 1 - Jedes einzelne Lastenheft bezieht sich jeweils nur auf die Produktion, einer Art, eines Typs und einer Kategorie gleichzeitig. Innerhalb des Gebrauchsgeflügels ist die Produktion von Junghennen und Legehennen Gegenstand von spezifischen Lastenheften.

§ 2 - Mit Ausnahme der Lastenhefte für die Erzeugung von Vermehrungsgeflügel oder Junghennen oder die Erzeugung von Eintagsküken, wird für jedes Lastenheft folgende Aufmachung beachtet:

1° Kapitel 1: "Identifizierung des Initiators" und Beschreibung der Sparte (Organigramm, Verhältnis der Sparte zu den Landwirten) (außer für die Erzeugnisse der Stopfente und der Gans, wenn die Betreffenden nicht in Sparten organisiert sind);

2° Kapitel 2: "Bezeichnung des oder der Erzeugnisse, des Lastenhefts, der Sparte und gegebenenfalls Erklärung des Verhältnisses zwischen dem oder den Namen und der Ausrichtung des Lastenhefts;

3° Kapitel 3: "Produktionsmethode" (Siehe Art. 7);

4° Kapitel 4: "Rückverfolgbarkeit";

5° Kapitel 5: "Kontrollverfahren";

6° Kapitel 6: "Differenzierung" einschl.:

"Differenzierter Charakter des Produktionsverfahrens": Umweltbezogene und ethische Kriterien (Erwarteter Mehrwert für die Landwirte, für die Gesellschaft (Beziehungen zu den Anrainern), Wohlergehen der Tiere);

"Differenzierter Charakter des Produkts", gegebenenfalls: physische, chemische, biologische und/oder organoleptische Eigenschaften des Produkts, die dessen höhere Qualität bestimmen im Vergleich zu einem Standard- oder Massenprodukt, das auf dem Markt auf organoleptischer und/oder ernährungswissenschaftlicher und/oder sanitärer und/oder technologischer Ebene als Referenzerzeugnis dient;

7° Anlagen: Kontrollplan und bilaterales Abkommen (nach Artikel 26 § 3 und 27 § 2, 3 und 4).

§ 3 - Für die Lastenhefte für die Erzeugung von Vermehrungsgeflügel oder Junghennen oder die Erzeugung von Eintagsküken, wird folgende Aufmachung beachtet:

1° Kapitel 1: "Identifizierung des Initiators", Bezeichnung des Lastenhefts, Bezeichnung und Beschreibung der Sparte (Organigramm, Verhältnis der Sparte zu den Landwirten);

2° Kapitel 2: "Produktionsmethode" (Siehe Art. 7);

3° Kapitel 3: "Rückverfolgbarkeit";

4° Kapitel 4: "Kontrollverfahren";

5° Anlagen: Kontrollplan und bilaterales Abkommen (nach Artikel 5° 26 und § 3 § 27 2, 3 und 4).

§ 4 - Um eine Information zu gewährleisten umfasst der Wortlaut von Kapitel 6 "Differenzierung", der in § 2 des vorliegenden Artikels angeführt wird, zweckdienliche Argumente, die auch für die große Öffentlichkeit von Bedeutung sein können.

§ 5 - Für die Erzeugnisse der Stopfente und der Gans: falls das Lastenheft durch eine Erzeugergemeinschaft vorgeschlagen wird, um jenen Erzeugern, die nicht innerhalb einer Sparte organisiert sind, zur Verfügung gestellt zu werden, müssen die Bezeichnung(en) des Erzeugnisses bzw. der Erzeugnisse und/oder die Bezeichnung der Sparte nicht angegeben werden; wird das Lastenheft individuell durch einen Erzeuger vorgebracht, so wird die Bezeichnung(en) des Erzeugnisses bzw. der Erzeugnisse angegeben.

Art. 7 - § 1 - Die verschiedenen Produktionsschritte werden in dem Lastenheft ausführlich beschrieben.

§ 2 - Jedes Stadium, das allein einer Produktionseinheit entsprechen kann, wird getrennt angeführt. Die Produktionsmethode für jedes dieser Stadien wird ausführlich beschrieben.

§ 3 - Die Produktionsmethode beinhaltet die folgenden Aspekte:

1° Entwicklungsmodell (Kategorien, Typen und Stadien, die innerhalb des Betriebs vertreten sind sowie Art und Größe der Betriebe);

2° Infrastruktur der Betriebe (Art des Geflügelstalls, Fläche pro Tier, Vorhandensein eines Auslaufs, umwelttechnische und gesellschaftliche Charakteristiken (Beziehungen zu den Anrainern));

3° Verwendeter Geflügelzuchtstamm und/oder Identifizierung der Kreuzung;

4° Herkunft der Bruteier, Eintagsküken von Hühnern und Enten/Gänseküken/Junghennen/des Vermehrungsgeflügels in der Zuchtphase und in der Reproduktionsphase;

5° Ernährung;

6° Tierärztliche Behandlung;

7° Wohlergehen der Tiere;

8° Transport der Tiere;

9° Schlacht;

10° Verarbeitung der Schlachtkörper und ggf. das Zerlegen, Verarbeitung, Verarbeitung der Stopfleber, Aufbereitung der Erzeugnisse, Verpackung und Etiketierung;

11° Vermarktung, Vertrieb.

Das Lastenheft für die Zucht von Junghennen oder Vermehrungsgeflügel ist von den beiden Aspekten, die in den oben angeführten letzten beiden Punkten angeführt werden, nicht betroffen. Die Lastenhefte für die Erzeugung von Eintagsküken sind von den beiden Aspekten, die in den oben angeführten Punkten 5° und 9° bis 11° angeführt werden, nicht betroffen.

Art. 8 - § 1 - Das Lastenheft umfasst Kriterien, die die gute Haltung der Tierpartien, der Hygiene und die Instandhaltung der Gebäude gewährleisten.

Diese Kriterien beugen den Geruchsbelästigungen, sowie der Vermehrung von Insekten und anderer Schädlinge vor. Der unmittelbaren Umgebung des(der) Geflügelstalls(“lle) wird besondere Aufmerksamkeit in Sachen Ordnung und Sauberkeit geschenkt.

§ 2 - Falls eine Auslaufläche vorhanden ist, muss diese grasbewachsen, schattig, eingezäunt und derart eingerichtet sein, dass die gleichmäßige Verteilung der Tiere auf dieser Fläche begünstigt wird.

Es wird ein System zur Nutzung der Auslaufläche eingerichtet, um deren Degradierung zu vermeiden.

§ 3 - Bezugnehmend auf die Richtlinie 96/61/EG des Rates über die integrierte Vermeidung und Verminderung der Umweltverschmutzung erweist sich die Durchführung der guten landwirtschaftlichen Praxis und einer oder mehrerer, in dem Referenzdokument (BREF oder BAT (*best available techniques*) REFERENCE) über die besten verfügbaren Technologien in Sachen Intensivhaltung oder -aufzucht von Geflügel oder Schweinen (herausgegeben und verwaltet vom Europäischen Büro IPPC (EIPPCB - *European IPPC Bureau*)) empfohlenen Techniken, durch die die Geruchsbelästigungen, sowie die Ammoniakemissionen deutlich eingeschränkt werden können, als ein positives Unterscheidungsmerkmal.

Art. 9 - § 1 - In dem Lastenheft werden die zu treffenden Maßnahmen angegeben, um die Integration der in den Anwendungsbereich des Lastenhefts fallenden Geflügelproduktionseinheiten in die Landschaft durchzuführen oder aufrechtzuerhalten.

§ 2 - Die neuen Gebäude werden gemäß den in der letzten Fassung des vom Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Landwirtschaft und Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes herausgegebenen Dokuments „Intégration Paysage Agriculture - Conseils pour l'intégration paysagère des bâtiments agricoles“ (Integration Landschaft Landwirtschaft - Ratschläge für die landschaftliche Integration der landwirtschaftlichen Gebäude) angegebenen Empfehlungen oder mit der Unterstützung eines Landschaftsarchitekten in die Landschaft integriert.

Jede Änderung, die an einem alten, in den Anwendungsbereich des Lastenheft fallenden Gebäude vorgenommen wird, stützt sich ebenfalls auf dieses Dokument.

Art. 10 - Die Einrichtung und die gute Verwaltung eines Systems, das eine positive Energiebilanz der für die differenzierte Qualität bestimmten Gebäude aller Geflügelproduktionseinheiten des Betriebs gewährleistet, sind ein positives Unterscheidungsmerkmal.

Art. 11 - § 1 - Das Lastenheft umfasst Kriterien, die die gute Verwaltung der Abwässer, sowohl was deren Lagerung, als auch deren Ausbringung betrifft, gewährleisten.

§ 2 - Der Züchter verwaltet die Ausbringung derart, dass die durch die Gerüche verursachte Belästigung verringert wird, indem er folgende Maßnahmen anwendet:

1° die Ausbringung erfolgt weder sonntags noch an Feiertagen;

2° für die Zuchtbetriebe von Stopfenten wird die Gülle nicht mit einem Rotationsverteiler (mit einem Prallteller) oder einem Bewässerungssystem (Regenkanone oder Düsenrohr) ausgebracht;

3° die Abwässer werden innerhalb von 24 Stunden nach der Ausbringung in einen Ackerboden eingearbeitet.

Bei diesen Vorgängen sorgt der Züchter dafür, den Geruchsbelästigungen, sowie der Vermehrung von Insekten und anderer Schädlinge vorzubeugen.

Art. 12 - Ein Dokument, in dem sich der Landwirt verpflichtet, die von den Ausbringungen betroffenen Böden zu lokalisieren, ein Ausbringungsregister zu führen, in dem für jede Parzelle alle organischen Abwässer, die Daten der Handhabung der Abwässer eingetragen werden, sowie die Aufnahme eines Dialogs mit den Anwohnern, dessen Modalitäten in dem Lastenheft näher angegeben werden, sind ein positives Unterscheidungsmerkmal.

Art. 13 - § 1 - Die Einstreu im Aufzuchtstall ist weder verkrustet noch staubig.

§ 2 - Die Belüftung des Aufzuchtstalls ist derart geplant, dass in der Luft ein mittlerer, auf Höhe der Tiere gemessener NH_3 -Wert von höchstens 20 ppm beibehalten wird.

§ 3. Die Beleuchtung kommt den natürlichen Bedingungen so nahe wie möglich, ob es sich um Legehennen, Hähnchen, Enten oder Gänse handelt.

§ 4 - Was das Vermehrungsgeflügel in der Reproduktionsphase und die Legehennen betrifft, entspricht die Beleuchtung der natürlichen Beleuchtung, die durch eine künstliche Beleuchtung gemäß einem Programm ergänzt wird, das von der Jahreszeit und vom Zuchtstamm abhängt; dieses Programm wird in einer Anlage zum Lastenheft beschrieben.

§ 5 - Was die Hähnchen betrifft, entspricht die Beleuchtung der natürlichen Beleuchtung, die nötigenfalls durchgehend durch eine künstliche Beleuchtung je nach der Jahreszeit ergänzt wird. Die gesamte Dauer der Beleuchtung darf 16,5 Stunden ab dem Alter von 25 Tagen nicht überschreiten. Das Beleuchtungsprogramm wird in einer Anlage zum Lastenheft beschrieben.

§ 6 - Gemäß den in § 4 und § 5 des Artikels 13 erwähnten Angaben wird die Benutzung des natürlichen Lichts als ein positives Unterscheidungsmerkmal betrachtet.

§ 7 - Ungeachtet der Beleuchtungsdauer beträgt die Beleuchtungsstärke an allen Stellen des Gebäudes während der Helligkeitsperiode und während des Aufenthalts des Landwirts im Gebäude nach einer auf Höhe des Auges des Vogels durchgeführten Messung mindestens 25 Lux.

§ 8 - Die Wintergärten sind Flächen außerhalb des Geflügelstalls, die gleichzeitig:

1° wenigstens mit einer Plane oder einem Schutzdach bedeckt sind;

2° an den Geflügelstall angrenzen;

3° eine Fläche von mindestens 20% der Innenfläche bedecken;

4° für die Tiere leicht und unbeschränkt zugänglich sind;

5° einen festen, mit Einstreu bedeckten Boden aufweisen;

6° mit Durchgangsöffnungen zur Auslaufläche versehen sind;

7° auf natürliche Weise belüftet sind;

8° einer natürlichen Beleuchtung ausgesetzt sind;

9° mit mindestens einem Maschendraht umzäunt sind, durch den der Durchgang wilder Vögel vermieden wird.

§ 9 - In den Lastenheften, die der Produktion von Eintagsküken gewidmet sind, werden die Elemente, durch die das Wohlbefinden der Küken gewährleistet ist, näher angegeben und hervorgehoben, insbesondere was den Aufenthalt im Schlupfbrüter, die Handhabung, die Aussortierung, die Euthanasie, das Einpfärchen während der Wartezeiten, die Umstellungen, das Aufladen und den Transport dieser Küken betrifft.

§ 10 - Je nach Kategorie oder Produktionsart, außer für die Produktion von Eintagsküken, wird ein spezifisches Produktionsverfahren hervorgehoben, dessen Mindestkriterien in den Artikeln 16 und 17 angegeben werden.

Art. 14 - § 1 - Falls in Bezug auf die Geflügelproduktion ein Teil des Betriebs nicht für die qualitativ differenzierte Produktion bestimmt ist, werden für die Produktion, die sich auf das Lastenheft bezieht, ein oder mehrere unterschiedliche und gut gekennzeichnete Geflügelställe vorgesehen. Außerdem wird ein dieser zusätzlichen Erfordernis angepasstes System der Rückverfolgbarkeits angewandt und im Lastenheft beschrieben.

§ 2 - In ein und demselben Geflügelstall ist die Vermischung verschiedener Arten, Rassen, Zuchtstämme, Kreuzungen, Typen nicht zugelassen.

Art. 15 - § 1 - Bei Hähnchen sind die Zuchtstämme zugelassen, die folgende Kriterien erfüllen:

1° langsam wachsende Tiere: frühestens nach 81 Tagen erreichtes durchschnittliches Lebendgewicht von 2,3 kg;

2° Tiere mit mittlerem Wachstum: frühestens nach 70 Tagen erreichtes durchschnittliches Lebendgewicht von 2,3 kg.

Diese Kriterien werden für beide Geschlechter sowie je nach den Ernährungsempfehlungen des Züchters festgelegt.

Außerdem werden die Zuchtstämme gefärbt oder zumindest durch ein Unterscheidungsmerkmal gekennzeichnet, das sie von einem weißen Zuchtstamm mit schnellem Wachstum unterscheidet; insbesondere schwarze Federn auf weißem Gefieder, aschgraues Gefieder, schwarzes Gefieder, blaue Beine, zusätzliche Zehen. Die Kreuzung, aus der der Zuchtstamm entstanden ist, darf keine Hähne und Hennen einsetzen, die nicht gefärbt sind oder kein Unterscheidungsmerkmal aufweisen.

§ 2 - Was das Vermehrungsgeflügel betrifft, sind zumindest die Hennen gefärbt oder zumindest durch ein Unterscheidungsmerkmal gekennzeichnet, das sie von einem weißen Zuchtstamm mit schnellem Wachstum unterscheidet.

§ 3 - Was die Junghennen und Legehennen betrifft, ist die Auswahl von Rassen oder Zuchtstämmen, die den angewandten Aufzuchtbedingungen angepasst sind, erforderlich. Die von den technischen Referenzen des Züchters ausgehenden in Betracht gezogenen Kriterien beziehen sich insbesondere auf eine geringere Aggressivität der Hennen untereinander, eine erhöhte Widerstandsfähigkeit gegen Krankheiten und eine geringere Erststickungsgefahr in den Nestern.

§ 4 - Die Aufzucht von Masthühnern kann zur Anerkennung im Rahmen der differenzierten Qualität führen, wenn mindestens die beiden nachstehenden Kriterien berücksichtigt werden:

1° Verwendung langsam wachsender Tiere;

2° Einsetzung von Tierpartien von höchstens 2 400 Tieren.

§ 5 - Was die Stopfenten betrifft, ist die Verwendung der Barbarie-Ente (*Cairina moschata*) oder der Mulard-Ente erforderlich.

§ 6 - Für Gänse werden folgende Kriterien angewandt:

1° Verwendung langsam wachsender Tiere;

2° Einsetzung von Tierpartien von höchstens 2 000 Gänsen.

§ 7 - Jede Sparte, die eine regionale Rasse oder eine Kreuzung, die eine regionale Rasse in direkter Linie einsetzt, verwendet, erbringt den Nachweis eines positiven Unterscheidungsmerkmals.

Art. 16 - § 1 - Was das Nutzgeflügel betrifft, werden die nachstehenden, nach Art geordneten Produktionsverfahren im Rahmen der differenzierten Qualitätsproduktionen zugelassen, insofern sie die in den Artikeln 8 bis 15 angegebenen Bestimmungen berücksichtigen. Außerdem genügen sie den mit ihnen verbundenen Sonderanforderungen.

1° Fleischhähnchen:

Die Betriebe bestehen aus Geflügelproduktionseinheiten, die mit den Klassen 2 und 3 entsprechend den Rubriken 01.24.01.01, 01.24.01.01.02, 01.24.01.02.01 und 01.24.01.02.02 der Anlage 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009, übereinstimmen. In diesen Betrieben wird die maximale Kapazität der qualitativ differenzierten Hähnchenproduktion auf 25 000 Tiere festgelegt.

a) intensiv gehaltene Hähnchen:

— pro Quadratmeter und ab dem Alter von 5 Wochen darf die Dichte in den Gebäuden 15 Tiere mit einem maximalen Gesamtgewicht von 35 kg Lebendgewicht nicht überschreiten; vor diesem Alter ist der lokalisierte Aufzuchtstart zugelassen, wenn dies gerechtfertigt ist, insbesondere aus Gründen der Energieeinsparung; die Produktion von für den Verkauf bestimmtem legreifem Geflügel außerhalb der Sparte ist ebenfalls zugelassen, insofern das in dieser Form vermarktete Geflügel ordnungsgemäß in einem Ausgangsregister unter Angabe des Bestimmungs-orts (des Käufers) der Tiere eingetragen wird;

— das Geflügel wird in folgendem Alter geschlachtet: Hähnchen: 70 Tage oder mehr; Junghähne: 90 Tage oder mehr;

— das in der Mastzeit verabreichte Futter enthält mindestens 70% Getreide, Produkte und Nebenprodukte;

b) Hähnchen, die Zugang zur Auslaufläche haben:

— pro Quadratmeter darf die Dichte in den Gebäuden für die Hähnchen und Junghähne 15 Tiere mit einem maximalen Gesamtgewicht von 35 kg Lebendgewicht nicht überschreiten; vor diesem Alter ist der lokalisierte Aufzuchtstart zugelassen, wenn dies gerechtfertigt ist, insbesondere aus Gründen der Energieeinsparung; die Produktion von für den Verkauf bestimmtem legreifem Geflügel außerhalb der Sparte ist ebenfalls zugelassen, insofern das in dieser Form vermarktete Geflügel ordnungsgemäß in einem Ausgangsregister unter Angabe des Bestimmungs-orts (des Käufers) der Tiere eingetragen wird;

— das Geflügel wird in folgendem Alter geschlachtet: Hähnchen: 70 Tage oder mehr; Junghähne: 90 Tage oder mehr;

- das Geflügel hatte während der Hälfte seines Lebens tagsüber ständig Zugang zu einer größtenteils durch Pflanzen bedeckten Auslauffläche, die mindestens 1 m² pro Hähnchen beträgt;
- das in der Mastzeit verabreichte Futter enthält mindestens 70% Getreide, Produkte und Nebenprodukte;
- das Gebäude ist mit Ausgängen versehen, deren Länge zusammen mindestens 4 m pro 100 m² Gebäudefläche beträgt.

2° Masthähnchen:

a) Die Betriebe bestehen aus Geflügelproduktionseinheiten, die mit den Klassen 2 und 3 entsprechend den Rubriken 01.24.02.01.01, 01.24.02.01.02, 01.24.02.02.01 und 01.24.02.02.02 der Anlage 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 übereinstimmen. In diesen Betrieben wird die maximale Kapazität der qualitativ differenzierten Masthähnchenproduktion auf 7 200 Tiere festgelegt.

b) die Masthähnchenpartien sind von geringer Größe (höchstens 400 m² Gebäude);

c) die Aufzucht findet in Gebäuden statt, die mit natürlichem Licht beleuchtet sind;

d) die Dichte in den Gebäuden darf 6 Tiere pro m² nicht überschreiten;

e) sobald sie mit Federn versehen sind, haben die Tiere Zugang zu einer grasbewachsenen und schattigen Auslauffläche von mindestens 4 m² pro Tier;

f) die Endmastzeit kann maximal während den letzten 4 Wochen im Innern des Gebäudes stattfinden; das Futter im Laufe dieser Phase besteht aus Getreide und/oder Milchprodukten;

g) das Futter enthält einen Getreideanteil (Produkte und Nebenprodukte), der mindestens Folgendem entspricht:

— 50%, die ersten 28 Tage;

— 75%, während der Periode nach den 28 Tagen;

— mindestens 85% während den 2 letzten Endmastwochen;

h) das Mindestschlachtalter beträgt mindestens 120 Tage.

3° Junghennen:

a) Die Betriebe bestehen aus Geflügelproduktionseinheiten, die mit den Klassen 2 und 3 entsprechend den Rubriken 01.24.01.01.01, 01.24.01.01.02, 01.24.01.02.01 und 01.24.01.02.02 der Anlage 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 übereinstimmen. In diesen Betrieben wird die maximale Kapazität der qualitativ differenzierten Hähnchenproduktion auf 25 000 Tiere festgelegt.

b) die Aufzucht der legerreifen Junghennen findet in einem verdunkelten Gebäude statt;

c) die Tierhaltung erfolgt am Boden oder auf höchstens 3 Etagen;

d) nach 56 Tagen darf die Dichte 17 Junghennen pro m² Nutzfläche bei Bodenhaltung und 12 Junghennen pro m² Nutzfläche bei der Tierhaltung auf mehreren Etagen nicht überschreiten;

e) Das Stutzen der Schnäbel der Junghennen ist unter strengster Bezugnahme auf die geltende Gesetzgebung (Königlicher Erlass vom 17. Mai 2001 über die zugelassenen Eingriffe auf die Wirbeltiere zur landwirtschaftlichen Nutzung des Tiers oder zur Einschränkung der Vermehrung der Tierart) zugelassen. Die Wahl angepasster Zuchtstämme, die obendrein einen geringeren Herdentrieb aufweisen, wird gefördert, um das Stutzen der Schnäbel bestmöglich zu vermeiden;

f) die Umstallung in den Legestall erfolgt zwangsläufig 2 bis 3 Wochen vor Beginn der Legereife.

4° Legehennen:

a) Die Betriebe bestehen aus Geflügelproduktionseinheiten, die mit den Klassen 2 und 3 entsprechend den Rubriken 01.24.01.01.01, 01.24.01.01.02, 01.24.01.02.01 und 01.24.01.02.02 der Anlage 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 übereinstimmen. In diesen Betrieben wird die maximale Kapazität der qualitativ differenzierten Legehennenproduktion auf 25 000 Tiere festgelegt.

b) in den Lastenheften wird der Nachweis erbracht, dass das Produktionsverfahren mindestens auf den Anforderungen beruht, die im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 589/2008 der Kommission vom 23. Juni 2008, abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 598/2008 der Kommission vom 24. Juni 2008 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Vermarktungsnormen für Eier für die "Eier aus intensiver Auslaufhaltung" oder die "Eier aus Bodenhaltung" festgelegt worden sind;

c) die Aufzucht erfolgt am Boden oder auf höchstens 3 Etagen; in dem zweiten Fall darf die Dichte 6 Tiere pro m² Nutzfläche nicht überschreiten;

d) in dem Lastenheft wird die Aufnahme der Junghennen, die noch nicht in der Legephase sind, vorgesehen;

e) die Wahl von Arten oder Zuchtstämmen, die den angewandten Aufzuchtbedingungen angepasst sind, ist erforderlich.

5° Stopfenten:

Die Betriebe bestehen aus Geflügelproduktionseinheiten, die mit den Klassen 2 und 3 entsprechend den Rubriken 01.24.02.01.01, 01.24.02.01.02, 01.24.02.02.01 und 01.24.02.02.02 der Anlage 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 übereinstimmen. In diesen Betrieben wird die maximale Kapazität der qualitativ differenzierten Stopfentenproduktion auf 14 000 Tiere für die Aufzucht und 2 400 Tiere für das Stopfen festgelegt.

Außer der Einhaltung der Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 25. April 1994 zur Durchführung des Artikels 36 10° des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere wird das Mindestgewicht der Ente, die bereit für das Stopfen ist, auf 3,5 kg und das Mindestalter auf 11 Wochen festgelegt.

6° Gänse:

a) die Betriebe bestehen aus Geflügelproduktionseinheiten, die mit den Klassen 2 und 3 entsprechend den Rubriken 01.24.02.01.01, 01.24.02.01.02, 01.24.02.02.01 und 01.24.02.02.02 der Anlage 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 übereinstimmen. In diesen Betrieben wird die maximale Kapazität der qualitativ differenzierten Gänseproduktion auf 8 000 Tiere festgelegt.

b) die Gänsepartien sind von geringer Größe (höchstens 400 m² Gebäude);

c) die maximale Fläche der Geflügelproduktionseinheit beträgt 1 600 m²;

d) die Aufzucht findet in Gebäuden statt, die mit natürlichem Licht beleuchtet sind;

e) die Dichte in den Gebäuden darf 5 Tiere pro m² nicht überschreiten. Während den ersten 6 Lebenswochen der Tiere kann die Dichte höher sein mit höchstens 10 Tieren pro m²;

- f) nach 8 Wochen haben die Tiere Zugang zu einer größtenteils durch Pflanzen bedeckten und schattigen Auslauffläche von mindestens 10 m² pro Tier;
- g) das nach 6 Wochen verabreichte Futter enthält mindestens 70% Getreide, Produkte und Nebenprodukte;
- h) das Gebäude ist mit Ausgängen versehen, deren Länge zusammen mindestens 4 m pro 100 m² Gebäudefläche und mindestens 1 m für 125 Gänseküken beträgt;
- i) das Mindestschlachtalter beträgt 140 Tage.

§ 2 - Ungeachtet des Produktionsverfahrens, stimmt es im Falle der Benutzung eines Wintergartens mit den Anforderungen des Paragraphen 8 des Artikels 15 überein.

Art. 17 - § 1 - Was das Vermehrungsgeflügel betrifft, bestehen die Betriebe zusätzlich unter Einhaltung der in den Artikeln 8 bis 15 angegebenen Bestimmungen aus Geflügelproduktionseinheiten, die mit den Klassen 2 und 3 entsprechend den Rubriken 01.24.01.01.01, 01.24.01.01.02, 01.24.01.02.01 und 01.24.01.02.02 der Anlage 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2005, übereinstimmen. In diesen Betrieben wird die maximale Kapazität der qualitativ differenzierten Hähnchenproduktion auf 25 000 Tiere festgelegt.

§ 2 - Außerdem werden folgende Anforderungen mit der vorerwähnten Kategorie verbunden:

1° Haltungsphase:

- a) die Haltung erfolgt in einem verdunkelten Gebäude;
- b) die Dichte in den Gebäuden darf 10 Hühner pro m² (Zwerghühner) und 6 Hähne pro m² nicht überschreiten;
- c) die männlichen Tiere werden 3 bis 5 Tage vor den weiblichen Tieren in den Zuchtstall umgestellt;
- d) die weiblichen Tiere werden 2 bis 3 Wochen vor Beginn der Legereife in den Zuchtstall umgestellt;
- e) die Amputation der Sporen, sowie die Ablation der ersten Phalangen sind unter strengster Bezugnahme auf die geltende Gesetzgebung (Königlicher Erlass vom 17. Mai 2001 über die zugelassenen Eingriffe auf die Wirbeltiere zur landwirtschaftlichen Nutzung des Tiers oder zur Einschränkung der Vermehrung der Tierart) zugelassen.
- f) das Flügelstutzen der weiblichen Tiere, sowie ein leichtes Stutzen der Schnäbel ist unter strengster Einhaltung des vorerwähnten Erlasses zugelassen.

2° Reproduktionsphase:

- a) die Reproduktion erfolgt in einem hellen Gebäude;
- b) die Hühner haben mindestens Zugang zu 10 cm Futtertrog pro Huhn;
- c) die Hühner haben Zugang zu ausreichend eingerichteten Legenestern; diese haben eine Mindestlänge von 2,3 Metern; ein Legenest enthält 4 Legezellen mit höchstens 60 Hühnern; eine Legezelle misst mindestens 1,15 Meter;
- d) die Dichte in den Gebäuden darf 8 Tiere pro m² (für Zwerghühner) nicht überschreiten;
- e) die Rationierung ist aufgrund des geringeren Wachstumspotenzials der Zuchthühner zugelassen; die Untermischung von Ballaststoffen in die Futtermischung wird außerdem gefördert;
- f) die Zwangsmauser ist Gegenstand eines begründeten Antrags bei der bescheinigenden Stelle; sie ist nicht Teil der üblichen Aufzuchtpraxis.

Art. 18 - § 1 - Mit Ausnahme der Junghennen und des Vermehrungsgeflügels erhält jedes Geflügel, das für eine Sparte von qualitativ differenzierten Produkten bestimmt ist, eine Ernährung, die die positive Liste der in der nachstehenden Tabelle angeführten Rohstoffe beachtet.

Diese Liste findet Anwendung auf die gesamten durch das Lastenheft betroffenen Phasen und für die ganze Dauer dieser Phasen.

Nummer	Namen
	Rohstoffe
1	Weizen
2	Gerste
3	Triticale
4	Roggen
5	Hafer
6	Spelz/ Dinkel
7	Buchweizen
8	Mais (einschließlich feuchte oder getrocknete Körner)
9	Behandeltes Rapssaatgut *
10	Behandelte Flachssamen *
11	Behandelte Sonnenblumensamen *
12	Behandelte Sojasamen *
13	Ackerbohnen
14	Erbsen
15	Lupine
16	Luzerne

Nummer	Namen
17	Milch und Milchpulver
	Nebensprodukte
18	Getreidenebenprodukte
19	Rapskuchen (Rapskuchen darf für Legehennen, die braune Eier legen, nicht benutzt werden (aufgrund der Präsenz von Sinapin, das mit dem Verdauungsstoffwechsel der Braunleger einen Fischgeschmack der Eier hervorruft))
20	Leinkuchen
21	Sonnenblumenkuchen
22	Sojakuchen
23	Rapsöl
24	Leinenöl
25	Sonnenblumenöl
26	Maisöl
27	Sojaöl
28	Rapslecithin
29	Sojalecithin
	Mineralstoffe **
30	Nahrungskreide
31	Nahrungsphosphor (Verwendung von Phosphatsquellen, deren Verfügbarkeitswerte über 90% liegen).
32	Nahrungssalz (NaCl)
33	Natriumbicarbonat
34	Magnesiumoxid
35	Zerkleinerte Austernschalen
36	Grit, Feldstein
	Zusatzstoffe ***
37	Bindemittel: Rübenmelasse
38	Natürliche Antioxidantien
39	Mineralzusatzstoffe, Spurenelemente und Vitamine
40	Aminosäuren (Lysin, Methionin, Threonin, Tryptophan)
41	Organische Säure (Zitronen-, Fumar-, Milch-, Propion-, Ameisen-, Essig-, Sorbin-, Butter-, Benzoe-, Phosphor-, Wein-, Apfel-, Orthophosphorsäure) und deren Salze
42	Enzyme **** (Phytasen, Amylasen, Xylanase, Glukanase, Galaktosidasen, Proteasen)
43	Prebiotika
44	Probiotika
45	Mikroorganismen
46	Aromatische und appetitanregende Stoffe
*	Behandelte Samen: bezieht sich auf mechanische, thermische Behandlungen oder auf gekeimte Körner
**	Solche Elemente wie die wichtigsten Mineralstoffe (Calcium, Natrium, Phosphor, Magnesium) können dem vitamin- und mineralstoffhaltigen Futterergänzungsmittel beigefügt werden
***	Anwendbare Liste unbeschadet der Bestimmungen des durch den Ministerialerlass vom 12. Februar 1999 in Anwendung gesetzten Königlichen Erlasses vom 8. Februar 1999 über den Handel und die Nutzung von Produkten, die als Tierfutter bestimmt sind
****	Unbeschadet der Bestimmungen des Ministerialerlasses vom 18. April 1994 über den Handel und die Nutzung von Enzymen, Mikroorganismen und deren für Tierfutter bestimmten Vorbereitungen, abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 8. Februar 1999 über den Handel und die Nutzung von Produkten, die als Tierfutter bestimmt sind

§ 2 - Zulässig sind nur die Lebensmittel, die nicht als GVO im Sinne von Artikel 24 der Verordnung (EG) Nr. 1829/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. September 2003 über genetisch veränderte Lebensmittel und Futtermittel zu kennzeichnen sind. Erlaubt sind also lediglich die Lebensmittel, die Material beinhalten, das GVO enthält, aus solchen besteht oder aus solchen hergestellt ist, mit einem Anteil, der nicht höher ist als 0,9 Prozent des Lebensmittels oder jeder einzelnen Lebensmittelzutat, vorausgesetzt, dieser Anteil ist unbeabsichtigt oder technisch nicht zu vermeiden.

§ 3 - Jede Futterration, die eine Verringerung der stickstoff- und phosphorhaltigen Tierabfälle erlaubt, wird als ein positives Unterscheidungsmerkmal gewertet.

§ 4 - Die meiste Verwendung zu mehr als 90% der Sätze der Getreideration und/oder Eiweißpflanzen und/oder Öl- und Eiweißpflanzen, die in einem Umkreis von 250 km um dem Gesellschaftssitz des Betreuers des Lastenheftes angebaut werden, wird als ein positives Unterscheidungsmerkmal betrachtet. Ein unfehlbarer Beweis ihrer Herkunft und Rückverfolgbarkeit wird jedoch verlangt, um eine nahe Versorgung zu gewährleisten.

Art. 19. - § 1 - Jede vorbeugende oder systematische Behandlung unter Anwendung von Arzneimitteln ist verboten, mit Ausnahme der für die betroffene Tierart gestatteten Impfungen. In den Lastenheften über die Erzeugung von Eintagsküken wird diesem Punkt besondere Aufmerksamkeit geschenkt. Jede Wurmkur setzt eine Stellungnahme des Betriebsstierarzts voraus.

§ 2 - Ein Prophylaxenplan auf Ebene des Betriebs wird in dem Lastenheft angegeben. Es werden Maßnahmen zur Vorbeugung der Antibiotikaresistenz getroffen. Letzterer Punkt wird in den Lastenheften über die Erzeugung von Eintagsküken erläutert.

§ 3 - In allen Fällen verwenden die Landwirte, die mindestens 5 000 Nutzvögel besitzen, die höchste gesundheitliche Einstufung, die je nach den durch die jeweilige Gesetzgebung vorgesehenen Fällen mit der Kategorie oder dem Typ oder der Art verbunden ist.

§ 4 - Jedes System, das in der Sparte angewandt wird, um der Verbreitung der für das Tier oder den Menschen pathogenen Mikroorganismen vorzubeugen und das über die geltenden verordnungsmäßigen Auflagen hinausgeht, wird als ein positives Unterscheidungsmerkmal betrachtet.

Art. 20. - § 1 - Kommt das Tränkwasser nicht aus dem Versorgungsnetz, so wird eine Kontrolle der mikrobiologischen und physikalisch-chemischen Qualität am Ende der Wasserleitung mindestens einmal jährlich durchgeführt. Die zu kontrollierenden Parameter und die einzuhaltenden Normen werden in der Anlage 1 zum vorliegenden Erlass aufgeführt.

Kommt das Tränkwasser aus dem Versorgungsnetz, so ist lediglich eine Kontrolle der mikrobiologischen Qualität des Wassers unter denselben Bedingungen wie den oben erwähnten erforderlich. Wenn mehrere Hühnerställe auf dem Betrieb vorhanden sind, findet die Kontrolle an den Wasserleitungen eines einzigen Hühnerstalls statt, wenn der Landwirt dieselben Methoden für die Reinigung und Desinfektion der gesamten Hühnerställe verwendet.

§ 2 - Die Verwendung von Regenwasser zum Tränken des Geflügels ist verboten.

§ 3 - Eine Selbstkontrolle, die eine Reduzierung der Gefahr der Präsenz von Mykotoxinen in den Getreiden erlaubt, wird angewandt, wenn der Landwirt Getreide verwendet, das nicht durch einen Händler oder einen Vorratsverwalter geliefert wird. Diese Selbstkontrolle wird anhand einer Kontrollliste durchgeführt, die vom landwirtschaftlichen Erzeuger oder Verwalter der Vorräte ausgefüllt wird. In dieser Liste, deren Muster Anlage 2 des vorliegenden Erlasses bildet, werden die Maßnahmen festgelegt, die einzuleiten sind, um das Auftreten von Mykotoxinen in Getreide zu beschränken.

Art. 21. - Das Wohlbefinden der Tiere wird als ein positives Unterscheidungsmerkmal betrachtet, unter der Bedingung, dass die durch den Landwirt oder die Sparte erzielte Verbesserung wissenschaftlich erwiesen wird und nicht bereits gesetzlich vorgesehen ist.

Art. 22. - § 1 - Die Anlage 3 zum vorliegenden Erlass bestimmt die einzuhaltenden Mindestkriterien für die Hähnchen, die Reform-Legehennen, das Reform-Vermehrungsgeflügel, die Stopfenten und Gänse, was die Bedingungen für das Verladen, den Transport, das Abladen, die Wartezeit und die Betreuung der Tiere im Schlachthof, je nach Tierart, betrifft.

§ 2 - Was die Stopfente betrifft, wird eine Nüchternungszeit von maximal 15 Stunden vor dem Schlachten erlaubt, wobei die Wartezeit im Schlachthof, 5 Stunden nicht überschreiten darf. Eine Nüchternungszeit von weniger als unter 13 Stunden wird als ein positives Unterscheidungsmerkmal betrachtet.

In allen Fällen wird die Nüchternungszeit vor dem Verladen auf 6 Stunden festgelegt, wobei sie 10 Stunden nicht überschreiten darf.

§ 3 - Für die Hähnchen, Reform- Legehennen, Reform-Vermehrungsgeflügel und Gänse beträgt die Zeitspanne zwischen dem Beginn der Nüchternungszeit und dem Verladen mindestens 8 Stunden. In allen Fällen wird die Mindestdauer der Nüchternungszeit vor dem Verladen auf 8 Stunden festgelegt, wobei sie 10 Stunden nicht überschreiten darf.

§ 4 - Wenn der Transport nicht durch den Landwirt selbst in einem Umkreis von 50 km oder im Rahmen der betriebsinternen Verwaltung erfolgt, verfügt der Transporteur über eine Transportgenehmigung bei der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette. Jedes Transportfahrzeug verfügt über eine Zulassung, mit Ausnahme der Fahrzeuge, die dem Landwirt gehören, oder die ein Gewicht unter 750 kg haben. Alle erforderlichen Transportdokumente sind während des Transports der Tiere vorhanden.

§ 5 - Der Transport der Legehennen betrifft sowohl die Junghennen, die zu den Legeeinrichtungen gebracht werden, als auch die Legehennen und Zuchtvögel, die für den Schlachthof bestimmt sind.

§ 6 - Der Transport der Stopfenten betrifft gleichzeitig die für das Stopfen bereiten Tiere, die zu den Stopfplätzen gebracht werden, als auch die Tiere, die für den Schlachthof bestimmt sind.

§ 7 - Für die Stopfente wird das schlachtwarne Ausweiden der Leber als ein positives Unterscheidungsmerkmal betrachtet.

Art. 23. - § 1 - Geflügelfleisch und -erzeugnisse können unter verschiedenen Aufmachungen vertrieben werden.

§ 2 - Die Stopfleber der Ente darf nicht sterilisiert werden, um als Produkt von differenzierter Qualität anerkannt zu werden.

§ 3 - Unbeschadet der Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 543/2008 der Kommission vom 16. Juni 2008 mit Durchführungsvorschriften zur Verordnung (EWG) Nr. 1234/2007 des Rates hinsichtlich der Vermarktungsnormen für Geflügelfleisch sind nur die in der Anlage 4 des vorliegenden Erlasses angeführten Bezeichnungen für die Erzeugung von Stopfleber und die Teilstücke der Stopfente zugelassen.

§ 4 - Die Gänse, die ganz vermarktet werden, werden ausgenommen, ohne Innereien und mit einem Mindestgewicht von 2,5 kg.

Art. 24. - § 1 - Alle Formen und Aufmachungen, unter denen das Fleisch vertrieben wird, wenn der Name des Produkts angegeben wird, unterliegen der Zertifizierung. Die verschiedenen Fertigungsschritte, insbesondere die Zerlegung, Verarbeitung und Zubereitung, werden in dem Lastenheft ausführlich beschrieben und in dem in Artikel 25 erwähnten Mindestkontrollplan vorgesehen.

§ 2 - Jedes System der Rückverfolgbarkeit, das in der Sparte angewandt wird und über die geltende Gesetzgebung hinausgeht, wird als ein positives Unterscheidungsmerkmal betrachtet, vorausgesetzt, dass es im Verhältnis zu dem, was sich aus der Anwendung der Gesetzgebung ergibt, deutlich zu einer größeren Nahrungsmittelsicherheit führt, oder wenn es ein Interesse für den Verbraucher aufweist.

Art. 25. - Die Erzeugung eines Produkts, das im Vergleich zu dem Standarderzeugnis oder dem Massenprodukt, das als Referenz gilt, einen deutlichen ernährungswissenschaftlichen oder organoleptischen Unterschied aufweist, wird als positives Unterscheidungsmerkmal betrachtet.

Der ernährungswissenschaftliche oder organoleptische Unterschied wird im Lastenheft anhand kontrollierbarer Kriterien objektiviert.

Art. 26. - § 1 - Die Übereinstimmung des Erzeugnisses mit den Auflagen des Lastenheftes wird durch eine oder mehrere durch die Sparte bezeichnete unabhängige Einrichtung(en) am Rande des Lastenheftes in einem dem Lastenheft beigefügten Dokument zwecks der Bewertung durch den in Artikel 29 erwähnten Ausschuss bescheinigt.

§ 2 - Im Lastenheft wird vorgesehen, dass sich die bezeichnete(n) zertifizierende(n) Einrichtung(en) das Recht vorbehält (vorbehalten), im Beisein des Landwirtes unangekündigt Kontrollen auszuführen. Ebenfalls wird vorgesehen, dass die zertifizierende Einrichtung, die bei den Betreibern der Sparte tätig sein wird, vom Initiator der Sparte ausgewählt wird.

§ 3 - Dem Lastenheft wird ein Mindestplan für die Kontrollen beigefügt; er beruht auf einem Mindestplan für die Kontrollen, der von der Dienststelle nach Begutachtung durch den Ausschuss festgelegt wird, und wird auf der Internet-Portal Webseite der wallonischen Landwirtschaft (<http://www.agriculture.wallonie.be>) veröffentlicht. Der dem Lastenheft beigefügte Mindestplan für die Kontrollen wird vor der Einreichung des Antrags auf Anerkennung des Lastenheftes von den durch den Initiator des Lastenheftes bezeichneten zertifizierenden Einrichtungen gebilligt und genehmigt.

§ 4 - Die Zertifizierung kann auf einem Qualitätsnachweisverfahren des Typs Selbstkontrolle basieren, das innerhalb des Betriebs unter der Verantwortung und der Kontrolle der zertifizierenden Einrichtung eingesetzt wird. Im Sinne des vorliegenden Erlasses ist unter dem Begriff "Selbstkontrolle" die Einführung eines Qualitätsverfahrens in einer Sparte oder einer Vereinigung von Landwirten zu verstehen.

§ 5 - Im Lastenheft kann vorgesehen werden, dass falls es unmöglich ist, einer Verpflichtung des Lastenheftes nachzukommen, die Sparte eine vorläufige Abweichung bei der Dienststelle beantragen kann.

Art. 27. - § 1 - Für jede Organisation als Sparte garantiert der Initiator der Sparte dem Landwirt einen finanziellen Mehrwert im Verhältnis zu der als Referenz auf dem Markt geltenden Standard- oder Massenerzeugung, der im Lastenheft erwähnt wird. Der Initiator legt ein Berechnungsverfahren fest, das erlaubt, den Mehrwert zu bestimmen.

§ 2 - Es wird eine Vereinbarung zwischen dem Landwirt und dem Initiator der Sparte von qualitativ differenzierten Produkten, die der Züchter für seine Erzeugung gewählt hat, getroffen. Das Lastenheft sowie das Strafverfahren, das durch die zertifizierende Einrichtung bei Nichtbeachtung der Bestimmungen der Vereinbarung festgelegt wird, werden der Ausfertigung, die der Landwirt aufbewahrt, beigefügt.

§ 3 - Die Vereinbarung, deren Muster dem Lastenheft beigefügt wird, bestimmt die Rechte und Pflichten der Vereinbarungsparteien und enthält mindestens die folgenden Bestandteile:

1° Name und Anschrift des Initiators der Sparte;

2° Identifizierung des Landwirts und der Erzeugungseinheiten, die von der Anwendung des Lastenheftes betroffen sind;

3° die Verpflichtung seitens des Landwirts, das Geflügel gemäß dem Lastenheft zu erzeugen und es der Sparte zu liefern, und der zertifizierenden Einrichtung zu erlauben, in seinem Beisein alle notwendigen Kontrollen durchzuführen, so wie sie in dem Mindestplan für die Kontrollen, der dem Lastenheft beigefügt ist, vorgesehen sind, und die Übereinstimmung des Produkts zu überprüfen;

4° die Verpflichtung seitens des Landwirts, die Daten bezüglich der dem für die Sparte bestimmten Geflügel gegebenen Lebensmitteln zu liefern;

5° die Erklärung des Landwirts, dass er das der Vereinbarung beigefügte Strafverfahren zu Kenntnis genommen hat, und;

6° die Verpflichtung seitens des Initiators der Sparte, außer aus einem dem Landwirt schriftlich begründeten außergewöhnlichen Grund, das in der Sparte eingetragene und dem Lastenheft entsprechende Geflügel zum Preis, der den im Lastenheft garantierten Mehrwert einschließt, anzunehmen.

§ 4 - Das dem Lastenheft beigefügte Vereinbarungsmuster beruht auf einem Muster der Mindestvereinbarung, das von der Dienststelle nach Begutachtung durch den Ausschuss gebilligt und auf der vorerwähnten Internet-Portal Webseite der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht wird.

Art. 28. - § 1 - Für jede Organisation als Sparte wird die voraussichtliche Öffnung des Marktes für differenzierte Qualität in einem "Motivation Marketing" genannten Dokument behandelt, dessen Muster von der Dienststelle ausgearbeitet wird und auf der in Artikel 26 § 3 erwähnten Internetseite zu finden ist. Dieses Dokument wird dem Lastenheft zwecks Bewertung durch den in Artikel 29 erwähnten Ausschuss beigefügt.

§ 2 - Für die Lastenhefte, die zur Erzeugung von Vermehrungsgeflügel, Junghennen und Eintagsküken führen, beschränkt sich die "Motivation Marketing" auf den Beweis der Erfüllung der zweiten in Artikel 4 § 3 und § 4 erwähnten Anforderung.

Art. 29. - § 1 - Jeder Antrag auf Anerkennung eines Lastenhefts im Rahmen der differenzierten Qualität, im Sinne von Artikel 1 28°, letzter Strich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008, im Bereich der Geflügelproduktion, unterliegt der Begutachtung durch den Ausschuss.

§ 2 - Die Antragsakte umfasst das Lastenheft, seine Anlagen, die in Artikel 26 erwähnte Bezeichnung der zertifizierende(n) Einrichtung(en) und das in Artikel 28 erwähnte Dokument "Motivation marketing". Jedes Element, das für die Objektivierung des differenzierten Charakters des Erzeugungsverfahrens oder des Erzeugnisses nützlich ist, wird der Akte beigefügt.

§ 3 - Der Ausschuss bewertet insbesondere:

1° die Übereinstimmung des Lastenheftes mit den in den Mindestkriterien aufgeführten Auflagen;

2° die Relevanz und den Differenzierungsgrad jedes positiven, in dem Lastenheft eingefügten Unterscheidungsmerkmals;

3° die Relevanz des Mindestplanes für die Kontrollen, die dem Lastenheft beigefügt wird;

4° ggf. die Orientierung und den Charakter der Differenzierung des Lastenheftes insbesondere auf der Grundlage der Bedeutung des erzielten Unterschieds im Verhältnis zu dem Standard- oder Massenprodukt, das als Referenz auf dem Markt gilt, und seine Bedeutung für den Verbraucher;

5° ggf. das Vorhandensein von Absatzmöglichkeiten für die Erzeugnisse, die sich aus dem Lastenheft ergeben, oder die Perspektive dieser Möglichkeiten, durch die Analyse der "Motivation Marketing".

§ 4. Spätestens innerhalb von vier Monaten nach Eingang der Akte beim Sekretariat des Ausschusses unterbreitet der Ausschuss dem Minister einen begründeten Vorschlag bezüglich der Übereinstimmung des Lastenheftes mit den in dem vorliegenden Erlass festgelegten Auflagen.

Namur, den 2. September 2011

B. LUTGEN

ANLAGE 1

Analyse des Trinkwassers

Parameter	Zulässiger Höchstwert
Mikrobiologische Parameter:	
Gesamter Keimgehalt bei 22°C (pro ml)	100 000
Gesamt koliforme Bakterien (pro 100 ml)	100
E. coli (in 100 ml)	Keine
Darmenterokokken (in 100 ml)	Keine
Physikalisch-chemische Parameter:	
pH	4-9
Eisen (mg/l)	2,5
Härte (°D/°F)	Höchstwert 20/35,6
Nitrite (mg/l)	1

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 2. September 2011 zur Bestimmung der Modalitäten für die Anerkennung der Lastenhefte im Rahmen der differenzierten Qualität im Bereich der Geflügelproduktion als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 2. September 2011

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

ANLAGE 2

Bewirtschaftungsmaßnahmen im Rahmen der Mykotoxine

Mykotoxine entstehen u.a. auf dem Felde, wenn die Körner durch Fusarien angegriffen werden, oder durch Schimmelbildung während der Lagerung. Auf dem Felde wird die Schimmelbildung und also auch die Bildung von Toxinen aus Pilzen hauptsächlich durch feuchtes Wetter gefördert. Die Einführung bestimmter Bewirtschaftungs- bzw. Vorbeugungsmaßnahmen kann jedoch das Entstehen von Mykotoxinen in Grenzen halten.

Der Landwirt gibt an, welche Maßnahmen er anwendet, oder nicht anwendet, und welche ggf. in der Zukunft ergriffen werden.

Bewirtschaftungsmaßnahme	Nicht angewandt	Angewandt	Wird angewandt ab dem
Auf dem Felde			
<i>Prioritäre Maßnahmen</i>			
Aussaat von Arten, die für die Kolbenfusariose weniger anfällig sind			
Ausgedehnter Fruchtwechsel und Ausschluss von (nicht gepflügten) Mais als Kultur vor einer anderen Getreidesorte			
Pflügen (wenn möglich mit einer Zerkleinerung der Rückstände), um das Stroh und die Rückstände von Getreide- und Maishalmen ganz in die Erde einzuarbeiten			
Einführung einer angemessenen Bekämpfung der Kolbenfusariose anhand geeigneter und zugelassener Fungizide			
<i>Ergänzende Maßnahmen</i>			
Verwendung von kalibriertem Saatgut, in dem die kleinen Körner aussortiert werden (z.B. Verwendung von zertifiziertem Saatgut oder geeignete Sortierung)			
Anwendung einer optimalen Saatlücke und einer geeigneten Düngung			
<i>Bei der Lagerung</i>			
Geeignete Trocknung der für die Lagerung bestimmten Körner (Feuchtigkeitsgrad unter 15,5%), Schnellkühlung nach der Trocknung und Verhütung einer Erwärmung durch eine gute Lüftung			

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 2. September 2011 zur Bestimmung der Modalitäten für die Anerkennung der Lastenhefte im Rahmen der differenzierten Qualität im Bereich der Geflügelproduktion als Anlage beigelegt zu werden.

Namur, den 2. September 2011

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten
Natur, Forstwesen und Erbe,
B. LUTGEN

ANLAGE 3

Bedingungen für das Verladen, den Transport, des Entladen, das Unterbringen und die Pflege der Tiere im Schlachthof je nach Tierart

Hähnchen, Gänse, Reform-Vermehrungsgeflügel und Reform-Legehennen:

— die Verwendung von Blaulicht oder die Einsammlung der Tiere im Dunkeln ist erforderlich. Dieser Schritt wird in aller Ruhe von einem bereits ausgebildeten Team ausgeführt. Die Hähnchen, Reform-Legehennen und das Reform-Vermehrungsgeflügel werden an den Beinen gefangen;

— bei den Reformtieren hat das Einsammeln mit besonderer Sorgfalt zu erfolgen. Diese Vorgänge müssen in aller Ruhe von erfahrenen und ausgebildeten Personen ausgeführt werden, um Verletzungen an Flügeln, Knochen und Gliedern zu vermeiden;

— die Besatzdichte in den Kisten muss den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen;

— die Bedingungen für die Unterbringung im Schlachthof entsprechen folgenden Empfehlungen: spezifischer Raum, keine Beleuchtung (oder Blaulicht), optimale Unterbringungsbedingungen (Luftzüge, Frost, zu hohe Temperaturen und Wartezeiten über eine Stunde oder unter 3 Stunden sind zu vermeiden);

— das Einhängen in die Schlachtlinie hat besonders sorgfältig zu erfolgen: sehr behutsame Handhabung der Kisten durch ein Team von mindestens zwei bereits ausgebildeten Personen; es ist dafür zu sorgen, dass die in Kisten verladenen Hähnchen/Hennen/Gänse die in die Linie gehängten Tiere nicht sehen; jeweils ein Hähnchen bzw. eine Henne/eine Gans pro Haken;

— hinsichtlich der elektrischen Betäubung (Schlachtung) müssen die Parameter so eingestellt werden, dass die Tiere optimal betäubt werden, und dass elektrische Vorstöße am Eingang des Bades für die Elektronarkose vermieden werden;

— hinsichtlich der Elektronarkose (Schlachtung) müssen die Frequenz und Stromstärke je nach dem Zuchtstamm der geschlachteten Hähnchen/Hennen/Gänse kalibriert werden;

— um ein optimales Ausbluten zu gewährleisten, muss die Dauer des Transports des Tieres zwischen dem Ausbluten und dem Brühen den Vorschriften für eine gute Praxis beim Schlachten Rechnung tragen;

— für das Brühen muss eine genaue und sorgsame Einstellung der Temperatur gewährleistet werden, um ein Touchieren zu vermeiden, welches ein schlechtes Aussehen des Schlachtkörpers und ein erhöhtes Risiko von bakteriellen Verseuchungen zur Folge haben kann;

— Für das Rupfen müssen die Finger der Rupfmaschine optimal eingestellt und regelmäßig gewechselt werden, damit so wenig Federn wie möglich im Schlachtkörper bleiben;

— der Schlachtkörper wird so aufgemacht, dass er optimal aussieht.

Stopfente:

— die Besatzdichte in den Kisten muss den gesetzlichen Bestimmungen entsprechen. Das Verladen betrifft sowohl die Tiere, die für das Stopfen bereit sind, und zum Stopfplatz hin transportiert werden, als die gestopften Tiere, die für den Schlachthof bestimmt sind;

— die Bedingungen für die Unterbringung im Schlachthof entsprechen folgenden Empfehlungen: spezifischer Raum, die Tiere werden so untergebracht, dass sie über eine optimale Belüftung verfügen. Bei Hitze ist eine Zerstäubungs- oder Befeuchtungsvorrichtung vorzusehen;

— das Einhängen in die Schlachtlinie hat besonders sorgfältig zu erfolgen: sehr behutsame Handhabung der Kisten durch ein Team von mindestens zwei bereits ausgebildeten Personen. Besondere Aufmerksamkeit bei der Handhabung des Tieres, um Schläge und Stöße auf das Tier insgesamt zu vermeiden. Eine besondere Sorgfalt ist hinsichtlich der Stopfleber erforderlich;

— hinsichtlich der elektrischen Betäubung (Schlachtung) müssen die Parameter so eingestellt werden, dass die Tiere optimal betäubt werden, und dass elektrische Vorstöße am Eingang des Bades für die Elektronarkose vermieden werden;

— um ein optimales Ausbluten zu gewährleisten, muss die Dauer des Transports des Tieres zwischen dem Ausbluten und dem Brühen den Vorschriften für eine gute Praxis beim Schlachten Rechnung tragen. Insbesondere bei Schwimmvögeln wird so schnell wie möglich nach der Elektronarkose eingegriffen;

— für das Brühen muss eine genaue und sorgsame Einstellung der Temperatur gewährleistet werden, um ein optimales Rupfen zu gewährleisten, und das Touchieren zu vermeiden;

— für das Feinrupfen werden die Tiere manuell gehandhabt, wobei Stöße auf den Bauch vermieden werden; dabei ist eine Rupfmaschine mit flexiblen Fingern einzusetzen;

— für das Herausnehmen der kalten Leber wird eine Frist von maximal 24 Stunden vor dem Ausweiden beachtet.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 2. September 2011 zur Bestimmung der Modalitäten für die Anerkennung der Lastenhefte im Rahmen der differenzierten Qualität im Bereich der Geflügelproduktion als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 2. September 2011

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

ANLAGE 4

Genehmigte Verkaufsbezeichnungen für Stopfleber-Erzeugnisse und Fleischstücke der Stopfente

(unbeschadet der Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 543/2008 der Kommission vom 16. Juni 2008 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1234/2007 des Rates über Vermarktungsnormen für Geflügelfleisch)

Stopfleber-Erzeugnisse:

— "foie gras entier" (ganze Stopfleber): Zubereitungen, die ausschließlich aus einer ganzen Stopfleber oder einem oder mehreren Leberlappen und einem Würzmittel bestehen;

— "foie gras" (Stopfleber): Zubereitungen, die aus gepressten Stücken von Stopfleberlappen und einem Würzmittel bestehen;

— "bloc de foie gras" (Stopfleberblock): Zubereitungen, die aus rekonstruierter Stopfleber und einem Würzmittel bestehen. Die Rekonstruktion erfolgt mechanisch: Emulsion einer Mischung von Leber und Wasser. Die Wassermenge und das Würzmittel dürfen nicht mehr als 10% der Zubereitungsmasse enthalten;

— "bloc de foie gras avec morceaux" (Stopfleberblock mit Stücken): identisch mit dem "Stopfleberblock", jedoch mit einem Anteil an Stücken von mindestens 30% der Masse des Erzeugnisses;

— Stopfleberzubereitungen: enthalten auch andere Stoffe als Stopfleber. Der Vermerk "foie gras" (Stopfleber) erscheint nicht in der Verkaufsbezeichnung. Er kann jedoch ergänzend auftreten, wobei jedoch der Prozentsatz der verarbeiteten Stopfleber anzugeben ist:

— Zubereitungen mit mehr als 50% Stopfleber:

— "parfait de foie de canard" (Entenleberparfait): diese Zubereitung enthält mindestens 75 % mit mechanischen Mitteln zubereiteter Stopfleber, unter Beifügung von magerer Entenleber und einem Würzmittel;

— "médaillon de foie de canard" (Entenlebermédaillon) oder "pâté de foie de canard" (Entenleberpastete): diese Zubereitungen enthalten mindestens 50% Stopfleber oder Stopfleberblock, die/der als Kern mit einer Farce umgeben ist und gewürzt wird;

— "galantine de foie de canard" (Entenlebergalantine): diese Zubereitung enthält mindestens 50% Stopfleber oder Stopfleberblock, mit einer Farce gemischt, und gewürzt;

— "mousse de foie de canard" (Entenleberschaum): diese Zubereitung enthält mindestens 50% Stopfleber und ist gewürzt und mit einer Farce vermischt, um dem Erzeugnis die für die Bezeichnung charakteristische Beschaffenheit zu geben;

— Zubereitungen mit zwischen 20 und 50% Stopfleber: für diese Erzeugnisse wird die Verkaufsbezeichnung durch den Vermerk "mit Entenleber" ergänzt (z.B. "Pastete mit Entenleber");

— die Verkaufsbezeichnung kann nur dann auf die Präsenz von Trüffeln hinweisen, wenn es sich um *Tuber melanosporum* handelt, und die Zubereitung mindestens 3% Trüffeln enthält. Für die Medaillons, Galantinen, Schäume und Metzgereiprodukte wird die Bezeichnung durch den Vermerk "zu x % getrüffelt" ergänzt. Der Prozentsatz wird im Verhältnis zur Masse der Zubereitung unter Abzug des Fetts, der Barde oder des Geleeüberzugs berechnet. Die Benutzung von Trüffelschalen oder Trüffelbruch ist nicht gestattet.

Ausgelöste Fleischstücke:

— "Entenbruststreifen": tiefer Brustmuskel ohne Haut;

— "Schenkel": die Definition von Artikel 1 § 2 *e*) der Verordnung (EG) Nr. 543/2008 ist anwendbar;

— "Magret, Maigret": die Definition von Artikel 1 § 2 *m*) der Verordnung (EG) Nr. 543/2008 ist anwendbar;

— "Flügel": mit den Muskeln, dem Fett und der Haut bedeckter Humerus.

Gesehen, um dem Ministerialerlass vom 2. September 2011 zur Bestimmung der Modalitäten für die Anerkennung der Lastenhefte im Rahmen der differenzierten Qualität im Bereich der Geflügelproduktion als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 2. September 2011

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

VERTALING

WAALESE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2820

[2011/205540]

2 SEPTEMBER 2011. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de erkenningsmodaliteiten van productdossiers voor de gedifferentieerde kwaliteit in de sector van pluimveeproductie

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, 2° en 3°, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990, en 6°, gewijzigd bij de wet van 29 december 1990 en bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 betreffende de investeringen in de landbouwsector, inzonderheid op artikel 1, 28° zesde streepje;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 21 februari 2011;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke Regeringen en de federale overheid van 12 mei 2011;

Gelet op advies nr. 49.304/4/AG van de Raad van State, gegeven op 28 maart en 5 april 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten gecoördineerde op de Raad van State;

Gelet op de adviezen uitgebracht op 19 juni 2008 en 11 maart 2010 door de Wetenschappelijke Adviescommissie voor Agrovoedingsproducten,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Reikwijdte en begripsomschrijvingen

Artikel 1. § 1. Dit besluit bepaalt de erkenningsmodaliteiten van productdossiers voor de gedifferentieerde kwaliteit in de sector van pluimveeproductie in de zin van artikel 1, 28°, laatste streepje, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 voor de investeringen in de landbouwsector, alsook de modaliteiten in verband met de controle en de certificering van de naleving van deze productdossiers.

§ 2. Onder dit besluit valt het gebruikspluimvee dat gekoppeld is aan de productie van kippen, kippetjes, legkippen, mestkuikens, eend voor foie gras en ganzen, alsook vermeerderingspluimvee en broedeieren bestemd voor de productie van gebruikspluimvee van vleestype.

Art. 2. De begripsomschrijvingen van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008 zijn van toepassing indien nodig. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « keten » : de gezamenlijke operatoren die betrokken zijn bij de vervaardigingsstadia van een landbouw- of agrovoedingsproduct tussen twee welbepaalde stadia in, die samen eenzelfde productdossier behandelen, die georganiseerd zijn om een markt regelmatig te bevoorraden, en die gecoördineerd zijn door een vereniging of een operator die als promotor van de keten optreedt;

2° « promotor van het productdossier » : de natuurlijke of rechtspersoon op basis van de opstelling van een productdossier en die, rechtstreeks of door een tussenpersoon, in voorkomend geval voor de uitvoering, het beheer en de valorisatie ervan zorgt;

3° « pluimveeproductie-eenheid » : het geheel van de functioneel samenhangende middelen, met inbegrip van de gebouwen, de opslaginfrastructuren, de voedervoorraden en de meststofvoorraden, de gekweekte dieren en gronden die voor de producenten voor zijn exclusief gebruik nodig zijn om pluimvee te produceren; de pluimveeproductie-eenheid stemt overeen met een bepaalde geografische plaats en is identificeerbaar via het adres van het beslag of het adres van de sanitaire verantwoordelijke of het factuuradres;

4° « broeierij » : de pluimveeproductie-eenheid die zich toelegt op het inleggen en uitbroeden van broedeieren en het opleveren van eendagskuikens;

5° « vermeerderingseenheid » : de pluimveeproductie-eenheid die zich toelegt op de productie van broedeieren bestemd voor de productie van gebruikspluimvee;

6° « nieuw gebouw » : het gebouw voor de productie van pluimvee waarvan de eenmalige vergunning na de datum van inwerkingtreding van dit besluit is afgegeven;

7° "beslag" : groep productieronden gekweekt in eenzelfde pluimveebedrijf op een bepaald tijdstip;

8° « toom of productieronde » : groep pluimvee van een zelfde beslag en met dezelfde gezondheids- en immuniteitsstatus dat meestal in een zelfde lokaal of binnen een zelfde uitloopruimte wordt gehouden en dat de volgende kenmerken gemeenschappelijk heeft, namelijk : de soort, de categorie, het type, het stadium en de gezondheidskwalificatie;

9° « soort » : groep natuurlijke populaties van dezelfde soort die, wat reproductie betreft, geïsoleerd is van andere gelijkwaardige groepen;

10° « ras » : de groep pluimvee :

a) waarvan de buitenkant (het morfologische fenotype) in overeenstemming is met de kenmerken bepaald door een organisatie of vereniging van landbouwers, officieel erkend volgens de bepalingen van het koninklijk besluit van 2 juni 1998 betreffende de zoötechnische en genealogische voorschriften voor de verbetering en de instandhouding van de pluimvee- en konijnenrassen, of officieel erkend door de lidstaat waarin deze organisatie of vereniging van fokkers is opgericht, overeenkomstig Richtlijn nr. 91/174/EG van de Commissie van 25 maart 1991, inzake zoötechnische en genealogische voorschriften voor de handel in rasdieren en tot wijziging van de Richtlijnen 77/504/EEG en 90/425/EEG;

b) waarvan de identificatie en de controle van de kenmerken door de in punt a vermelde organisatie of vereniging van fokkers worden beheerd, of die in het register worden opgenomen of die in het stamboek worden ingeschreven dat door genoemde organisatie of vereniging wordt bijgehouden;

11° « stam » : de homogene populatie voortkomend uit een voormalige of nieuwe kruising; synoniem voor fokrichting of stam;

12° « kruising » : het resultaat van de paring van twee dieren van dezelfde soort voortkomend uit verschillende rassen of stammen;

13° « bastaardeend » : onvruchtbaar product van de kruising van de volgende twee soorten : de Barbarie-eend (*Cairina moschata*) en de wilde eend (*Anas platyrhynchos*);

14° « categorie » : de onderscheiding tussen enerzijds selectie- of vermeerderings- of fokpluimvee en anderzijds gebruikspluimvee;

15° « type » : de diversifiëring voortkomend uit het selectieproces : vlees (productie van vlees), leg (productie van consumptie-eieren), foie gras;

16° « stadium » : de onderscheiding tussen broedeieren, en naargelang de leeftijd, eendagseenden of eendagskuikens en gebruikspluimvee, en betreffende gebruikspluimvee, naargelang (het type en) de rijpheid, jong pluimvee en kippetjes;

17° « vermeerderingspluimvee » : pluimvee van 72 uur en ouder, bestemd voor de productie van broedeieren bestemd voor de productie van gebruikspluimvee van het type vlees;

18° « fokfase » : voor het vermeerderingspluimvee, de periode tussen 0 en 20 weken;

19° « vermeerderingsfase » : voor het vermeerderingspluimvee, de periode vanaf de 21e week tot het einde van de leg;

20° « broedei » : het ei van pluimvee bestemd om te worden bebroed voor de productie van een eendagskuiken;

21° « eendagseend of eendagskuiken » : pluimvee dat nog geen 72 uur oud is;

22° « gebruikspluimvee » : pluimvee van meer dan 72 uur bestemd voor de productie van vlees en/of consumptie-eieren en/of foie gras;

23° « jong pluimvee » : gebruikspluimvee van het type vlees van hoogstens 6 weken;

24° « kippetje » : het gebruikspluimvee van het type leg, vrouwelijke eend van de soort *Gallus gallus*, dat de seksuele meerderheid nog niet heeft bereikt;

25° « mestkuiken » : de vrouwelijke eend van de soort *Gallus gallus* van het type vlees van meer dan één kilo die de seksuele meerderheid nog niet heeft bereikt;

26° « eend klaar voor het vetmesten » : eend voor foie gras vóór het vetmesten, die het voorwerp heeft uitgemaakt van een voorvetmesten;

27° « aromatisch en eetlustopwekkend stof » : het natuurlijk product en zijn synthetisch derivaat waardoor, eens toegevoegd aan voeder voor pluimvee, de geur en de palatabiliteit ervan toenemen;

28° « Minister » : de Minister van Landbouw;

29° « Commissie » : de Wetenschappelijke Adviescommissie voor Agrovoedingsproducten ingesteld bij het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de Verordeningen (EG) nr. 2081/92 en nr. 2082/92;

30° DGARNE : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

31° « Dienst » : de Directie Kwaliteit van het DGARNE.

HOOFDSTUK II. — *Minimumcriteria*

Art. 3. § 1. Behalve de positieve differentiëringaspecten bedoeld in § 2, vormen de artikelen 4 tot en met 28 van dit besluit de minimumcriteria (minimaal productdossier) die, uitgevoerd in een productdossier, dit dossier het kenmerk van differentiatie verlenen.

§ 2. De positieve differentiatieëlementen zijn facultatieve criteria waaruit de promotor kiest om minstens :

1° twee in zijn productdossier op te nemen als dat dossier de productie van vermeerderingspluimvee of kippetjes betreft;

2° vier, als het productdossier de productie van pluimvee van het vlees- of legtype betreft (kippen, legkippen, mestkuikens, ganzen);

3° vier, waarvan één eigen is aan de eend voor foie gras als het productdossier de productie van eendenfoiegras betreft.

De positieve differentiatieëlementen die op alle soorten pluimvee gericht zijn, zijn :

1° de vermindering van uitstoot afkomstig van de pluimveeteelt (artikel 8, § 3);

2° het behalen van een positieve energiebalans in de fok/vetmestruimten (artikel 10);

3° de verbetering van het beheer van pluimveemest en hinder (artikel 12);

- 4° het gebruik van een regionaal ras, zuiver of gekruist (artikel 13, § 7);
 - 5° het gebruik van daglicht in de fokruimtes (artikel 15, § 6);
 - 6° de vermindering van de uitstoot van stikstof- en fosforverbindingen (artikel 18, § 3);
 - 7° het zoeken van leveranciers in de nabijheid van het bedrijf voor sommige grondstoffen die deel uitmaken van het pluimveevoeder (artikel 18, § 4);
 - 8° het uitvoeren van een beleid voor de bestrijding van ziekteveroorzakers in de keten (artikel 19, § 4);
 - 9° de verbetering van het dierenwelzijn (artikel 21);
 - 10° het versterken van de traceerbaarheid in de keten (artikel 24, § 2);
 - 11° het verkrijgen van bijzondere nutritionele en organoleptische kwaliteiten in het eindproduct (artikel 25).
- De positieve differentiatieelementen voor de foiegraseenden zijn :
- 1° de beperking van de duur van voedselonthouding voor het slachten (artikel 22, § 2);
 - 2° verwijdering van de lever op het nog warme lichaam (artikel 22, § 7).

§ 3. Elke promotor van een productdossier kan daarin bijkomende punten voorzien ter aanvulling van de minimumnormen van het productdossier, waarbij een specifieke erkenning van zijn product mogelijk is.

Art. 4. § 1. Uitgezonderd de producten van de foiegraseend en de gans zijn de van het productdossier afgeleide producten (volledige karkassen en producten van versneden pluimveevlees, bereide gerechten met vlees van pluimvee, eieren) zijn afkomstig van een ketenorganisatie die verschillende onderling verbonden economische operatoren samenbrengen. Een ideale volledige keten zorgt voor de vermeerdering, de broeierij, de voeding, het fokken, de vetmesting of de eierproductie of vetmesting, het vervoer, het slachten van het pluimvee, de verwerking en de distributie van het vlees en de pluimveeproducten.

§ 2. Voor de producten van foiegraseend en ganzen mag het productdossier individueel uitgaan van één enkele producent of voorgesteld worden door een groepering van producenten om ter beschikking worden gesteld van producenten die niet in een keten zijn georganiseerd.

§ 3. Elk productdossier voor het fokken van kippen of vermeerderingspluimvee gaat uit van de promotor van een keten die reeds erkend is voor de gedifferentieerde kwaliteit in de zin van artikel 1, 28°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008. De producties afkomstig van die productdossiers zijn tegen minstens 50 % van hun volumes bestemd voor de navolgende productieketens erkend voor de gedifferentieerde kwaliteit in de zin van voornoemd besluit.

§ 4. Elk productdossier voor de productie van ééndagskuikens gaat uit van de promotor van een keten die reeds erkend is voor de gedifferentieerde kwaliteit in de zin van artikel 1, 28°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008. De broedeieren die in de broedbedrijven terechtkomen waarvan de producties deel uitmaken van die productdossiers zijn tegen minstens 25 % van hun leveringsvolumes afkomstig van vermeerderingseenheden waarvan de producties ressorteren onder de gedifferentieerde kwaliteit in de zin van voornoemd besluit. De ééndagskuikens afkomstig van die broedbedrijven zijn tegen minstens 25 % van de productievolumes van die bedrijven bestemd voor de navolgende productieketens die erkend zijn voor de gedifferentieerde kwaliteit in de zin van voornoemd besluit.

§ 5. De producenten van de schakels van een keten waarvoor een gevalideerde sectorgids in de zin van het koninklijk besluit van 14 november 2003 betreffende de autocontrole, de verplichte kennisgeving en de traceerbaarheid in de voedselketen bestaat voeren hun eigen autocontrolesysteem in op grond van die sectorgids en laten hem op dezelfde wijze certificeren door een onafhankelijke certificeringsinstantie of valideren door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen.

Art. 5. § 1. De bedrijven die door het productdossier aangemoedigd worden worden gekenmerkt als familiebedrijven. In de zin van dit besluit wordt een zgn. familiebedrijf omschreven als een landbouwstructuur waarin het bedrijfshoofd en diens gezin, wat betreft de pluimveeproductie, economisch zelfstandig zijn, de beslissingen treffen, het beheer controleren en hoofdzakelijk zelf het kapitaal en de arbeidskracht inbrengen door de inzet van arbeidskrachten die gelijkgesteld worden met het bedrijfshoofd en zijn verwanten in de eerste of de tweede graad.

§ 2. Om de titel van familiebedrijf te kunnen voeren, is de landbouwer eigenaar van het door hem gehouden pluimvee, met uitzondering van het vermeerderingspluimvee waarvan het broedbedrijf de eigenaar kan zijn.

§ 3. De bedrijven bestaan uit pluimveeproductie-eenheden die voldoen aan de stedenbouwkundige, leefmilieu- en groottecriteria opgesomd in de artikelen 8, 9, 16 en 17.

Art. 6. § 1. Elk productdossier heeft slechts betrekking op de productie van één soort, één type of één categorie afzonderlijk. In het geheel van gebruikspluimvee worden voor de productie van kippen en legkippen afzonderlijke productdossiers opgesteld.

§ 2. Onder uitsluiting van de productdossiers in verband met het fokken van vermeerderingspluimvee of kippen of de productie van ééndagskuikens moet elk productdossier volgende structuur bevatten :

1° Hoofdstuk één : « Identificatie van de promotor » en omschrijving van de keten (organogram, verhouding van de keten tot de landbouwers) (behalve voor de producten van foiegraséend en gans als er geen ketenorganisatie bestaat);

2° Hoofdstuk 2 : « Naam van het product/de producten », van het productdossier, de keten en, in voorkomend geval, de verduidelijking van het verband tussen de naam/de namen en de oriëntatie van het productdossier;

3° Hoofdstuk 3 : « Productiemethode » (zie artikel 7);

4° Hoofdstuk 4 : « Traceerbaarheid »;

5° Hoofdstuk 5 : « Controleprocedures »;

6° Hoofdstuk 6 : « Differentiatie », met inbegrip van :

« het gedifferentieerde karakter van de productiemodus » : Leefmilieucriteria, ethische criteria (verwachte meerwaarde voor de landbouwers), maatschappelijke criteria (relaties met omwoners), dierenwelzijn;

« gedifferentieerd karakter van het product », in voorkomend geval : Fysische, chemische, biologische en/of organoleptische criteria van het product die er de hogere kwaliteit van bepalen tegenover het standaardproduct of het massaproduct dat als referentie geldt op de markt op organoleptisch en/of nutritioneel en/of sanitair en/of technologisch vlak;

7° Bijlagen : controleplan, overeenkomst twee partijen (overeenkomstig de artikelen 26, § 3, en 27, §§ 2, 3 en 4).

§ 3. De productdossiers voor het fokken van vermeerderingspluimvee of kippetjes of de productie van ééndagskuikens moeten volgende structuur bevatten :

1° Hoofdstuk één : « Identificatie van de promotor », naam van het productdossier, naam en omschrijving van de keten (organogram, verhouding van de keten tot de landbouwers);

2° Hoofdstuk 2 : « Productiemethode » (zie artikel 7);

3° Hoofdstuk 3 : « Traceerbaarheid »;

4° Hoofdstuk 4 : « Controleprocedures »;

5° Bijlagen : controleplan, overeenkomst twee partijen (overeenkomstig de artikelen 26, § 33, en 27, §§ 2, 3 en 4).

§ 4. Met het oog op een goede voorlichting bevat de tekst van hoofdstuk 6 "Differentiatie" waarvan sprake in paragraaf 2 van dit artikel pertinente argumenten die het grote publiek aanspreken.

§ 5. Voor de producten van foiegraseend en ganzen hoeft (hoeven) de naam (de namen) van het product (de producten) en/of de naam van de keten niet nader genoemd te worden als het productdossier voorgesteld wordt door een groepering van producenten om ter beschikking te worden gesteld van niet in een keten georganiseerde producenten; als het productdossier uitgaat van één enkele producent, wordt (worden) de naam (de namen) van het product wel nader genoemd.

Art. 7. § 1. De verscheidene productiestadia worden volledig omschreven in het productdossier.

§ 2. Elk stadium dat op zich zou kunnen voldoen aan één productieëenheid wordt afzonderlijk beschouwd. De productiemethode die met elkeen van die stadia overeenkomt wordt uitputtend omschreven.

§ 3. De productiemethode bevat volgende aspecten :

1° ontwikkelingsmodel (categorieën, types en stadia aanwezig in het bedrijf, type en omvang van de bedrijven);

2° infrastructuur van de bedrijven (soort kippenren, oppervlakte per pluimveeëenheid, aanwezigheid van een uitloopparcours, leefmilieukenmerken en kenmerken van de verhouding tot de buurtbewoners);

3° stam van gebruikt pluimvee en/of identificatie van de kruising;

4° oorsprong van de broedeieren, eendagskuikens/eendenkuikens/ganzenkuikens/kippetjes/vermeerderingspluimvee in fok- of voortplantingsfase;

5° voeders;

6° diergeneeskundige verzorging;

7° dierenwelzijn;

8° dierenvervoer;

9° slachten;

10° behandeling van de karkassen en hun eventueel versnijden, verwerken, behandeling van de foie gras, verpakking van de producten, verpakken en etiketteren;

11° verhandeling, distributie.

De twee aspecten besproken onder de twee laatste onderdelen zijn niet van toepassing op het productdossier betreffende het fokken van kippetjes of vermeerderingspluimvee. De aspecten besproken onder het vijfde en de laatste drie onderdelen zijn niet van toepassing op de productdossiers voor de productie van eendagskuikens.

Art. 8. § 1. Het productdossier bevat criteria die de verzorging van groepen dieren, van de hygiëne en van het onderhoud van gebouwen garanderen.

Deze criteria voorkomen geurhinder, alsook de verspreiding van insecten en ander ongedierte. Aan de directe omgeving van het (de) kippenhok(ken) wordt bijzondere aandacht besteed inzake opruimen en netheid.

§ 2. De uitloopruijme, indien aanwezig, is grazig, beschaduwde, afgesloten en ingericht, zodat de dieren die ruimte gelijkmatig kunnen innemen.

Een systeem voor het beheer van de uitloopruijme wordt voorzien om de beschadiging ervan te voorkomen.

§ 3. Overeenkomstig Richtlijn 96/61/EG van de Raad inzake geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging, vormt de uitvoering van goede landbouwpraktijken en van een of meerdere technieken aanbevolen in het referentiedocument (BREF of BAT (*best available techniques*) REFERENCE) over de beste beschikbare technieken (BBT of BAT) inzake intensieve pluimvee- of varkenshouderij (uitgegeven en beheerd door het Europees bureau IPPC (EIPPCB - *European IPPC Bureau*)), die geurhinder alsook ammoniakemissies aanzienlijk beperken, een positief differentiatie-element.

Art. 9. § 1. Het productdossier bepaalt de te nemen maatregelen voor de uitvoering of het behoud van de integratie in het landschap van aan het productdossier onderworpen pluimvee-productie-eenheden.

§ 2. De nieuwe gebouwen worden geïntegreerd in het landschap overeenkomstig de aanbevelingen opgenomen in het laatste versie van het document « Intégration Paysage Agriculture - Conseils pour l'intégration paysagère des bâtiments agricoles », uitgegeven door het Ministerie van het Waalse Gewest, Directoraat-generaal Landbouw en Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, of met de betrokkenheid van een landschapsarchitect.

Elke wijziging aan een oud gebouw onderworpen aan het productdossier steunt eveneens op dit document.

Art. 10. De installatie en het goed beheer van een systeem dat een positieve energiebalans garandeert van de gebouwen van alle pluimvee-productie-eenheden bestemd voor gedifferentieerde kwaliteit zijn een positief differentiatie-element.

Art. 11. § 1. Het productdossier bevat criteria die het goede beheer van pluimveemest garanderen, zowel wat de opslag als de verspreiding ervan betreft.

§ 2. De veehouder beheert het strooien om de geurhinder te beperken door de volgende maatregelen uit te voeren :

1° op zondagen en wettelijke feestdagen niet strooien;

2° wat de foiegraseendenhouderijen betreft, de mengmest niet met een mengmestverspreider (voorzien van een werprad) of met een irrigatiesysteem (sproeikanon of sproeierleiding) uitstrooien;

3° het pluimveemest binnen 24 uur na het strooien op een teeltgrond vermengen.

Gedurende deze verrichtingen moet de landbouwer ervoor zorgen de geurhinder en de verspreiding van insecten en ander ongedierte te voorkomen.

Art. 12. Een document waarbij de landbouwer zich ertoe verbindt de voor het strooien gebruikte gronden te lokaliseren, een bemestingsregister bij te houden met perceelsgewijze vermelding van alle organische bemestingen, en de behandeldatum van de pluimveemest, alsook de toestand, op plaatselijk niveau, van een dialoog met de omwonenden, waarvan de modaliteiten in het productdossier worden bepaald, vormen een positief differentiatie-element.

Art. 13. § 1. Het stalstro in het veegebouw is noch korstig, noch stoffig.

§ 2. De ventilatie van het veegebouw wordt zo ontworpen dat een gemiddeld gehalte aan NH₃ in de lucht, gemeten op hoogte van de dieren, kleiner is dan of gelijk is aan 20 ppm.

§ 3. Voor legkippen, voor kippen, voor eenden dan wel voor ganzen moet de verlichting het meest lijken op de natuurlijke omstandigheden.

§ 4. Wat broedend vermeerderingspluimvee en legkippen betreft, staat de verlichting gelijk aangevuld met natuurlijke verlichting met een kunstmatige verlichting overeenkomstig een programma dat van het seizoen en van de ras afhangt; dit programma wordt beschreven in een bijlage bij het productdossier.

§ 5. Wat kippen betreft, staat de verlichting gelijk met natuurlijke verlichting met een doorlopende kunstmatige verlichting al naargelang het seizoen. De totale duur van de verlichting mag vanaf de leeftijd van 25 dagen 16,5 uur niet overschrijden. Het verlichtingsprogramma wordt beschreven in het productdossier.

§ 6. Het gebruik van natuurlijk, overeenkomstig de vermeldingen bedoeld in §§ 4 en 5 van artikel 14, wordt beschouwd als een positief differentiatie-element.

§ 7. Ongeacht de duur van de verlichting, moet de lichtintensiteit, tijdens de lichtperiode en bij de komst van de landbouwer in het gebouw, minstens 25 lux overal in het gebouw bedragen, gemeten op ooghoogte van de vogel.

§ 8. Wintertuinen zijn bewegingsruimten die buiten pluimveestallen liggen, die :

1° met minstens een dekzeil of met een beschermingsluifel worden overdekt;

2° naast de pluimveestallen liggen;

3° een oppervlakte van minstens 20 % van de binnenoppervlakte bedekken;

4° gemakkelijk en onbeperkt toegankelijk zijn voor de dieren;

5° door een vaste grond gekenmerkt zijn, bedekt met stalstro;

6° met een doorgangsopening naar de buitenruimte worden uitgerust;

7° natuurlijk worden geventileerd;

8° aan een natuurlijke verlichting onderworpen zijn;

9° minstens met gaas moeten afgesloten zijn om het binnenvliegen van wilde vogels te beletten.

§ 9. In de productdossiers die gericht zijn op de productie van eendagskuikens, worden de elementen die voor het welzijn van de kuikens zorgen, bepaald en aangetoond, met name wat betreft het verblijf in de uitkomstkast, de behandeling, de sortering, de euthanasie, het inperken bij wachttijden, het laden en het vervoer ervan.

§ 10. Per categorie en per type productie, behoudens de productie van eendagskuikens, onderscheidt men een specifieke productiemethode, waarvan de minimale criteria in de artikelen 16 en 17 worden opgenomen.

Art. 14. § 1. Indien, wat betreft de productie van pluimvee, een deel van het bedrijf niet bestemd is voor de productie van gedifferentieerde kwaliteit, maakt de productie die verwijst naar het productdossier, het voorwerp uit van één of verschillende aparte en duidelijk geïdentificeerde kippenhokken. Een systeem van traceerbaarheid aangepast aan die bijkomende dwang wordt bovendien uitgevoerd en gedetailleerd in het productdossier.

§ 2. In eenzelfde kippenhok is het niet toegelaten de soorten, rassen, stammen, kruisingen en verschillende types te mengen.

Art. 15. § 1. Wat de kippen betreft, zijn de stammen die aan de volgende criteria voldoen, toegelaten :

1° traaggroeiende dieren : gemiddeld levend gewicht van 2,3 kg bereikt ten vroegste op 81 dagen;

2° dieren met een tussengroei : gemiddeld levend gewicht van 2,3 kg bereikt ten vroegste op 70 dagen.

Deze criteria worden ongeacht alle geslachten en naar gelang van de voedingsaanbevelingen van de kweker bepaald.

Bovendien zijn de stammen gekleurd of worden ze minstens gekenmerkt door een kenteken, waarbij ze van een witte snelgroeiende stam verschillen, namelijk zwarte pluimen op wit gevederte, asgrijs gevederte, zwart gevederte, blauwe poten, aanvullende vingers. De kruising waarvan de stam afkomstig is, mag geen beroep doen op een haan en een kip die niet gekleurd zijn of die geen kenteken hebben.

§ 2. Voor het vermeerderingspluimvee zijn de kippen minstens gekleurd of worden ze minstens gekenmerkt door een kenteken, waarbij ze van een witte snelgroeiende stam verschillen.

§ 3. Voor de kippetjes en de legkippen wordt de keuze van rassen of stammen, aangepast aan de toegepaste houderijomstandigheden, vereist. De criteria die op basis van de technische referenties van de kweker in aanmerking zijn genomen, hebben met name betrekking op een kleinere onderlinge agressiviteit van de hennen, een grotere weerstand tegen ziekten en een minder hoog risico op verstikking in de nesten.

§ 4. De houderij van mestkuikens kan leiden tot de erkenning als gedifferentieerde kwaliteit als minstens rekening wordt gehouden met de twee volgende criteria :

1° gebruik van traaggroeiende dieren;

2° uitvoering van groepen van maximum 2 400 dieren.

§ 5. Voor foiegraseend wordt het gebruik van de Barbarijse eend (*Cairina moschata*) of van de mulard-eend vereist.

§ 6. Voor de gans worden de volgende criteria toegepast :

1° gebruik van traaggroeiende dieren;

2° uitvoering van groepen van maximum 2 000 ganzen.

§ 7. Elke keten die gebruik maakt van een gewestelijk ras of een kruising die rechtstreeks een beroep doet op een gewestelijk ras, is een bewijs van een positief differentiatie-element.

Art. 16. § 1. Voor het pluimvee worden de volgende productiewijzen die per type verenigd worden, toegelaten als gedifferentieerde kwaliteit voor zover ze de bepalingen van de artikelen 8 tot 15 naleven. Ze voldoen bovendien aan de bijzondere eisen die eraan gebonden zijn.

1 Slachtkip :

De bedrijven bestaan uit productie-eenheden van pluimvee die voldoen aan de klassen 2 en 3 die overeenstemmen met de rubrieken 01.24.01.01.01, 01.24.01.01.02, 01.24.01.02.01 en 01.24.01.02.02 van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009. Binnen die bedrijven wordt de maximale capaciteit van de productie van kippen van gedifferentieerde kwaliteit bepaald op 25 000 dieren.

a) Opgesloten kip :

— de dichtheid in de gebouwen per m² is vanaf de leeftijd van 5 weken niet hoger dan 15 stuks pluimvee met een maximaal totaal gewicht van 35 kg levend gewicht; voor die leeftijd is het gelokaliseerde opstarten toegelaten indien het met name wegens energetische redenen gerechtvaardigd wordt; de productie van legrijp jong pluimvee bestemd voor de verkoop buiten de keten is ook toegelaten, voor zover het pluimvee dat in die vorm in de handel wordt gebracht, behoorlijk opgenomen wordt in een uitgangregister, waarin de bestemming (de koper) van de dieren wordt vermeld;

— het pluimvee wordt geslacht op de volgende leeftijden : kippen : 70 dagen of meer; jonge hanen : 90 dagen of meer;

— de voeding die in het stadium van de vetmesting gegeven wordt, bestaat uit minstens 70 % graangewassen, producten en coproducten.

b) Kip met een toegang tot een uitloopruiimte :

— de dichtheid in de gebouwen per m² is voor de kippen en jonge hanen niet hoger dan 15 stuks pluimvee met een maximaal totaal gewicht van 35 kg levend gewicht; voor die leeftijd is het gelokaliseerde opstarten toegelaten indien het met name wegens energetische redenen gerechtvaardigd wordt; de productie van legrijp jong pluimvee bestemd voor de verkoop buiten de keten is ook toegelaten, voor zover het pluimvee dat in die vorm in de handel wordt gebracht, behoorlijk opgenomen wordt in een uitgangregister, waarin de bestemming (de koper) van de dieren wordt vermeld;

— het pluimvee wordt geslacht op de volgende leeftijden : kippen : 70 dagen of meer; jonge hanen : 90 dagen of meer;

— het pluimvee heeft tijdens de helft van zijn leven overdag voortdurend toegang gehad tot een uitloopruiimte die grotendeels gedekt wordt door vegetatie en die gelijk is aan minstens 1 m² per kip;

— de voeding die in het stadium van de vetmesting gegeven wordt, bestaat uit minstens 70 % graangewassen, producten en coproducten;

— het gebouw is uitgerust met luiken die een gecombineerde lengte van minstens 4 m per 100 m² gebouwoppervlakte hebben.

2° Mestkuiken :

a) de bedrijven bestaan uit productie-eenheden van pluimvee die voldoen aan de klassen 2 en 3 die overeenstemmen met de rubrieken 01.24.02.01.01, 01.24.02.01.02, 01.24.02.02.01 en 01.24.02.02.02 van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002. Binnen die bedrijven wordt de maximale capaciteit van de productie van poulardes van gedifferentieerde kwaliteit bepaald op 7 200 dieren;

b) de groepen van poulardes zijn klein (maximum 400 m² van het gebouw);

c) de houderij vindt plaats in de gebouwen verlicht met natuurlijk licht;

d) de dichtheid in de gebouwen is niet hoger dan 6 dieren per m²;

e) wanneer ze van veren voorzien zijn, hebben de dieren toegang tot een grazige en beschaduwde uitloopruiimte van minstens 4 m² per dier;

f) de eindelijke vetmesting kan maximum tijdens de laatste 4 weken binnen plaatsvinden; de voeding tijdens die fase bestaat uit graangewassen en/of melkproducten;

g) de voeding bevat een verhouding van graangewassen (producten en coproducten) die minstens gelijkwaardig zijn aan :

— 50 % , tijdens de 28 eerste dagen;

— 75 % tijdens de periode na 28 dagen;

— minstens 85 % tijdens de laatste 2 slachtweken;

h) de minimale slachtleeftijd is minstens 120 dagen.

3° Kippetje :

De bedrijven bestaan uit productie-eenheden van pluimvee die voldoen aan de klassen 2 en 3 die overeenstemmen met de rubrieken 01.24.01.01.01, 01.24.01.01.02, 01.24.01.02.01 en 01.24.01.02.02 van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002. Binnen die bedrijven wordt de maximale capaciteit van de productie van kippetjes van gedifferentieerde kwaliteit bepaald op 25 000 dieren;

b) de houderij van legrijpe kippetjes wordt in een duister gebouw uitgevoerd;

c) de pluimveehouderij vindt plaats op de grond of op maximum 3 verdiepingen;

d) vanaf 56 dagen is de dichtheid niet hoger dan 17 kippetjes per m² bruikbare oppervlakte in geval van pluimveehouderij op de grond en 12 kippetjes per m² bruikbare oppervlakte in geval van pluimveehouderij op verschillende verdiepingen;

e) het kappen van de snavel van de kippetjes is toegelaten, waarbij er nauwgezet wordt verwezen naar de vigerende wetgeving (koninklijk besluit van 17 mei 2001 betreffende de toegestane ingrepen bij gewervelde dieren, met het oog op het nutsgebruik van de dieren of op de beperking van de voortplanting van de diersoort.) De keuze van aangepaste stammen gebonden aan een minder sterk kudde-gedrag wordt bevorderd om het kappen van de snavel tot een maximum te voorkomen.

f) de overbrenging naar een leggebouw vindt verplicht plaats 2 tot 3 weken voor de legrijpheid.

4° Legkip :

a) de bedrijven bestaan uit productie-eenheden van pluimvee die voldoen aan de klassen 2 en 3 die overeenstemmen met de rubrieken 01.24.01.01.01, 01.24.01.01.02, 01.24.01.02.01 en 01.24.01.02.02 van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002. Binnen die bedrijven wordt de maximale capaciteit van de productie van leghennen van gedifferentieerde kwaliteit bepaald op 25.000 dieren;

b) de productdossiers bewijzen dat de productiewijze minstens rust op de eisen bepaald voor de "eieren van hennen met vrije uitloop" of de "scharreleieren" in de zin van Verordening (EG) nr. 589/2008 van de Commissie van 23 juni 2008, gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 598/2008 van de Commissie van 24 juni 2008 houdende bepalingen voor de toepassing van Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad met betrekking tot de handelsnormen voor eieren;

c) de pluimveehouderij vindt plaats op de grond of op maximum 3 verdiepingen; in het tweede geval is de dichtheid niet hoger dan 6 dieren per m² gebruikbare oppervlakte;

d) het productdossier voorziet in de ontvangst van kippen die nog niet legrijp zijn;

e) de keuze van rassen of stammen aangepast aan de toegepaste houderijomstandigheden wordt vereist.

5° Eend voor foie gras :

a) de bedrijven bestaan uit productie-eenheden van pluimvee die voldoen aan de klassen 2 en 3 die overeenstemmen met de rubrieken 01.24.01.01.01, 01.24.02.01.01, 01.24.02.02.01 en 01.24.02.02.02 van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002. Binnen die bedrijven wordt de maximale capaciteit van de productie van eenden voor foie gras van gedifferentieerde kwaliteit bepaald op 14 000 dieren voor de houderij en 2 400 voor het vetmesten.

Naast de naleving van de bepalingen van het koninklijk besluit van 25 april 1994 houdende uitvoering van artikel 36, 10°, van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren wordt het gewicht van de eend klaar voor het vetmesten bepaald op 3,5 kg en wordt zijn minimale leeftijd bepaald op 11 weken.

6° Gans :

a) de bedrijven bestaan uit productie-eenheden van pluimvee die voldoen aan de klassen 2 en 3 die overeenstemmen met de rubrieken 01.24.02.01.01, 01.24.02.01.02, 01.24.02.02.01 en 01.24.02.02.02 van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002. Binnen die bedrijven wordt de maximale capaciteit van de productie van ganzen van gedifferentieerde kwaliteit bepaald op 8 000 dieren;

b) de groepen ganzen zijn klein (maximum 400 m² van gebouw);

c) de maximale oppervlakte van de productie-eenheid voor pluimvee bedraagt 1 600 m²;

d) de houderij vindt plaats in de gebouwen verlicht met natuurlijk licht;

e) de dichtheid in de gebouwen is niet hoger dan 5 dieren per m². Tijdens de eerste 6 weken in het leven van de dieren kunnen de dichtheden hoger zijn met een maximum van 10 dieren per m²;

f) de dieren hebben vanaf 8 weken toegang tot een uitloopruimte die grotendeels gedekt wordt door vegetatie, die beschaduwde is en die minstens gelijk is aan 10 m² per dier;

g) de voeding die vanaf 6 weken gegeven wordt, bestaat uit minstens 70 % graangewassen, producten en coproducten;

h) het gebouw is uitgerust met luiken die een gecombineerde lengte van minstens 4 m per 100 m² gebouwoppervlakte hebben en van minstens 1 m voor 125 ganzenkuikens;

i) de minimale slachtleeftijd is minstens 140 dagen.

§ 2. Als een wintertuin uitgevoerd wordt, voldoet hij ongeacht de productiewijze aan de bepalingen van § 8 van artikel 15.

Art. 17. § 1. Voor het vermeerderingspluimvee en naast de naleving van de bepalingen van de artikelen 8 tot 15 bestaan de bedrijven uit productie-eenheden van pluimvee die voldoen aan de klassen 2 en 3 die overeenstemmen met de rubrieken 01.24.01.01.01, 01.24.01.01.02, 01.24.01.02.01 en 01.24.01.02.02 van bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2005. Binnen die bedrijven wordt de maximale capaciteit van de productie van kippen van gedifferentieerde kwaliteit bepaald op 25 000 dieren.

§ 2. De volgende eisen zijn bovendien gebonden aan de voornoemde categorie :

1° Houderijfase :

a) de houderij wordt in een duister gebouw uitgevoerd;

b) de dichtheid in de gebouwen is niet hoger dan 10 hennen per m² (krielkippen) en 6 hanen per m²;

c) de mannetjes worden 3 tot 5 dagen voor de vrouwtjes overgedragen in de fokkerijgebouwen;

d) de vrouwtjes worden 2 tot 3 weken voor de legrijpheid overgedragen in de fokkerijgebouwen;

e) het verwijderen van de sporen alsmede van de eerste phalanx bij de hanen is toegelaten, waarbij nauwgezet wordt verwezen naar de vigerende wetgeving (koninklijk besluit van 17 mei 2001 betreffende de toegestane ingrepen bij gewervelde dieren, met het oog op het nutsgebruik van de dieren of op de beperking van de voortplanting van de diersoort);

f) het is toegelaten de vrouwtjes te leewieken en hun snavel licht te kappen, waarbij er nauwgezet wordt verwezen naar bovenvermeld besluit.

2° Voortplantingsfase :

a) de voortplanting wordt in een duister gebouw uitgevoerd;

b) de hennen hebben minstens toegang tot 10 cm trog per hen;

c) de hennen hebben toegang tot legnesten die voldoende zijn; die hebben een minimale lengte van 2,3 meter; een legnest omvat 4 legcellen van maximum 60 hennen; een legcel is minstens 1,15 meter lang;

d) de dichtheid in de gebouwen is niet hoger dan 8 pluimvee per m² (krielkippen);

e) de rantsoenering is toegelaten overeenkomstig de lagere groei van de kweekkippen; de invoering van vezels in de voeding wordt overigens bevorderd;

f) de praktijk van een rui moet het voorwerp uitmaken van een gemotiveerde aanvraag bij de certificerende instelling; ze maakt geen deel uit van de gewone houderijpraktijken.

Art. 18. § 1. Met uitzondering van de kippetjes en het vermeederingspluimvee krijgt elk pluimvee bestemd voor een keten van gedifferentieerde kwaliteit een voeding die de positieve lijst van de grondstoffen bedoeld in de hierna vermelde tabel in acht neemt.

Deze lijst is van toepassing op alle stadia voorzien in dit productdossier voor de hele duur ervan.

Nummer	Naam
	Grondstoffen
1	Tarwe
2	Gerst
3	Triticale
4	Rogge
5	Haver
6	Spelt
7	Boekweit
8	Maïs (met inbegrip van vochtige of inerte granen)
9	Behandeld koolzaad *
10	Behandelde lijnzaden *
11	Behandelde zonnebloemzaden *
12	Behandelde sojazaden *
13	Veldbonen
14	Erwten
15	Lupines
16	Luzerne
17	Melk en melkpoeder
	Coproducten
18	Coproducten van graangewassen
19	Koolzaadkoek (koolzaadkoek kan niet gebruikt worden voor leghennen met bruine eieren (wegens de aanwezigheid van sinapine waarvan het spijsverbeteringsmetabolisme bij de hen met bruine eieren een vismaak aan die eieren geeft))
20	Lijnkoek
21	Zonnebloemkoek
22	Sojakoek
23	Koolzaadolie
24	Lijnolie
25	Zonnebloemolie
26	Maïsolie
27	Sojaolie
28	Koolzaadlecithine
29	Sojalecithine
	Mineralen **
30	Voedingskrijt
31	Voedingsfosfor (gebruik van bronnen van fosfaten waarvan de beschikbaarheidswaarden hoger dan 90 % zijn)
32	Voedingszout (NaCl)
33	Natriumbicarbonaat
34	Magnesiumoxide
35	Gebroken oesterschalen
36	Grit, keien
	Additieven ***
37	Bindmiddel : suikerbietenmelasse
38	Natuurlijke antioxidanten
39	Minerale complementen, oligo-elementen en vitaminen
40	Aminozuren (lysine, methionine, threonine, tryptofaan)
41	Organische zuren (citroen-, fumaar-, melk-, propion-, mieren-, azijn-, zuur-, sorbine-, gamma-amino-, benzoë-, fosfor-, wijnsteen-, appel- en monofosforzuur) en hun zouten

Nummer	Naam
42	Enzymen **** (fytasen, amylasen, xynalasen, glucanasen, galactosidasen, proteasen)
43	Prebiotica
44	Probiotica
45	Micro-organismen
46	Aromatische en eetlustopwekkende stoffen
*	Behandelde granen : verwijzen naar mechanische, thermische behandelingen of gekiemde zaden
**	De elementen zoals de belangrijkste mineralen (calcium, natrium, fosfor en magnesium) kunnen worden opgenomen in het gevitamineerde minerale complement
***	Toepasselijke lijst onverminderd de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 februari 1999 betreffende de handel en het gebruik van producten die bestemd zijn voor het voederen van dieren toegepast bij het ministerieel besluit van 12 februari 1999 betreffende het in de handel brengen en het gebruik van diervoeders
****	Onverminderd de bepalingen van het ministerieel besluit van 18 april 1994 betreffende het in de handel brengen en het gebruik van enzymen, micro-organismen en hun preparaten bestemd voor dierlijke voeding gewijzigd bij het koninklijk besluit van 8 februari 1999 betreffende de handel en het gebruik van producten die bestemd zijn voor het voederen van dieren

§ 2. Enkel de voedingsmiddelen die niet als GGO's geëtiketteerd moeten worden in de zin van artikel 24 van Verordening (EG) nr. 1829/2003 van het Europees Parlement en de Raad van 22 september 2003 inzake genetisch gemodificeerde levensmiddelen en diervoeders zijn aanvaardbaar. De voedingsmiddelen die materiaal bevatten dat geheel of gedeeltelijk uit GGO's bestaat of daarmee is geproduceerd, worden dus toegelaten, in een verhouding van niet meer dan 0,9 % van het voedingsmiddel of van elke van zijn ingrediënten, mits de aanwezigheid van dat materiaal onvoorzien of technisch niet te voorkomen is.

§ 3. Elk voedingsrantsoen dat de lozingen van stikstof en fosfor door de dieren kan beperken, wordt beschouwd als een positief differentiatie-element

§ 4. Het meerderheidsgebruik a rato van meer dan 90 % van de percentages van de portie van graangewassen en/of eiwithoudende producten en/of van olie- en eiwithoudende producten gekweekt in een straal van 250 km rond de maatschappelijke zetel van de promotor van het productdossier is een positief differentiatie-element. Een onfeilbaar bewijs van hun oorsprong en traceerbaarheid wordt evenwel vereist om zeker te zijn van de nabijheid van die bevoorrading.

Art. 19. § 1. Elke preventieve of systematische behandeling als geneesmiddelen is verboden met uitzondering van de vaccins toegelaten voor de betrokken diersoort. In de productdossiers betreffende het opleveren van eendagskuikens wordt een bijzondere aandacht aan dit punt besteed. Elke wormdrijvende behandeling wordt onderworpen aan het advies van de veearts van het bedrijf.

§ 2. Het productdossier voorziet in een preventieplan op het niveau van het bedrijf. Maatregelen worden genomen om de antibiotica-resistentie te voorkomen. In de productdossiers betreffende het opleveren van eendagskuikens wordt dit laatste punt uiteengezet.

§ 3. In alle denkbeeldige situaties nemen de landbouwers die houder zijn van minder dan 5 000 pluimvee, de hoogste gezondheidskwalificatie gebonden aan de categorie, het type of de diersoort over, volgens de gevallen bedoeld in de wetgeving die hen betreffen.

§ 4. Elk systeem dat op het niveau van de keten ingevoerd wordt met het oog op het voorkomen van de verspreiding van de pathogene micro-organismen voor het dier of voor de mens en dat de vigerende reglementaire eisen te boven gaat, wordt beschouwd als een positief differentiatie-element.

Art. 20. § 1. Wanneer het water voor het drinken niet van het distributienet afkomstig is, wordt een controle van de micro-biologische en de fysisch-chemische kwaliteit van het water aan het uiteinde van de waterlijn minstens één keer per jaar uitgevoerd. De te controleren parameters en de na te leven normen worden in bijlage 1 bij dit besluit vermeld.

Wanneer het water voor het drinken van het distributienet afkomstig is, wordt alleen één controle van de micro-biologische kwaliteit van het water onder dezelfde voorwaarden als hierboven vereist. Indien verschillende kippenhokken in het bedrijf aanwezig zijn, wordt de controle uitgeoefend op de waterlijnen van één enkel kippenhok, indien de landbouwer dezelfde wijze van reiniging en ontsmetting over het geheel van de kippenhokken hanteert.

§ 2. Het gebruik van regenwater om het pluimvee te drinken is verboden.

§ 3. Er wordt een autocontrole uitgeoefend om het risico voor aanwezigheid van mycotoxines in de graangewassen te beperken, wanneer de landbouwer graangewassen gebruikt, die niet door een handelaar of een voorradenbeheerder doorgevoerd worden. Die autocontrole neemt de vorm aan van een controlelijst ingevuld door de landbouwer-kweker of door de voorradenbeheerder. Deze lijst, waarvan het model in bijlage 2 bij dit besluit wordt vermeld, bepaalt de beheersmaatregelen die uitgevoerd moeten worden om de aanwezigheid van mycotoxines in de graangewassen te beperken.

Art. 21. Het dierenwelzijn wordt beschouwd als een positief differentiatie-element op voorwaarde dat de verbetering aangebracht door de landbouwer of de filière wetenschappelijk bewezen wordt en niet in de wetgeving voorzien is.

Art. 22. § 1. Bijlage 3 bij dit besluit bepaalt de minimale criteria die voor de kippen, de reforme leghennen, het reforme vermeerderingspluimvee, de eenden voor foie gras en de ganzen per diersoort nageleefd moeten worden inzake de voorwaarden voor lading, vervoer, ontlading, wacht en zorgen aan de dieren in het slachthuis.

§ 2. Wat betreft de eend voor foie gras, wordt een maximale nuchterzettingsperiode van 15 uur voor het slachten toegelaten met een wachttijd in het slachthuis van hoogstens 5 uur. Een nuchterzettingsperiode van minder dan 13 uur wordt beschouwd als een positief differentiatie-element.

In alle denkbeeldige situaties wordt de minimale nuchterzettingsperiode voor de lading op 6 uur bepaald en kan hij niet hoger zijn dan 10 uur.

§ 3. Voor de kip, de reforme leghen, het reforme vermeerderingspluimvee en de gans duurt de termijn tussen de vasten en de lading minstens 8 uur. In alle denkbeeldige situaties wordt de minimale vastentermijn voor de lading op 8 uur bepaald en kan hij niet hoger zijn dan 10 uur.

§ 4. Als het vervoer niet door de landbouwer zelf in een straal van 50 km of in het kader van het interne beheer van zijn bedrijf wordt uitgevoerd, beschikt de vervoerder over een vervoerdersvergunning bij het FAVV. Elk vervoermiddel beschikt over een erkenningsattest behalve de voertuigen van de landbouwer of met een gewicht lager dan 750 kg. Alle vereiste vervoerdocumenten begeleiden de dieren tijdens het vervoer.

§ 5. Het vervoer van leghennen heeft zowel betrekking op de kippetjes vervoerd naar de legsites als op de leghennen en kweekpluimvee bestemd voor het slachthuis.

§ 6. Het vervoer van eenden voor foie gras heeft zowel betrekking op de dieren klaar voor het vetmesten en vervoerd naar vetmestingsateliers als op de dieren bestemd voor het slachthuis.

§ 7. Voor eend voor foie gras is het warme verwijderen van ingewanden een positief differentiatie-element.

Art. 23. § 1. Het vlees en de producten van pluimvee kunnen onder verschillende verpakkingen in de handel worden gebracht.

§ 2. Eendenlever mag geen sterilisatie ondergaan om als product van gedifferentieerde kwaliteit erkend te worden.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van Verordening (EG) nr. 543/2008 van de Commissie van 16 juni 2008 houdende uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad wat betreft de handelsnormen voor vlees van pluimvee worden enkel de benamingen opgenomen in bijlage 4 bij dit besluit toegelaten voor de productie van "foie gras" en de uitsnijdingsproducten van de eenden voor "foie gras".

§ 4. De ganzen die in hun geheel in de handel worden gebracht, worden van ingewanden ontdaan, zonder slachtafval en met een gewicht van minimum 2,5 kg te koop aangeboden.

Art. 24. § 1. Elke vorm en verpakking waaronder het vlees in de handel wordt gebracht met verwijzing naar de naam van het product, wordt onderworpen aan een certificering. De verschillende stappen en namelijk de daarbij behorende uitsnijding, verwerking en voorbereiding worden in het productdossier uitvoerig beschreven en worden in het minimale controleplan bedoeld in artikel 25 voorzien.

§ 2. Elk systeem van traceerbaarheid binnen een keten, boven de geldende wetgeving, wordt beschouwd als een positief differentiatie-element, voor zover de voedselveiligheid duidelijk toeneemt t.o.v. de gewone toepassing van de wetgeving of dat de consument er belang bij heeft.

Art. 25. Het verkrijgen van een product met een duidelijk organoleptisch of voedingsverschil t.o.v. het standaardproduct of massaproduct dat op de markt als referentie wordt gebruikt, vormt een positief differentiatie-element.

Het organoleptisch of voedingsverschil wordt geobjectiveerd in het productdossier d.m.v. controleerbare criteria.

Art. 26. § 1. De conformiteit van het product met de eisen van het productdossier wordt gecertificeerd door een of meer onafhankelijke instellingen aangewezen door de keten in de marge van het productdossier, in een document dat bij het productdossier gevoegd is met het oog op een evaluatie door de Commissie bedoeld in artikel 29.

§ 2. Het productdossier voorziet dat de aangewezen certificerende instelling(en) zich het recht voorbehouden om onverwachte controles uit te voeren in aanwezigheid van de landbouwer. Er wordt ook bepaald dat de promotor van de keten de certificerende instelling kiest die hij wil zien werken bij de operatoren van de keten.

§ 3. Een minimaal controleplan wordt bij het productdossier gevoegd en is gegrond op een minimaal controleplan bepaald door de Dienst na advies van de Commissie, en bekendgemaakt op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" (Portaal Waalse Landbouw) (<http://agriculture.wallonie.be>). Vóór de indiening van de erkenningsaanvraag van het productdossier wordt het minimaal controleplan gevoegd bij het productdossier gevalideerd en goedgekeurd door de certificerende instelling(en) aangewezen door de promotor van het productdossier.

§ 4. De certificatie kan steunen op een intern systeem voor kwaliteitsverzekering (autocontrole) ingesteld onder de verantwoordelijkheid en controle van de certificerende instelling. In de zin van dit besluit moet het begrip autocontrole worden verstaan als het instellen van een kwaliteitssysteem in een keten of in een groepering van landbouwers.

§ 5. Het productdossier kan voorzien dat de keten een voorlopige afwijking aan de Dienst kan vragen indien het onmogelijk is om een verplichting van het productdossier te vervullen.

Art. 27. § 1. Voor elke ketenorganisatie garandeert de promotor van de keten een financiële meerwaarde aan de landbouwer t.o.v. de standaard- of massaproductie die op de markt als referentie dient en die in het productdossier is aangegeven. De promotor bepaalt een berekeningswijze om de meerwaarde te becijferen.

§ 2. Er wordt een overeenkomst gesloten tussen de landbouwer en de promotor van de keten van gedifferentieerde kwaliteit waarvoor de veehouder wenst te produceren. Het productdossier alsook de tuchtprocedure die door de certificerende instelling is opgesteld in geval van niet-naleving van de bepalingen van de overeenkomst worden gevoegd bij het exemplaar bewaard door de landbouwer.

§ 3. De overeenkomst waarvan een model bij het productdossier wordt gevoegd, bepaalt de rechten en plichten van de overeenkomstsluitende partijen en bevat ten minste de volgende gegevens :

1° de personalia van de promotor van de keten;

2° de identificatie van de landbouwer en van de productie-eenheden betrokken bij de toepassing van het productdossier;

3° de verbintenis van de landbouwer om het pluimvee te fokken en te leveren aan de keten overeenkomstig het productdossier en om de certificerende instelling toe te laten om in zijn aanwezigheid de nodige controles uit te voeren zoals voorzien in het minimaal controleplan gevoegd bij het productdossier en om de conformiteit van het product na te gaan;

4° de verbintenis van de landbouwer om de gegevens te verstrekken betreffende het voeder dat aan het pluimvee bestemd voor de keten wordt uitgedeeld;

5° de verklaring van kennisneming door de landbouwer van de tuchtprocedure gevoegd bij de overeenkomst en;

6° de verbintenis door de promotor van de keten, behalve uitzonderlijke redenen schriftelijk gerechtvaardigd aan de landbouwer, om het pluimvee opgenomen in de keten en dat voldoet aan het productdossier te aanvaarden tegen de prijs met de meerwaarde die in het productdossier is gewaarborgd.

§ 4. Het model van overeenkomst gevoegd bij het productdossier is gegrond op een minimaal model van overeenkomst dat door de Dienst gevalideerd is na advies van de Commissie, en bekendgemaakt op bovengenoemde website.

Art. 28. § 1. Voor elke ketenorganisatie is het perspectief van een opening van de markt tot de gedifferentieerde kwaliteit gestaafd door een "marketingmotivatie" waarvan een model door de Dienst is opgesteld en op de website bedoeld in artikel 26, § 3 is opgenomen. Dit document wordt bij het productdossier gevoegd met het oog op de evaluatie door de Commissie vermeld in artikel 29.

§ 2. Voor de productdossiers van vermeerderingspluimvee, kippetjes en eendagskuikens beperkt de marketingmotivatie zich tot het bewijzen van de voldoening aan de tweede eis bedoeld in artikel 4, §§ 3 en 4.

Art. 29. § 1. Elke erkenningsaanvraag van een productdossier voor de gedifferentieerde kwaliteit, in de zin van artikel 1, 28°, laatste streepje, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008, in de sector van pluimveeproductie wordt aan het advies van de Commissie onderworpen.

§ 2. Het aanvraagdossier omvat het productdossier, zijn bijlagen, de aanwijzing van het of de certificerende instellingen bedoeld in artikel 26 en de marketingmotivatie bedoeld in artikel 28. Elk gegeven dat nuttig is voor de objectivering van het gedifferentieerde karakter van de productiewijze of het product wordt bij het dossier gevoegd.

§ 3. De Commissie beoordeelt o.a. :

1° de conformiteit van het productdossier met de eisen opgenomen in de minimale criteria;

2° de relevantie en het differentiatieniveau van elk positief differentiatie-element opgenomen in het productdossier;

3° de relevantie van het minimaal controleplan dat bij het productdossier gevoegd is;

4° in voorkomend geval, de oriëntatie en het gedifferentieerde karakter van het productdossier op basis van, o.a., de omvang van het verkregen verschil t.o.v. het standaardproduct of massaproduct dat op de markt als referentie wordt gebruikt, en van zijn belang voor de consument;

5° in voorkomend geval, het bestaan van commerciële afzetmogelijkheden voor de producten uit het productdossier, of het perspectief ervan, via de analyse van de marketingmotivatie.

§ 4. Uiterlijk binnen vier maanden na ontvangst van het dossier door het secretariaat van de commissie legt laatstgenoemde een gemotiveerd voorstel voor aan de Minister betreffende de conformiteit van het productdossier met de eisen bepaald in dit besluit.

Namen, 2 september 2011.

B. LUTGEN

BIJLAGE 1

Analyse van het drinkbaar water

Parameters	Aanvaardbare maximum
Microbiologische parameters :	
Totaal kiemgetal op 22 °C (per ml)	100 000
Totale colibacteriën (per 100 ml)	100
E. coli (in 100 ml)	Afwezigheid
Intestinale enterokokken (in 100 ml)	Afwezigheid
Fysisch-chemische parameters :	
pH	4-9
Ijzer (mg/l)	2,5
Hardheid (°D/°F)	maximum 20/35,6
Nitrieten (mg/l)	1

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 2 september 2011 tot vaststelling van de erkenningsmodaliteiten van productdossiers voor de gedifferentieerde kwaliteit in de sector van pluimveeproductie.

Namen, 2 september 2011.

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,

B. LUTGEN

BIJLAGE 2

Beheersmaatregelen inzake mycotoxinen

Mycotoxinen zijn toxinen die o.a. voorkomen als de zaden op het veld door *Fusarium* worden aangetast of bij het ontstaan van schimmels tijdens de opslag. Op het veld zijn het voornamelijk vochtige weersomstandigheden die de ontwikkeling van schimmels en dus ook van schimmeltoxinen bevorderen. De toepassing van een aantal beheers-/preventiemaatregelen kan echter het ontstaan van de mycotoxinen beperken.

De landbouwer wijst aan welke maatregelen al dan niet gevolgd worden en welke maatregelen eventueel in de toekomst zullen genomen worden.

Beheersmaatregel	Niet toegepast	Toegepast	Zal worden toegepast vanaf
Op het veld			
<i>Prioritaire Maatregelen</i>			
Zaaiing van variëteiten die minder gevoelig zijn voor aarfusarium			
Uitgestrekte teeltafwisseling en uitsluiting van maïs (niet beploegd) als teelt voorafgaande aan een ander graangewas			
Omploegen (indien mogelijk met vermalen van de resten) om het stro en de rietresten van de graangewassen en maïs in te mengen			
Opzet van een doordacht plan om aarfusarium te bestrijden d.m.v. aangepaste en erkende fungiciden			
<i>Bijkomende maatregelen</i>			
Gebruik van gekalibreerd zaaizaad waarvan de kleine zaden zijn verwijderd (gebruik van gecertificeerd zaad of geschikte sortering bijvoorbeeld)			
Toepassing van een optimale zaaidichtheid en van een aangepaste bemesting			
Voor de opslag			
Juiste droging van de zaden bestemd voor de opslag (vochtigheidsgraad lager dan 15,5%), snelle koeling na de droging en preventie van de verhitting door een goede ventilatie			

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 2 september 2011 tot vaststelling van de erkenningsmodaliteiten van productdossiers voor de gedifferentieerde kwaliteit in de sector van pluimveeproductie.

Namen, 2 september 2011.

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

BIJLAGE 3

Voorwaarden betreffende de lading, het vervoer, de uitlading,
de afwachting en de dierenzorg in het slachthuis per diersoort

Kip, gans, afgedankt vermeerderingspluimvee en afgedankte legkippen :

— het gebruik van blauwe lampen of het bijeenbrengen van de dieren in het halfdonker is noodzakelijk. Deze stap wordt op een rustige manier uitgevoerd door een op voorhand opgeleide ploeg. De kippen, de afgedankte legkippen en het afgedankte vermeerderingspluimvee worden met de poten gevangen;

— voor de afgedankte dieren wordt een bijzondere aandacht besteed aan deze ophaalactie. Dit gebeurt allemaal op een rustige manier, met ervaren en opgeleide personen om te voorkomen dat vleugels, beenderen en ledematen worden beschadigd;

— de ladingsdichtheid in de kisten wordt nageleefd overeenkomstig de wetgeving;

— de voorwaarden betreffende de afwachting in het slachthuis nemen de volgende aanbevelingen in acht : specifiek lokaal, gebrek aan verlichting (of gebruik van blauwe verlichting), optimale wachtomstandigheden (tochten, vorst, te hoge temperaturen en wachttijden van meer dan één uur en minder dan 3 uur vermijden);

— er wordt een bijzondere aandacht besteed aan het ophangen op de slachtlijn : zeer voorzichtige hantering van de kisten door een ploeg van minstens twee personen die eerst opgeleid zijn, vermijden dat de kippen/hennen/ ganzen in de kisten hun soortgenoten op de slachtlijn zien hangen, één kip/hen/gans per haak;

— op het niveau van de elektronarcose (slachting) zorgt de regeling van de parameters voor een optimale bedwelming en voor het uitblijven van elektrische voorschokken bij de ingang van de kuip voor elektronarcose;

- op het niveau van de elektronarcose (slachting) is de regeling van de frequentie en de intensiteit gekalibreerd volgens de stam van de geslachte kip/hen/gans;
- voor het optimaal uitbloeden wordt de tijd voorzien voor het vervoer van het dier tussen de plaats van het uitbloeden en het broeien bepaald volgens de goede praktijken inzake slachting;
- op het niveau van het broeien wordt er gezorgd voor een fijne en zorgvuldige regeling van de temperatuur om elk risico op effleurage te vermijden die aan de basis ligt van een slechte presentatie van het karkas en van een toenemend risico van bacteriële besmettingen;
- De vingers van de plukmachine worden optimaal geregeld voor het plukken, ze worden regelmatig gewisseld om zo weinig mogelijk pluimen te laten op het karkas;
- er wordt gezorgd voor een optimale presentatie van het karkas tijdens het optuigen.

Foiegraseend :

- De ladingsdichtheid in de kisten wordt nageleefd overeenkomstig de wetgeving. De lading verwijst naar de dieren klaar voor het vetmesten die naar de werkplaatsen voor het vetmesten worden vervoerd en naar de vetgemeste dieren bestemd voor het slachthuis;
- de voorwaarden betreffende de afwachting in het slachthuis nemen de volgende aanbevelingen in acht : specifiek lokaal, de dieren worden zodanig geplaatst dat de dieren van een optimale luchtverversing kunnen genieten. Installatie van een systeem van verstuiving of besproeiing in geval van hitte;
- er wordt bijzondere aandacht besteed aan het ophangen op de slachtlijn : zeer voorzichtige hantering van de kisten door een ploeg van minstens twee personen die eerst opgeleid zijn. Een bijzondere aandacht besteden aan het hanteren van het dier om stoten en schokken op het dier in zijn geheel te vermijden. Er wordt een bijzondere aandacht besteed op het niveau van de foie gras;
- op het niveau van de elektronarcose (slachting) zorgt de regeling van de parameters voor een optimale bedwelmeling en voor het uitblijven van elektrische voorschokken bij de ingang van de kuip voor elektronarcose;
- voor het optimaal uitbloeden wordt de tijd voorzien voor het vervoer van het dier tussen de plaatsen van het uitbloeden en het broeien bepaald volgens de goede praktijken inzake slachting; Voor de zwemvogel in het bijzonder wordt een zo snel mogelijke tussenkomst voorzien na de elektronarcose;
- op het niveau van het broeien wordt de temperatuur op een fijne en zorgvuldige manier geregeld zodat het plukken optimaal kan verlopen en dat elk risico op effleurage wordt vermeden;
- de afwerking van het plukken gebeurt met de hand waarbij schokken op de buik worden vermeden d.m.v. een plukmachine uitgerust met soepele vingers;
- voor het ontdoen van de ingewanden op het koude lichaam wordt een termijn van maximum 24 uur vóór de ontdarming nageleefd.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 2 september 2011 tot vaststelling van de erkenningsmodaliteiten van productdossiers voor de gedifferentieerde kwaliteit in de sector van pluimveeproductie.

Namen, 2 september 2011.

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

BIJLAGE 4

Toegelaten verkoopsbenamingen voor de foie gras producten en voor de deelstukken van de foiegraseend (onverminderd de bepalingen van Verordening (EG) nr. 543/2008 van de Commissie van 16 juni 2008 houdende uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 1234/2007 van de Raad wat betreft de handelsnormen voor vlees van pluimvee)

Foie gras producten :

- « gehele foie gras » : voorbereiding bestaande uitsluitend uit een hele foie gras met een of meer volledige lobben van de foie gras, en kruiden;
- « foie gras » : voorbereiding van stukken lobben van de foie gras die afkomstig zijn van verschillende dieren, en kruiden;
- « blok foie gras » : preparaat van samengestelde foie gras en kruiden. De samenstelling gebeurt met mechanische middelen : emulsie van een menging van lever en water. De hoeveelheid water en het kruiden mogen niet meer dan 10 % van de voorbereidingsmassa bedragen;
- « blok foie gras met stukken » : hetzelfde als "blok foie gras" maar de stukken bedragen minstens 30 % van de massa van het product;
- de voorbereidingen met foie gras : vermenging van andere stoffen dan foie gras. De vermelding "foie gras" verschijnt niet meer in de verkoopsbenaming. Ze kan als aanvulling dienen maar met vermelding van het percentage gebruikte foie gras :
- voorbereidingen met meer dan 50 % foie gras :
- « parfaits van eendenlever » : bevatten minstens 75 % foie gras bewerkt met mechanische middelen waaraan magere eendenlever en kruiden worden toegevoegd;

- « médaillons » of « pâtés » van eendenlever : bevatten minstens 50 % foie gras of blok foie gras, rondvormig en omgeven door een farce en gekruid;
- « galantines van eendenlever » : bevatten minstens 50 % foie gras of blok foie gras, vermengd met een farce en gekruid;
- « mousses van eendenlever » : bevatten minstens 50 % foie gras of blok foie gras, vermengd met een farce om aan het product de kenmerkende consistentie van de benaming te geven en gekruid;
- voorbereidingen die tussen 20 en 50 % foie gras bevatten : voor deze producten wordt de verkoopsbenaming aangevuld met de woorden « met eendenlever ». (b.v. : « pâtés met eendenlever »);
- de verkoopsbenaming mag alleen naar truffels verwijzen als het gaat om de *Tuber melanosporum* en als het gewaarborgd percentage truffels minstens 3 % bedraagt. Voor de « médaillons », « galantines », « mousses » en andere producten van de keurslagerij wordt de benaming aangevuld met de vermelding « X % getruffeerd ». Het percentage wordt berekend t.o.v. de massa van de voorbereiding waarvan het vet, het vet spek of de gelei worden verwijderd. Het gebruik van stukjes of schillen van truffels is niet toegelaten.

Deelstukken :

- « aiguillette » : diepgelegen borstspier zonder vel;
- « dij » : de omschrijving van artikel 1, § 2, e) van Verordening (EG) nr. 543/2008 is van toepassing;
- « magret » : de omschrijving van artikel 1, § 2, m) van Verordening (EG) nr. 543/2008 is van toepassing;
- « manchon » : het opperarmbeen met de daaraan gehechte spieren, vet en vel.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 2 september 2011 tot vaststelling van de erkenningsmodaliteiten van productdossiers voor de gedifferentieerde kwaliteit in de sector van pluimveeproductie.

Namen, 2 september 2011.

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2011 — 2821 [C - 2011/31533]

20 OCTOBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant la fixation de la date de l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 20 juillet 2011 modifiant diverses ordonnances dans le cadre de la création d'une administration fiscale au sein du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 6 de l'ordonnance du 20 juillet 2011 modifiant diverses ordonnances dans le cadre de la création d'une administration fiscale au sein du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que, suite à l'article susmentionné, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale est compétent pour fixer la date entrée en vigueur des articles de l'ordonnance du 20 juillet 2011 modifiant diverses ordonnances dans le cadre de la création d'une administration fiscale au sein du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Ministre des Finances, du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Ministre de l'Environnement et l'Energie et du Ministre des Travaux publics et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les articles 2, 3, 4 et 5 de l'ordonnance du 20 juillet 2011 modifiant diverses ordonnances dans le cadre de la création d'une administration fiscale au sein du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale entrent en vigueur au moment de la création de l'administration fiscale du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Bruxelles, le 20 octobre 2011.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président
du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Finances, du Budget et des Relations extérieures,

J.-L. VANRAES

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2011 — 2821 [C - 2011/31533]

20 OKTOBER 2011. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende de bepaling van de inwerkingtreding van de ordonnantie van 20 juli 2011 tot wijziging van diverse ordonnanties in het kader van de oprichting van een fiscale administratie binnen het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op het artikel 6 van de ordonnantie van 20 juli 2011 tot wijziging van diverse ordonnanties in het kader van de oprichting van een fiscale administratie binnen het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat het, overeenkomstig voornoemd artikel, aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering toekomt om te bepalen wanneer de artikelen van de ordonnantie van 20 juli 2011 tot wijziging van diverse ordonnanties in het kader van de oprichting van een fiscale administratie binnen het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in werking treden;

Op voorstel van de Minister van Financiën behoren, van de Minister van Ruimtelijke Ordening, van de Minister van Leefmilieu en Energie en van de Minister van Openbare Werken en de Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De artikelen 2, 3, 4 en 5 van de ordonnantie van 20 juli 2011 tot wijziging van diverse ordonnanties in het kader van de oprichting van een fiscale administratie binnen het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest treden in werking op het moment van de oprichting van de fiscale administratie binnen het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Brussel, 20 oktober 2011.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-President
van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
Ch. PICQUE

De Minister van Financiën, Begroting en Externe betrekkingen,

J.-L. VANRAES